



**IL A TENTÉ DE VOLER LA VEDETTE À L'ALGÉRIE EN IMPROVISANT DES ÉVÈNEMENTS
PARALLÈLES EN DEHORS DU CADRE ET DE L'AGENDA DE L'UA**

Les ratés du Makhzen en Afrique

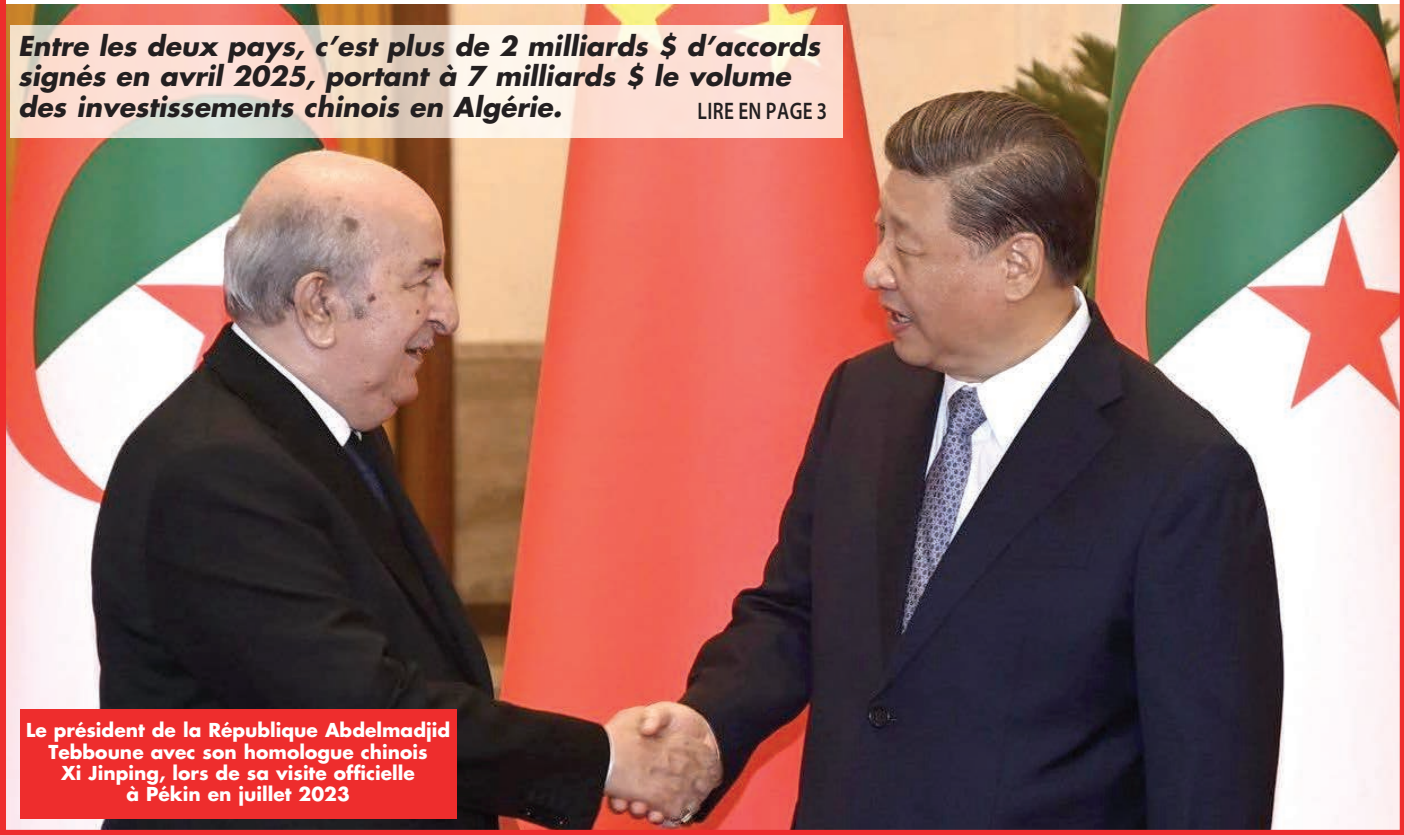
LIRE EN PAGE 4

PROCHAIN PLAN QUINQUENNAL CHINOIS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

L'Algérie a sa part du gâteau

Entre les deux pays, c'est plus de 2 milliards \$ d'accords
signés en avril 2025, portant à 7 milliards \$ le volume
des investissements chinois en Algérie.

LIRE EN PAGE 3



Le président de la République Abdelmadjid
Tebboune avec son homologue chinois
Xi Jinping, lors de sa visite officielle
à Pékin en juillet 2023

Ph : DR

AFRICAN STARTUP CONFÉRENCE

**C'est parti pour
la 4^e édition
à Alger**

P 2

INTEMPÉRIES

**Les citoyens
appelés
à la vigilance**

P 24

**LANCEMENT DE
PROJETS AUTOMOBILE**

**La sous-traitance
avant tout**

P 5

STATUTS PARTICULIERS

**Saâdaoui
en quête de
consensus avec
les syndicats**

P 6

**HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE
- ALGER, CET APRÈS-MIDI À 16H00**

LES COURSES EN DIRECT

**L'efficace
entraîneur
S. Hamiane
en force**

P 21

L'ÉDITO

Saviez-vous que Ksar-Chellala était, en 1984, une simple commune de la wilaya de Tiaret ? Saviez-vous que les communes de Draria, Ouled Fayet, El-Achour, Baba-Hassen et Douéra relevaient, à cette même époque, de la wilaya de Tipaza ? Aujourd'hui Ksar-Chellala est promue wilaya à part entière par le Conseil des ministres du 16 novembre 1965. A la grande joie et beaucoup d'espoir de la population de ce territoire en termes de développement. Quant à Draria et ses communes avoisinantes, si le trajet des citoyens vers le chef-lieu administratif s'est raccourci depuis leurs rattachements à la wilaya d'Alger, l'urbanisation tarde à remplacer la ruralité. Après ces quelques illustrations des attentes populaires et des retombées du découpage territorial, il y a lieu de noter que notre ministre de l'intérieur, Saïd Sayoud, a présenté, jeudi dernier, devant la Commission des affaires juridiques, administratives..., de l'APN, le projet de loi relatif à l'organisation territoriale du pays et adopté par le Conseil des ministres (C.M) du 16 novembre dernier. Un projet de loi qui « modifie et complète la loi 84-09 relative à l'organisation

58+11 wilayas à l'APN

territoriale du pays » qui a fait passer le nombre de wilayas de 31 à 48 avant de le porter à 58 wilayas en 2019. L'actuel projet de loi « vise principalement à promouvoir 11 circonscriptions administratives en wilayas à part entière ». Ces nouvelles wilayas sont Aflou, Barika, Ksar Chellala, Messaad, Ain Oussara, Bou Saâda, El Abiodh Sidi Cheikh, El Kantara, Bir El Ater, Ksar El Boukhari et El Aricha. Il faut dire que Sayoud n'a pas tardé pour mettre en œuvre l'application du C.M. Il explique pourquoi ? Ce « n'est pas une simple augmentation formelle du nombre de wilayas, mais une réponse explicite aux aspirations des citoyens à bénéficier de services publics de quali-

té... ». Il a ajouté que « cela contribuera sans aucun doute à faire progresser le processus de développement dans ces territoires, à l'encadrer et à l'accompagner par la réalisation de projets d'investissement structurants qui valoriseront le potentiel de ces zones, créeront des activités économiques génératrices de richesse, et offriront des opportunités d'emploi ». C'est une population de 2,5 millions d'habitants, représentants ces 11 nouvelles wilayas, qui est en attente des retombées économiques et sociales. Dans la pratique, le ministre a précisé que « le projet de loi a fixé une période transitoire d'un an pour la concrétisation de cette démarche, s'étendant jusqu'au 31 décembre 2026, une période durant laquelle, les autorités des wilayas mères continueront d'exercer toutes les prérogatives et obligations liées à la gestion des structures et services de ces nouvelles wilayas, jusqu'à leur pleine opérationnalité ». Et précisions utiles, ce n'est « qu'une fois la loi promulguée et publiée... (qu'interviendra) la nomination de walis... ainsi que la mise en place des dispositions relatives aux élections législatives et locales... » a tenu à souligner Sayoud. Pour plus de clarté entre transition et échéances électorales !

Zouhir Mebarki

AFRICAN START-UP CONFÉRENCE

C'est parti pour la 4^e édition à Alger

La capitale algérienne s'apprête à vivre un moment phare dans le paysage technologique africain avec l'ouverture, aujourd'hui, de la 4e édition de la Conférence africaine des start-up (ASC).

L'événement, qui se déroulera du 6 au 8 décembre au Centre international des conférences (CIC), sera inauguré officiellement par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, illustrant ainsi l'importance accordée par l'Algérie à l'innovation et à l'entrepreneuriat sur le continent.

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et de la Micro-entreprise, Noureddine Ouadah, a insisté sur le rôle central de la conférence : "La Conférence africaine des start-up d'Alger reste le seul rendez-vous continental où les décideurs de cet écosystème se rencontrent pour discuter, de manière franche et pragmatique, des questions liées à l'innovation et au financement des projets". Pour le ministre, l'ASC est bien plus qu'un événement annuel : elle constitue un espace privilégié de rencontre et de coopération entre les acteurs publics et privés, un lieu où les politiques publiques, les stratégies de financement et les initiatives entrepreneuriales se croisent pour façonner l'avenir du continent. Selon M. Ouadah, cette conférence est désormais "un rendez-vous majeur pour les ministres africains, conscients qu'en décembre, Alger devient le centre d'une dynamique continentale au service des start-up et de l'innovation". Elle constitue également "un vecteur essentiel de visibilité pour l'innovation algérienne et africaine", permettant de mettre en lumière les réussites des entrepreneurs locaux tout en renforçant la coopération panafricaine.

35 DÉLÉGATIONS AFRICAINES

La 4e édition de l'ASC sera marquée par un sommet ministériel de haut niveau, au cours duquel plusieurs thématiques stratégiques seront abordées. Les discussions porteront sur l'échange de bonnes pratiques entre pays africains pour harmoniser les politiques publiques, l'encouragement à l'émergence de



Ph: DR

champions continentaux et le renforcement de la contribution des start-ups au développement de l'économie réelle. Le sommet examinera également les politiques d'incitation à l'investissement privé, la création de fonds de financement et la mise à jour de la Déclaration d'Alger adoptée en 2022 lors de la première édition, avant sa soumission à l'Union africaine pour lui conférer une portée accrue. Cette année, 35 délégations africaines officielles, représentées par des ministres ou secrétaires généraux, prendront part à la conférence, aux côtés de délégations institutionnelles de l'Union africaine et d'autres organisations internationales. Le Rwanda a été désigné comme invité d'honneur, un choix qui reflète l'essor technologique et entrepreneurial du pays sur le continent. L'ASC 2025 devrait accueillir entre 25.000 et 30.000 participants et environ 200 exposants, consolidant ainsi son statut d'événement incontournable pour l'écosystème africain des start-ups. Sous le slogan "Pour l'émergence de champions africains", la conférence mettra en avant les réussites d'entrepreneurs ayant bâti des entreprises technologiques majeures sur le continent. Elle présentera également les évolutions de l'écosystème financier destiné aux porteurs de projets, en Algérie comme en Afrique, et permettra d'explorer de nouvelles pistes pour renforcer les capacités de financement à l'échelle continentale. "Notre objectif est de diversifier les mécanismes de financement afin de donner aux fonds africains davantage de moyens pour sou-

tenir l'innovation africaine avec des ressources africaines", a précisé le ministre.

ALGER, HUB AFRICAIN DE L'INNOVATION

La présence d'institutions financières et de gestionnaires de fonds constituera une réelle opportunité pour les start-up algériennes et africaines de présenter leurs projets et de lever des fonds essentiels à leur développement. Le programme de l'ASC 2025 comprend également 18 événements parallèles ("side events") destinés aux jeunes entrepreneurs.

Ces rencontres leur offriront l'opportunité d'échanger avec des institutions internationales impliquées dans la propriété intellectuelle, le transfert technologique et l'entrepreneuriat, renforçant ainsi leurs compétences et leur réseau. Des délégations venues hors du continent, notamment de Slovaquie, du Qatar et de plusieurs pays européens, prendront également part à cette édition, confirmant l'attractivité croissante de l'ASC à l'échelle internationale. "La conférence représente une opportunité majeure pour les entrepreneurs algériens de rencontrer des investisseurs et experts venus des cinq continents", a insisté M. Ouadah, rappelant que depuis sa création, l'ASC a eu "un impact notable sur l'écosystème national", favorisant l'émergence de projets innovants et la consolidation de l'écosystème entrepreneurial en Algérie. Un moment clé de cette édition sera le lancement des premiers financements du Fonds de finan-

cement des start-ups et des jeunes innovants, créé sur décision du président Abdelmadjid Tebboune lors de la 4e Foire commerciale intra-africaine (IATF) en septembre dernier à Alger. Ces financements, accordés en collaboration avec l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, renforceront l'effet de levier de la conférence en soutenant directement des projets à fort potentiel d'innovation et de création d'emplois. La 4e édition de l'ASC confirme ainsi la volonté de l'Algérie de s'imposer comme un hub continental pour l'innovation et l'entrepreneuriat, offrant aux start-up africaines un cadre de visibilité, de financement et de coopération.

Avec l'ouverture officielle par le président Tebboune, l'événement s'inscrit comme une étape stratégique dans la construction d'un écosystème africain dynamique et intégré, capable de générer des champions technologiques et de renforcer la compétitivité du continent sur la scène mondiale. En résumé, du 6 au 8 décembre, Alger devient le cœur battant de l'innovation africaine, rassemblant investisseurs, décideurs, jeunes entrepreneurs et institutions internationales autour d'une vision commune : faire émerger les talents et les champions technologiques de demain.

L'African Startups Conference 2025 s'annonce comme une vitrine incontournable de l'innovation, de la coopération panafricaine et du dynamisme entrepreneurial du continent.

M. Seghilani

VALORISATION ET PROMOTION DU POTENTIEL TOURISTIQUE

Bouâmama souligne le rôle des médias

Le ministre de la Communication, Zoheir Bouâmama, a mis en avant, à partir du Timimoun, le rôle des médias dans la valorisation et la promotion, à l'échelle continentale et internationale, du riche potentiel touristique du pays et les spécificités de ses régions. S'exprimant en marge du 7e Festival international du tourisme saharien, le ministre a souligné « le rôle des médias dans la valorisation des atouts naturels singuliers du pays, notamment des régions sahariennes, et leur promotion à l'échelle continentale et internationale ». M. Bouâmama a cité, à ce propos, « la diffusion récente d'un reportage réalisé par une chaîne de télévision américaine dans la région de Timimoun, et qui a eu un grand écho », précisant, par la même occasion, qu'« il existe d'autres médias étrangers intéressés par les potentialités touristiques du sud algérien ». Ce dernier a fait état de « l'existence de régions touristiques dans le Sud qu'il appartient de présenter de la meilleure manière à travers les médias en vue d'attirer les touristes », se référant aux données du ministère du Tourisme et de l'Artisanat sur le flux de touristes étrangers dans le Sahara algérien qui, a-t-il dit, « avoisine celui des années écoulées ». Le ministre de la Communication a souligné, dans cet ordre d'idées, que « le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, mise sur le secteur du Tourisme pour diversifier l'économie nationale et en faire un levier du développement durable », soulignant « le rôle des médias dans la promotion du tourisme », a-t-il ajouté.

L. Zeggane

CAMPS D'HIVER

Les activités arrêtées du 21 décembre au 4 janvier

Le ministère de la Jeunesse a annoncé l'organisation des activités des camps d'hiver thématiques durant la période allant du 21 décembre au 4 janvier prochain, a indiqué un communiqué du ministère. Dans le cadre de la préparation des camps d'hiver thématiques, le camp de jeunes de Zéralda (Alger) a abrité « une réunion de coordination consacrée à l'élaboration du programme de ces camps », a précisé la même source. Ajoutant que « cette réunion vient affirmer la disponibilité des différentes structures à garantir l'organisation de camps d'hiver qualitatifs et riches en activités dédiées aux jeunes dans un environnement éducatif et sécurisé ». À noter que la réunion s'est déroulée en présence de « cadres du ministère et de l'Agence nationale des loisirs de la jeunesse (ANALJ), ainsi que des directeurs et gestionnaires des camps d'hiver programmés, de chefs des services des activités jeunesse, des membres du comité pédagogique et des chargés de la communication », a conclu le communiqué.

L. Z.

ACCOMPAGNEMENT DES START-UP

Des antennes régionales de l'ASF pour bientôt

Dans le but de renforcer le dispositif national d'accompagnement des start-up, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a annoncé le lancement d'antennes régionales du Fonds algérien des start-up (ASF) et la création de centres d'innovation spécialisés dans différentes wilayas du pays. Lors d'une plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par le vice-président de l'APN, Mohamed Ouakli, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, M. Ouadah a précisé que son ministère œuvre à « lancer des centres d'innovation théma-

tiques dans chaque wilaya, pour accompagner la dynamique industrielle accélérée que connaît le pays, et se rapprocher davantage des innovateurs, tout en veillant à réunir les experts actifs dans les mêmes domaines au sein d'espaces communs ».

10 CENTRES CRÉÉS COMME PREMIÈRE PHASE EN 2022

Le ministre a rappelé que « le programme des centres d'innovation au niveau des wilayas, lancé en 2022 en coordination avec le ministère de l'Intérieur, a permis la création de dix centres lors de la première phase, avec l'ambition d'ouvrir un centre d'innovation dans chaque wilaya et d'assurer une

meilleure coordination entre les écosystèmes locaux de l'innovation. Dans l'objectif de rapprocher les services de l'ASF des jeunes entrepreneurs, le ministère œuvre à « l'ouverture d'antennes régionales du Fonds, qui a traité depuis son lancement, plus de 500 demandes de financement de start-up », ajoute M. Ouadah. En outre, le ministère s'efforce d'« augmenter le nombre d'incubateurs d'entreprises, comptant actuellement 180 contre moins de 20 en 2020, dont plus de 100 incubateurs au niveau des universités, tout en travaillant pour le lancement d'un réseau d'incubateurs privés ». Soulignant que « l'accélérateur public Algeria Venture » est chargé de coor-

donner entre ces incubateurs », relevant que « son département s'attelle à la création d'antennes régionales de cet accélérateur public ».

« PLUS DE 60 000 JEUNES ONT BÉNÉFICIÉ DES PRESTATIONS DE L'ANAE »

Le ministre a, en outre, indiqué que « plus de 60.000 jeunes ont bénéficié des prestations de l'Agence nationale de l'auto-entrepreneur (ANAE) », relevant que « l'élargissement de l'utilisation de la numérisation et des services publics numérisés, permettra de répondre mieux aux attentes des jeunes entrepreneurs ».

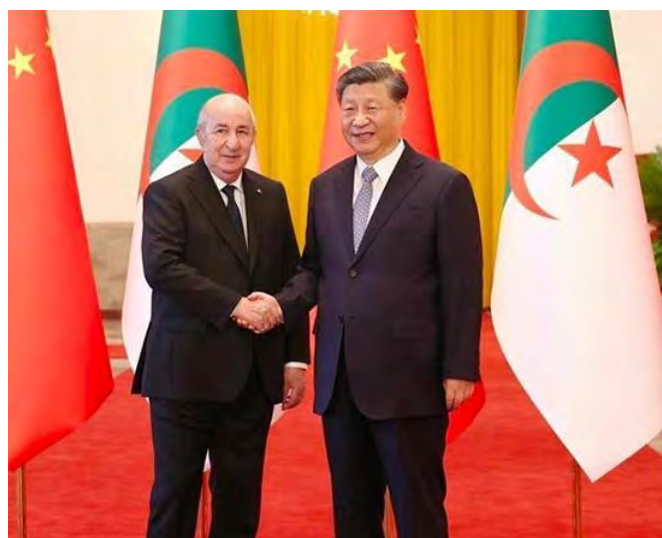
L. Z.

PROCHAIN PLAN QUINQUENNAL CHINOIS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

L'Algérie a sa part du gâteau

L'Algérie a sa part dans le 15e Plan quinquennal chinois (2026-2030) qui sera publié en mars 2026 et dont l'ambition affichée est de « contribuer davantage à relever les défis planétaires d'une manière qui correspond à la fois aux besoins nationaux de la Chine et aux aspirations du monde entier ».

PH : DR



La détermination de la Chine de partager ses opportunités avec le monde, les observateurs l'ont relevée dans les propositions formulées par la direction chinoise sur l'élaboration de son 15e Plan quinquennal. L'Algérie, partenaire stratégique de la Chine, est concernée. C'est l'ambassadeur de Chine, lui-même, Dong Guangl, qui a l'a révélé en mettant en parallèle « le début de la mise en œuvre du 15e Plan quinquennal chinois avec la dynamique d'édification de l'Algérie nouvelle », pour expliquer en quoi l'année 2026 constituera une étape charnière dans le processus de coopération entre les deux pays. Lors d'une conférence de presse organisée au siège de l'ambassade de Chine en Algérie, le diplomate chinois a souligné que

les deux pays "se trouvent à l'aube d'une étape historique, ouvrant des perspectives plus larges pour le développement commun". Il a ajouté que l'Algérie et la Chine sont "deux pays amis sincères et deux partenaires naturels, unis par une vision commune du développement". Cette « proximité » avait été, une fois de plus, confirmée à la faveur de la visite du président Abdelmadjid Tebboune en Chine en été 2023, sur fond de relations historiques amorcées durant notre guerre de libération nationale par l'aide apportée à l'Algérie combattante et par la reconnaissance, en tant que premier pays non-arabe, du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), dès sa création en 1958. Les relations avec la Chine se sont développées davantage au lendemain de l'indépendance de l'Algérie. De son côté, l'Algérie indépendante a été le chef de file, en 1971, de la

revendication du recouvrement par la Chine de sa place au sein de l'ONU et de l'expulsion de Taiwan de cette institution. Ce socle solide porte la dynamique enregistrée durant ces dernières années dans la coopération entre l'Algérie et la Chine, que le diplomate chinois a illustrée en citant, notamment, "le renforcement des relations politiques entre les deux pays, grâce aux contacts réguliers entre les hauts responsables et à la poursuite des échanges d'expertises en matière de gouvernance, ainsi qu'à l'étroite coordination autour des questions régionales et internationales". Au plan économique, l'ambassadeur a fait observer que "les partenariats concrets entre les deux parties se sont nettement approfondis". Il a évoqué le volume des échanges commerciaux qui s'est maintenu à un niveau élevé cette année, avec des indicateurs positifs qui augurent que ce

niveau sera supérieur à celui de l'année dernière. Dong Guangl a donné deux chiffres : plus de 2 milliards de dollars, montant des projets qui ont fait l'objet d'accords signés lors du Forum algéro-chinois sur l'investissement (avril 2025, CIC, Alger); 7 milliards de dollars, le volume des investissements chinois en Algérie. Autres indices probants de la dynamique dans les relations bilatérales fournis par le diplomate chinois : "l'avancement des projets et le lancement de vols directs, ainsi que les progrès enregistrés dans les domaines des mines, des énergies renouvelables et de la numérisation". Sur le plan culturel, l'année en cours a été marquée par "une forte impulsion des échanges", ajoute l'ambassadeur, avec l'ouverture du premier institut "Confucius" à l'Université d'Alger 2, et l'organisation d'événements culturels et de concours linguistiques, à même de renforcer les liens d'amitié historiques entre les deux peuples". A la veille du lancement de son 15ème plan quinquennal, la Chine veut "travailler main dans la main avec l'Algérie pour assurer la mise en œuvre effective des importantes convergences auxquelles sont parvenus les dirigeants des deux pays, renforcer les échanges entre les deux peuples, approfondir la coopération dans tous les domaines » et, selon l'ambassadeur chinois, aller plus loin en hissant « le partenariat stratégique global algéro-chinois à un niveau supérieur ».

M'hamed Rebah

DES DIPLOMATES TÉMOIGNENT DE LEUR EXCELLENTE QUALITÉ Nos dattes ont la côte

Les représentants des délégations diplomatiques dont des ambassadeurs et des attachés commerciaux et économiques de nombre d'ambassades et d'organismes économiques régionaux, ont considéré que "les produits algériens agricoles et industriels répondent aux normes de qualité appréciées sur les marchés mondiaux". Participant au salon des dattes, des produits agricoles et industriels et de promotion du tourisme à Biskra, le premier conseiller de l'ambassadeur de Mauritanie en Algérie, chargé des affaires commerciales, Cheikh Oulghabed, a indiqué que sa visite au salon et aux divers produits de dattes et industriels exposés lui a permis de connaître de près l'important potentiel agricole bénéfique aux marchés mondiaux dont celui de la Mauritanie, affirmant aspirer au développement du partenariat entre les deux pays dans les divers domaines, notamment pour les produits demandés par le marché mauritanien et présentant une haute qualité à prix compétitifs. De son côté, Ashraf Al-Far, secrétaire général de l'Union arabe des dattes, a souligné que les expositions ont une grande importance pour placer le produit algérien, notamment les dattes sur les marchés internationaux, estimant que les dattes algériennes particulièrement la variété "Deglet Nour" possèdent les caractéristiques de qualité supérieure lui conférant une place mondiale remarquable. L'ambassadrice de la République de l'Inde en Algérie, Dr. Mme Swati Vijay Kulkarni, a assuré que sa visite au salon de Biskra lui a permis de constater la diversité du produit algérien et de rencontrer des opérateurs économiques qui exportent vers plusieurs pays dont l'Inde, exprimant sa satisfaction de cette coopération économique et affirmant assurer toutes les facilités pour l'exportation des produits algériens et la possibilité de conclure des partenariats dans ce domaine. Les ambassadeurs et représentants des missions diplomatiques en Algérie dont la Hongrie, le Tchad, la Mauritanie, la Jordanie, l'Inde, l'Indonésie, l'Égypte et le Vietnam ont assisté à l'ouverture de la cette manifestation économique et ont pu découvrir les produits nationaux, notamment de la wilaya de Biskra principalement ses dattes, légumes, fruits et produits industriels.

Sarah O.

LE PLF-2026 ADOPTÉ AU CONSEIL DE LA NATION

Un tournant pour la transformation économique

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, jeudi à la majorité écrasante, le texte de la Loi de finances 2026, qui comprend plusieurs dispositions visant à promouvoir l'investissement, à soutenir l'activité économique et à renforcer le pouvoir d'achat des citoyens. Dans ce cadre, le président du Conseil de la nation Azouz Nasri a souligné que la Loi de finances occupe une "place stratégique" dans l'arsenal juridique de l'État, en tant que cadre essentiel pour réguler les équilibres de la politique socioéconomique nationale. Affirmant que les mécanismes de réalisation des grands équilibres, mais aussi la maîtrise du déficit, l'utilisation des instruments de financement, la rationalisation des deniers publics pour préserver la stabilité économique, maintenir les transferts sociaux et protéger le pouvoir d'achat. Rappelant que cette loi, qui comprend des dépenses budgétaires record dépassant 17.000 milliards de DA (135 milliards de dollars), s'inscrit dans la politique de développement du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Également et après avoir passé en revue les différents projets structurants en cours de réalisation à travers le pays, le président de la chambre haute du parlement a appelé les entreprises chargées de leur réalisation à accélérer la cadence des travaux afin de respecter les délais

impartis. Pour sa part, le ministre des Finances Abdelkrim Bouzred a salué les interventions des sénateurs qui ont contribué à enrichir le texte de loi, appelant l'ensemble des acteurs à respecter ses dispositions et à mettre en œuvre les budgets, notamment ceux ayant un impact direct sur le citoyen, qu'il s'agisse des infrastructures ou des investissements inscrits au titre de l'année prochaine. Le ministre a rappelé que les services du gouvernement sont tenus de faire preuve d'efficacité dans l'action et à atteindre les objectifs fixés par le texte de loi, relevant la nécessité d'être à la hauteur de la mission afin d'atteindre les objectifs tracés".

GÉRER AVEC RIGUEUR LES DÉPENSES PUBLIQUES

Quant aux membres du Conseil de la nation, ont affirmé que "le texte de la Loi de finances constitue un instrument de gouvernance qui consacre l'efficacité de la dépense et l'exécution des crédits sous un strict contrôle des fonds publics, exercé par le parlement et autres institutions de contrôle", afin d'assurer "une bonne utilisation des ressources et prévenir toute dérive dans le processus de dépense, dans un contexte exigeant les plus hauts niveaux de rigueur et de discipline budgétaires". L'adoption de ce texte par les membres du Conseil marque le début

de sa concrétisation par les institutions économiques, sociales et financières sur le terrain, a-t-il relevé. De son côté, le président de la Commission des affaires économiques et financières au Conseil de la nation, Nouredine Tadj, a estimé que l'adoption du texte de la Loi de finances constitue "une étape importante dans le processus de transformation économique" que connaît l'Algérie, affirmant que les politiques menées par les hautes autorités "ont permis au pays de passer d'une situation de dépendance à la rente à une véritable dynamique de diversification économique nationale", une évolution saluée par des institutions financières internationales.

La loi comprend des mesures claires pour lutter contre la corruption, le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale, ainsi que des mesures à caractère social destinées aux catégories vulnérables, a-t-il ajouté, saluant les décisions du président de la République portant augmentation du SNMG et promotion de 11 circonscriptions administratives en wilayas à part entière, "à même de renforcer le développement local et rapprocher l'administration du citoyen. De son côté, le rapporteur de la Commission, Nouredine Habib, a présenté le rapport complémentaire du texte dans lequel ont été soulignées les dispositions et mesures contenues dans la loi, "ce qui reflète l'engage-

ment des plus hautes autorités, sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à concrétiser la vision ambitieuse de l'Algérie nouvelle et victorieuse à travers une série de mesures visant à renforcer l'investissement productif, développer les infrastructures stratégiques, soutenir la sécurité énergétique et alimentaire, améliorer la qualité des services publics, consolider la justice sociale et poursuivre les réformes structurelles dans le système fiscal et douanier, ce qui renforce les bases de la croissance durable et soutient la compétitivité de l'économie nationale".

SOUTENIR LES RÉFORMES ET LA COHÉSION SOCIALE

Pour sa part, le président du groupe parlementaire du tiers présidentiel, Saad Arous, a affirmé dans une déclaration à la presse, que le texte de la loi de finances constitue "un choix stratégique stable" alliant réforme financière, élargissement de l'investissement public et soutien des catégories sociales nécessitées, tout en maintenant la stabilité de l'économie nationale et des grands équilibres financiers, soulignant que "les orientations financières et sociales de la loi reflètent les constantes de l'Etat et ses orientations stratégiques dans les domaines de la sécurité alimentaire et hydrique".

S. O.

IL A TENTÉ DE VOLER LA VEDETTE À L'ALGÉRIE EN IMPROVISANT DES ÉVÈNEMENTS PARALLÈLES EN DEHORS DU CADRE ET DE L'AGENDA DE L'UA

Les ratés du Makhzen en Afrique

Les observateurs et les spécialistes des questions africaines ont assisté cette semaine à des événements abrités séparément par l'Algérie et le Maroc et dont le déroulé en est la parfaite illustration du fossé qui sépare les deux pays. Décryptage...



PH : DR

Entrent un pays, l'Algérie, qui agit conformément à l'agenda de l'Union africaine et en respect du cadre légal régissant le fonctionnement de ses institutions, et le Maroc qui mène des actions parallèles où l'improvisation le disputait à l'amateurisme, le contraste est saisissant. D'un côté, Alger a abrité deux événements africains. Les deux rendez-vous ont de commun d'avoir été accrédités en bonne et due forme par l'Union africaine. Des résolutions y afférentes ont été adoptées au niveau du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'UA. Le premier événement est lié à la Conférence internationale sur les crimes du colonialisme en Afrique qui s'est déroulée du 30 novembre au 1er décembre courant. L'idée de cet événement initiée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a été approuvée par la résolution 903 du Sommet de février 2025. Le deuxième concerne le 12e Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique (Processus d'Oran) qui a eu lieu les 1er et 2 décembre courant. Ce rendez-vous représente une plateforme institutionnelle établie depuis 2013. Elle a été adoptée comme mécanisme permanent par la décision 815/2022 de l'UA et est considérée comme le principal rendez-vous annuel de coordination entre les membres du Conseil de paix et de sécurité (CPS) et les membres africains du Conseil de sécurité de l'ONU (A3).

REPRÉSENTATION UA-ONU DE HAUT NIVEAU À ALGER

D'emblée, il y a lieu de relever la participation remarquable au plus haut niveau continental au à la 12e session du Processus d'Oran. À commencer par le président de la Commission de l'Union Africaine, Mahmoud Ali Youssouf, qui marque une première depuis la création de cette plateforme. Une participation qui revêt une forte signification et une symbolique importante. Cela traduit notamment la reconnaissance de la plus haute instance exécutive de l'UA à l'impact croissant du Processus d'Oran sur l'élaboration des décisions africaines en matière de paix et de sécurité. Deuxièmement, il s'agit du couronnement du rôle de l'Algérie en tant qu'acteur majeur au sein des instances de l'UA, notamment après son élection au CPS pour le mandat 2024-2026. Troisièmement, c'est un signal politique fort quant à la place du Processus d'Oran comme l'un des espaces les plus importants de réflexion et de prise de décision en Afrique. Outre le président de la Commission de l'UA, étaient présents les ministres des Affaires étrangères de la Côte d'Ivoire, du Botswana, du Togo, du Rwanda, de la Namibie de l'Angola, de la République sahraouie et de la Tunisie. En sus aux vice-ministres des Affaires étrangères du Ghana, du Libéria, de la Somalie, de la Sierra Leone, de l'Égypte et de l'Afrique du Sud.

D'autre part, il y a eu la présence non moins remarquable du Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'UA

Bankole Adeoye, du SG adjoint des Nations Unies chargé des opérations de maintien de la paix Jean-Pierre Lacroix, du SG adjoint des Nations Unies et Représentant de l'Organisation auprès de l'UA Parfait Onanga-Anyanga, de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour faire taire les armes Mohamed Ibn Chambas et de l'Envoyée spéciale portugaise pour la région du Sahel, Rita Laranjinha. Cette composante en est une preuve de plus au consensus continental et international sur le rôle joué par l'Algérie, et illustre la dimension et le poids institutionnel des deux événements abrités par Alger.

LE MAROC... HORS-LA-LOI ET HORS-CHAMPS

C'est la dernière trouvaille du Makhzen pour tenter de détourner l'attention sur soi et de minimiser le poids de la diplomatie algérienne et l'impact des événements qu'elle a abrités. En effet, en parallèle aux rendez-vous d'Alger, s'est tenue à Rabat, les 2 et 3 décembre courant, ce que tout le monde vient de découvrir. À savoir, la « première Conférence des victimes africaines du terrorisme ». La réunion a été présidée par le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, aux côtés d'un responsable onusien... au statut d'intérimaire. On remarque ainsi un niveau de participation à minima. Notamment, Alexandre Zouev, SG adjoint par intérim au Bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme (par intérim). Il faut savoir

que ce rang de représentation temporaire ne reflète pas une présence de haut niveau de la direction de l'ONU. Quant à la participation au niveau africain, la présence s'est limitée aux ministres de pays dont les gouvernements sont le produit de coups d'État et dont les dirigeants sont sanctionnés par l'UA. Il s'agit du Mali, du Burkina Faso et de la Guinée Equatoriale.

RABAT N'A AUCUN MANDAT

D'autre part, il y a à Rabat, un problème de compétence. L'UA confie à l'Algérie un mandat sur les questions de paix et de sécurité, tandis qu'elle ne confie au Maroc que le dossier de la migration. Par conséquent, la conférence de Rabat sur le terrorisme est hors du mandat continental. Il y a également le timing qui interroge. L'événement marocain intervient en parallèle ou presque à ceux accueillis par l'Algérie. Cela lève le voile sur une tentative de créer un équilibre symbolique ou médiatique, malgré le grand fossé en termes de légitimité et du niveau de représentation qui séparent les deux rendez-vous d'Alger et de Rabat.

Quoique le contraste soit saisissant, « osons » une comparaison entre les deux pays. L'Algérie a organisé deux événements avec mandat officiel de l'UA, avec en prime une large participation ministérielle, africaine et onusienne. Ce qui en dit long sur la cohérence totale avec la compétence de l'Algérie dans les dossiers de paix et de sécurité et l'impact du Processus d'Oran sur l'Afrique. Quant à nos voisins, leur conférence sur les victimes du terrorisme n'a reçu aucun mandat de l'UA. Le rendez-vous de Rabat qui plus est, a vu une participation limitée aux gouvernements putschistes, une représentation onusienne « par intérim », une organisation en parallèle sans couverture institutionnelle et une absence de tout impact politique sur le continent.

Farid Guellil

PRÉSERVATION DE LA MÉMOIRE NATIONALE ET DE SES SYMBOLES

« Un engagement légal et un devoir moral », estime Tacherift

Lors d'une plénière de l'APN, Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, a indiqué que les tentatives visant à porter atteinte à l'histoire et à déformer les symboles nationaux, « n'entameront en rien la force de la Mémoire nationale ni l'attachement des Algériens à leurs symboles historiques et à leurs valeurs nationales », soulignant que « la préservation de la mémoire nationale et la criminalisation de toute atteinte à celle-ci sont non seulement un engagement légal, mais aussi un devoir moral ». Les textes législatifs et réglementaires « ont instauré une protection solide des valeurs et des symboles nationaux et ont mis un terme à toute tentative d'atteinte à l'histoire de l'Algérie », a-t-il ajouté. Dans le cadre d'une approche gouvernementale coordonnée et d'une stratégie globale, le ministère œuvre, en collaboration avec différents secteurs et établissements spécialisés, « à la mise en place de mécanismes nationaux intégrés afin de protéger la mémoire nationale contre toute tentative de déformation et de remise en cause », a soutenu le ministre.

« LA LOI SUR LE MOUDJAHID ET LE CHAHID, OBJET D'UNE ÉTUDE APPROFONDIE »

Par ailleurs, Tacherift a indiqué que la réforme du système législatif et réglementaire relatif au secteur des Moudjahidine et des Ayants droit, « constitue l'une de nos principales priorités, en vue de suivre l'évolution de l'arsenal juridique de l'Etat ». Il a affirmé que « le projet d'amendement de la loi relative au moudjahid et au chahid, fait l'objet d'une étude approfondie au niveau de la commission ministérielle, à même d'améliorer la qualité des textes juridiques, et sera soumis, une fois finalisé, à l'institution législative, conformément aux procédures en vigueur ». Concernant la documentation des sites historiques et des grandes batailles, l'entretien des cimetières de chouhada, la préservation des témoignages vivants, ainsi que le traitement des questions liées aux droits des moudjahidine et des enfants de chouhada, le ministre a rappelé que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, insiste sur « l'importance de préserver la Mémoire nationale, de transmettre le serment des valeureux chouhada et de veiller à la prise en charge des moudjahidine, afin de consacrer la culture de reconnaissance, de renforcement de la cohésion nationale et de consolidation du front intérieur ». Le ministre a fait état du recensement de 5215 monuments historiques, de 1299 cimetières de chouhada, ainsi que de la collecte de 46305 témoignages soit un volume horaire dépassant 33.482 heures.

Ania N.

DÉMINAGE

L'Algérie présente à New York son expérience pionnière

L'Algérie a présenté, aux Nations unies à New York, son expérience pionnière en matière de déminage, et ce, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des personnes handicapées. L'Algérie a organisé mercredi, aux côtés de l'Autriche et de la Nouvelle-Zélande, et en coopération avec le Service de la lutte anti-mines des Nations unies (UNMAS), le Bureau des affaires de désarmement (UNODA), le Département des opérations de paix (DPO) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), un événement de haut niveau et une exposition spéciale mettant en lumière les effets néfastes de l'usage des mines antipersonnel, en insistant sur le changement des idées reçues concernant les personnes en situation de handicap et sur les progrès réalisés au niveau international en matière de prise en charge des victimes et de leur

inclusion sociale. Lors de la cérémonie d'ouverture de cet événement, l'Algérie a présenté son expérience amère avec les séquelles de la colonisation, rappelant que le colonisateur français a posé plus de 11 millions de mines. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le représentant permanent adjoint de l'Algérie, l'ambassadeur Toufik Koudri, a évoqué l'ampleur de cette tragédie historique, soulignant que "la proportion des mines antipersonnel atteignait à l'époque 11 mines pour un habitant dans les zones frontalières, et une moyenne de 1,2 mine pour un habitant au niveau national, ce qui a causé des milliers de victimes, une tragédie qui s'est étendue sur des décennies après l'indépendance". Dans ce contexte, l'Algérie a souligné que "la lutte anti-mines ne se limite pas à l'aspect technique, mais elle tend avant tout à rendre justice aux victimes, à soutenir le

développement et à promouvoir la justice", considérant que "les mines sont une menace pour les droits fondamentaux, le droit à la vie, à la liberté de mouvement, à l'enseignement et au travail", tout en insistant sur la nécessité de "garantir l'inclusion sociale totale et effective des survivants et des personnes en situation de handicap". Cette manifestation a vu la présence d'éminentes personnalités onusiennes, dont le secrétaire général adjoint aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, ainsi que le Mandataire mondial des Nations unies pour les personnes handicapées dans les situations de conflit et de consolidation de la paix, Giles Duley. Les participants ont unanimement souligné l'importance de renforcer les efforts internationaux pour parvenir à un monde sans mines et garantir la dignité et les droits des personnes en situation de handicap.

R. N.

CONDITION AU LANCEMENT DE PROJETS AUTOMOBILES

La sous-traitance avant tout

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a affirmé que les opérateurs souhaitant investir dans l'industrie automobile en Algérie sont tenus de prévoir des sous-traitants avant le lancement de leurs projets, soulignant que l'Algérie "avance à pas sûrs vers le développement d'une véritable industrie" dans le secteur.



Yahia Bachir, ministre de l'Industrie

Lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), Bachir a expliqué que "la réussite de l'industrie automobile en Algérie est fondamentalement liée à l'existence d'un réseau complet et diversifié de sous-traitants qui assure l'approvisionnement continu de cette industrie", ajoutant que "les investisseurs intéressés par la construction automobile locale sont tenus de faire appel aux sous-traitants avant le lancement de leurs projets, et c'est sur cette base, a-t-il dit que se tiennent actuellement les discussions avec les différents opérateurs étrangers qui ont manifesté leur volonté de s'implanter

en Algérie". Cette mesure, a-t-il ajouté, vise à bâtir "une véritable industrie fondée sur la création de valeur ajoutée réelle et à éviter les erreurs du passé, où l'activité se limitait à un assemblage à petite échelle, entraînant le gaspillage d'efforts et d'argent et la hausse du coût des véhicules". Dans ce contexte, Bachir a évoqué les efforts déployés par son département ministériel pour réhabiliter et exploiter les usines automobiles confisquées au profit de l'État, conformément aux décisions de justice définitives, précisant que "nous travaillons en coordination avec

les différents secteurs concernés pour prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer leur intégration et reprendre la production dans les plus brefs délais".

ÉLECTRONIQUE : LES PUCES ET LES TECHNOLOGIES DE POINTE

Dans le domaine des industries électroniques et électromagnétiques, le ministre a mis en avant la série de mesures incitatives prises par l'État pour développer cette filière qui se distingue en termes de "qualité et de diversité", grâce "au progrès

important" qu'elle connaît, soulignant que le niveau des produits algériens a permis de les commercialiser sur les marchés étrangers. S'agissant de la possibilité de lancer l'industrie des puces électroniques localement, le ministre a affirmé que l'Algérie aspire à asseoir "un système national intégré pour la production de ce type de puces, à commencer par la recherche, le développement et la conception jusqu'aux lignes de production, en se basant sur l'expérience et les compétences nationales disponibles parmi les diplômés universitaires et travailleurs dans les

centres techniques". Il a souligné, dans ce sens, que le ministère de l'Industrie œuvre à développer le secteur des technologies de pointe, citant "l'élaboration d'une feuille de route pour conclure des partenariats avec des entreprises et compagnies internationales de compétence dans ce domaine, en vue d'acquérir une expérience technique et technologique avancée et de former des compétences nationales". Il a également évoqué la coordination en cours avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique qui a mobilisé à son tour le Centre de développement des technologies avancées pour le lancement du projet de production et de fabrication de puces électroniques pour les cartes intelligentes, le Centre en question disposant d'une technique qu'il peut utiliser dans la fabrication de puces électroniques comme celles destinées à la distribution du carburant, du transport et applications similaires. Le ministre a évoqué les efforts déployés pour préparer l'avenir de cette industrie de précision en Algérie, à travers l'investissement dans le capital humain, citant notamment l'ouverture d'un Doctorat qui ouvrira des perspectives pour le développement de cette industrie à haute valeur ajoutée.

Sarah O.

RENFORCEMENT DU RÉSEAU, MODERNISATION DE LA FLOTTE ET NOUVEAUX PARTENARIATS

Air Algérie accélère sa vitesse de décollage

Le président-directeur général d'Air Algérie, Hamza Benhamouda, a dévoilé une stratégie ambitieuse visant à accompagner la forte croissance du trafic aérien, améliorer la qualité de service et renforcer la présence internationale du pavillon national. Avec près de 8 millions de passagers transportés en 2024 et une projection de 8,5 millions en 2025 (hors activité de Domestic Airlines) la compagnie mise sur l'augmentation des fréquences, l'ouverture de nouvelles lignes, le renouvellement de la flotte et des partenariats internationaux pour consolider son rôle de vecteur économique majeur et développer le hub d'Alger. Dans une interview accordée à l'APS Hamza Benhamouda a indiqué qu'Air Algérie, a transporté près de 8 millions de passagers en 2024 et prévoit d'atteindre 8,5 millions de passagers en 2025, hors activité de Domestic Airlines (filiale d'Air Algérie), dont les réalisations devraient atteindre 1,5 million de passagers. Précisant que pour répondre à la demande croissante en transport aérien, notamment pendant les périodes de forte affluence et la haute saison, Air Algérie a augmenté d'un tiers le nombre de ses vols quotidiens, dépassant 320 vols par jour durant l'été 2025, contre 230 vols à la même période en 2024. "Cet effort colossal, nous l'avons parfois payé par des perturbations des programmes qui ont causé des désagréments à nos clients. Avec l'arrivée des nouveaux avions, ces problèmes seront progressivement surmontés", a-t-il indiqué.

QUALITÉ DU SERVICE ET POLITIQUE TARIFAIRE

S'agissant de l'amélioration du service et de l'attractivité des tarifs face à la concurrence, le P-dg a souligné qu'Air Algérie multiplie les offres promotionnelles pour permettre aux Algériens d'ici

et de l'étranger de voyager de et vers l'Algérie à un prix accessible, sans sacrifier le confort à bord et surtout la sécurité des passagers. "Cette équation est rendue d'autant plus difficile par la forte concurrence que nous subissons sur les lignes les plus rentables", a-t-il ajouté. Par ailleurs, le développement d'accords commerciaux avec des compagnies de rang mondial contribuera au développement et à la diversification de l'offre au profit de la clientèle, a-t-il poursuivi, ajoutant que "ceci est le rôle du pavillon national et Air Algérie l'assume avec fierté et conviction, et continuera d'offrir les meilleurs tarifs possibles à sa clientèle, grâce notamment au soutien permanent de l'État et à l'engagement des travailleurs d'Air Algérie à chaque escale".

RENFORCER LA PRÉSENCE AU SUD

D'autre part, et selon le même responsable, la stratégie de la compagnie repose sur la capitalisation des dessertes historiques et le développement de celles reliant les principales capitales de l'Afrique, en vue de renforcer ses liaisons avec les pays du Sud. Il a précisé que la stratégie africaine de la compagnie repose sur trois axes : capitaliser sur les dessertes historiques comme Dakar, Abidjan, Nouakchott, Niamey et Ouagadougou, mailler le réseau régional via Libreville, Cotonou et Conakry et développer les dessertes internationales, avec la relance de Johannesburg à compter du 15 janvier 2026 et le développement des lignes vers Addis-Abeba, Lagos et Accra. À cet effet, il a exprimé sa "profonde gratitude au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour le soutien stratégique et constant qu'il accorde à Air Algérie et pour la confiance qu'il place en la compagnie et en ses capacités de développement". Il a souligné que la compagnie met tout en œuvre pour

"renforcer son rôle de vecteur de développement économique et social, aussi bien au niveau national que continental".

NOUVELLES OUVERTURES EN AFRIQUE ET EN EUROPE

Benhamouda a rappelé en ce sens que la compagnie a ouvert en 2025 des lignes vers Abuja et N'Djamena, exploitées via Douala. "Le Cameroun, le Nigeria et le Tchad ont accordé à Air Algérie le droit de la cinquième liberté, permettant d'opérer ses premières lignes intra-africaines : Douala-Abuja-Douala et Douala-N'Djamena-Douala", a-t-il dit. Concernant l'Europe, le P-dg a indiqué qu'Air Algérie poursuit le développement de son réseau, avec l'ajout d'un deuxième aéroport à Londres (Stansted), le lancement de Rotterdam et la programmation de nouvelles destinations en 2026, notamment Birmingham et Budapest via Vienne. Il a précisé que la compagnie envisage de reprendre certaines destinations de l'ex-Tassili Airlines (actuellement Domestic Airlines), comme Strasbourg et Nantes, et de renforcer la plateforme de Roissy. Benhamouda a également évoqué les accords de partage de codes conclue avec Turkish Airlines et Qatar Airways. "Ces accords permettront de proposer à nos clients des destinations telles que Hong-Kong, Kuala Lumpur, Mascate, Zanzibar, Athènes, Dar Essalam, Bangkok, Séoul, Ankara, Trabzon et Izmir via des compagnies partenaires, qui ont obtenu pour la première fois le droit d'opérer sur le réseau domestique", a-t-il expliqué.

34 AVIONS NEUFS D'ICI 2028

Pour lui, l'acquisition du premier Airbus A330neo constitue "une première étape dans le processus de renouvellement de la flotte". Il a précisé que ce pro-

cessus est nécessaire car la moyenne d'âge de l'actuelle flotte oscille entre 18 et 20 ans, ce qui entraîne "davantage de travaux de maintenance avec des coûts élevés d'entretien". Le rajeunissement de la flotte devrait permettre de réduire la pression sur l'activité de maintenance et sur les opérations aériennes, qui peuvent entraîner "une dégradation de la qualité de service et des perturbations plus ou moins importantes du programme de travail des personnels navigants" soumis à des temps de service réglementés. Il a également indiqué que la division maintenance, qui est en phase de filialisation, "va gagner en efficacité et pourra se consacrer à d'autres clients". Selon lui, "l'activité de maintenance sera principalement dominée par les tâches programmées et laissera moins de place aux actions non prévues (curatives)". Benhamouda a rappelé qu'Air Algérie prévoit l'acquisition, d'ici 2028, de 34 avions afin de renouveler partiellement la flotte de la compagnie et de sa filiale Domestic Airlines. "Cela permettra de répondre à la demande croissante de transport aérien sur les réseaux domestique et international et de réaliser les objectifs de développement socioéconomique tracés par le Président de la République, notamment à travers le renforcement de la connectivité régionale", a-t-il ajouté. Enfin, le P-DG a souligné le rôle d'Air Algérie dans le développement de l'aéroport international d'Alger en hub. "La programmation efficiente des vols et l'ouverture de lignes, seule ou en partenariat, va créer la dynamique nécessaire au développement du hub Alger", a-t-il dit, en insistant sur "la contribution de l'ensemble des acteurs de l'écosystème - commerce, hôtellerie, transport terrestre et autres services - pour augmenter l'attractivité du hub".

S. O.

STATUTS PARTICULIERS DES TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION

Saâdaoui en quête d'un consensus avec les syndicats

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a tenu jeudi une séance de travail avec les représentants des organisations syndicales, consacrée à la présentation de l'avant-projet de révision du décret exécutif 25-54 relatif au statut particulier des personnels de l'Éducation nationale, notamment ceux des services économiques.

Selon un communiqué du ministère, Saâdaoui a rappelé, dans ce contexte, que les insuffisances relevées dans le décret exécutif 25-54 concernaient principalement le corps des personnels des services économiques, en plus des observations formulées par les syndicats pour d'autres corps. La commission sectorielle chargée du dossier a tenu, depuis le début de ses travaux, des réunions continues, aboutissant à l'élaboration de propositions fondées sur les référentiels juridiques et organisationnels, tout en veillant à l'équité entre les différents corps. À cet effet, le ministre a donné des instructions afin de parvenir à un consensus syndical autour des propositions retenues en vue d'aboutir à l'unanimité.

DU NOUVEAU À PROPOS DU RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

Par ailleurs, le ministre Saâdaoui a révélé à la même occasion, que le concours national de recrutement des enseignants sera officiellement annoncé la semaine prochaine. À ce sujet, le ministre a réaffirmé que le recrutement des enseignants se fera en priorité parmi les diplômés des Écoles normales supérieures (ENS), qu'il considère comme la solution la plus efficace pour cou-



Mohamed Seghir Saâdaoui, ministre de l'Éducation nationale

vrir les besoins croissants en encadrement pédagogique. Il a également indiqué que la coordination se poursuit avec le ministère de l'Enseignement supérieur afin d'élargir le réseau des ENS et de garantir la finalisation des opérations de recrutement conformément aux besoins réels du secteur.

CONFÉRENCE NATIONALE DES INSPECTEURS ; LES 20 ET 21 DÉCEMBRE

Saâdaoui est, également revenu, à l'ouverture des travaux de cette rencontre avec les syndicats, sur plusieurs dossiers structurants. Il a notamment annoncé la tenue, les 20 et 21 décembre 2025 à Constantine, d'une conférence nationale des inspecteurs consacrée au thème : « L'inspection et son rôle dans l'amélioration des performances des établissements scolaires », invitant les responsables syndicaux à y participer. Il a également souligné que le budget du secteur pour 2026 a enregistré une hausse de 8,2 %, permettant d'investir davantage dans la construction d'établissements scolaires et de répondre à la pression démo-

graphique.

TRANSFERT PROGRESSIF DE CERTAINES MISSIONS DES ÉCOLES PRIMAIRES

Le ministre a également évoqué la mise en place d'une commission interministérielle, regroupant les ministères de l'Intérieur, des Finances, du Travail et celui de l'Éducation, chargée d'étudier les mécanismes permettant d'améliorer la gestion des écoles primaires, notamment en vue d'un transfert progressif de certaines missions de la tutelle des collectivités locales vers le ministère de l'Éducation nationale.

Des mesures d'urgence seront mises en œuvre pour renforcer les effectifs des agents professionnels et améliorer la gestion des cantines scolaires. La commission a déjà achevé la première phase de son travail, et ses conclusions seront annoncées « dans les prochains jours ». Une application partielle est prévue dès cette année et une mise en œuvre complète à partir de la prochaine rentrée.

Ania N.

SAYOUD SUR LA CRÉATION DE 11 NOUVELLES WILAYAS :

« Une réponse aux aspirations des citoyens »

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud a indiqué jeudi que la nouvelle promotion de 11 circonscriptions administratives en wilayas à part entière ; « n'est pas une simple augmentation formelle du nombre de wilayas, mais une réponse explicite aux aspirations des citoyens à bénéficier de services publics de qualité, de procédures moins complexes et d'opportunités de développement plus équitables et équilibrées ». Il a en outre affirmé que cette décision « contribuera sans aucun doute à faire progresser le processus de développement dans ces territoires, à l'encadrer et à l'accompagner par la réalisation de projets d'investissement structurants qui valoriseront le potentiel de ces zones, créeront des activités économiques génératrices de richesse, et offriront des opportunités d'emploi ». Sayoud a en effet précisé jeudi au Conseil de la

nation jeudi, que le projet de loi modifiant et complétant la loi 84-09 relative à l'organisation territoriale du pays, vise principalement à promouvoir 11 circonscriptions administratives en wilayas à part entière, portant ainsi la nouvelle organisation territoriale du pays à 69 wilayas, comprenant 1541 communes. Cela, ajoute-t-il, intervient « en application des directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a insisté à plusieurs reprises sur la nécessité d'actualiser l'organisation territoriale pour l'adapter aux mutations démographiques et socioéconomiques, et permettre aux autorités locales d'assumer pleinement leurs missions et prérogatives afin de promouvoir le développement, d'accroître l'attractivité des territoires et d'améliorer le cadre de vie des populations, notamment dans les Hauts plateaux et le Sud ». À cet égard, le ministre a rappelé l'approbation, lors du

Conseil des ministres tenu le 16 novembre 2025, de la promotion de 11 circonscriptions administratives en wilayas à part entière. Il s'agit d'Aflou, de Barika, de Ksar Chellala, de Messaad, d'Aïn Ouassara, de Bousâda, d'El-Abiodh Sidi Cheikh, d'El Kantara, de Bir El Ater, de Ksar El Boukhari et d'El-Aricha.

UN AN POUR RÉALISER LA DÉMARCHE

« Ces nouvelles wilayas comprennent 40 Daïras et 108 communes, ce qui reflète « le poids démographique et administratif important de ces circonscriptions et confirme la nécessité de poursuivre les efforts visant à renforcer la décentralisation dans le but d'améliorer les services publics et de consacrer l'équilibre du développement », a ajouté le ministre. À cet égard, Sayoud a souligné que le projet de loi a fixé une période transitoire d'un an pour la concrétisation de cette démarche, s'étendant jusqu'au

31 décembre 2026, une période durant laquelle, les autorités des wilayas mères continueront d'exercer toutes les prérogatives et obligations liées à la gestion des structures et services de ces nouvelles wilayas, jusqu'à leur pleine opérationnalité.

Dans ce cadre, les walis des wilayas-mères poursuivront l'exécution des budgets primitifs, permettant ainsi aux nouvelles wilayas d'exercer effectivement leurs missions à partir du 1er janvier 2027 dans des conditions organisationnelles adéquates. Le ministre a, en outre, indiqué qu'une fois la loi promulguée et publiée, une série de mesures seront engagées, telles que la nomination de walis, de secrétaires généraux et de directeurs exécutifs, ainsi que la mise en place des dispositions relatives aux élections législatives et locales et l'installation des services de sécurité et financiers.

A. N.

UNIVERSITÉ ALI KAFI DE TINDOUF

Baddari promet de nouvelles spécialités

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé la disposition de son département à soutenir l'Université Ali-Kafi de Tindouf, à travers l'ouverture de filières adaptées à la dynamique de développement que connaît la wilaya. Le ministre, qui effectuait une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, a indiqué que l'Université de Tindouf sera prioritaire dans l'ouverture de nouvelles spécialités répondant aux besoins de la région, telles que l'ingénierie minière liée au développement des activités du gisement de fer de Gara Djebilet, ainsi que des spécialités en adéquation avec les projets structurants relatifs à la ligne ferroviaire minière Ouest Béchar-Tindouf-Gara Djebilet et à la zone franche commerciale, en plus des domaines de l'éducation et du paramédical. Lors de l'inspection des projets innovants réalisés par les étudiants universitaires, Baddari a mis en avant l'importance d'encourager les mécanismes de commercialisation des programmes issus de l'innovation, soulignant que les porteurs de projets bénéficieront d'une part significative des revenus générés par ces programmes. Il a ajouté que toutes les parties seront gagnantes : l'inventeur, l'institution universitaire et l'économie nationale, à travers la création de startups ou de micro-entreprises par les porteurs de ces innovations, ou encore via les entreprises qui acquerront ces programmes.

Ania N.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Arhab rencontre les responsables des écoles privées

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab, a présidé, jeudi à Alger, une rencontre de coordination avec les responsables des écoles de formation privées, consacrée à l'examen de leurs préoccupations ainsi que les moyens d'y répondre dans le cadre d'une approche participative visant à promouvoir ce mode de formation et à consolider son rôle au sein du dispositif national de la formation. Selon un communiqué du ministère, les parties ont évoqué, lors de cette rencontre, « le projet du nouveau texte réglementaire relatif aux écoles de formation privées et passé en revue les clarifications concernant son contenu et ses objectifs visant à mieux organiser l'activité, à garantir la qualité de la formation et à améliorer les mécanismes d'agrément et de suivi ». À cette occasion, la ministre a souligné que les écoles de formation privées constituent « un partenaire essentiel dans le développement du secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels », à travers notamment leur « rôle pivot » dans la satisfaction des besoins du marché de l'emploi et la contribution au soutien du développement économique. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du « renforcement du dialogue et de la concertation permanente avec les différents acteurs du secteur » afin de garantir l'amélioration de la performance et la promotion des résultats de la formation », conclut le communiqué.

A. N.

AG DE L'ONU

Soutien massif à la résolution sur la Palestine

La Palestine a accueilli avec satisfaction l'adoption, par une large majorité, d'un projet de résolution de l'Assemblée générale des Nations unies lors de sa 80e session, portant sur le règlement de la question palestinienne par des moyens pacifiques.



PH: DR

Selon le ministère palestinien des Affaires étrangères, ce vote traduit un consensus international renouvelé sur la justesse de la cause palestinienne. Dans un communiqué publié mercredi, la diplomatie palestinienne a souligné que le projet de résolution a été approuvé par 151 États, tandis que 11 pays se sont opposés et 11 autres se sont abstenus. Ce soutien massif constitue, selon le ministère, un rejet clair de la poursuite de l'occupation sioniste et de ses violations du droit international ainsi que des résolutions pertinentes des

Nations unies. Le texte de la résolution réaffirme le principe fondamental selon lequel les territoires ne peuvent être acquis par la force et insiste sur la nécessité de respecter l'intégrité et l'unité du territoire palestinien occupé dans son ensemble, y compris El-Qods. Il rappelle également l'engagement de la communauté internationale à ne pas reconnaître toute modification unilatérale des frontières antérieures à 1967, en particulier en ce qui concerne Jérusalem, et à rejeter toute action susceptible de changer la composition démo-

graphique ou territoriale de la bande de Gaza, notamment par la réduction de ses terres. Le ministère a ajouté que la résolution met la responsabilité sur Israël pour mettre fin à sa présence illégale sur le territoire palestinien occupé, procéder à l'évacuation des colonies, et annuler toutes les lois et mesures qui consolident cette situation. Cette décision représente, selon la diplomatie palestinienne, un pas important vers la reddition de comptes et s'inscrit en cohérence avec l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice rendu le 19

juillet 2024. Elle rappelle également aux États leur obligation de ne pas fournir d'aide aux activités de colonisation illégales. La résolution appelle tous les pays à traduire ces orientations en actions concrètes : ne pas reconnaître de changements unilatéraux illégaux des frontières de 1967, y compris El-Qods, traiter Israël et la Palestine occupée de manière différenciée, s'abstenir de toute aide pouvant soutenir la colonisation illégale et prendre des mesures effectives pour sanctionner les violations du droit international et du droit international humanitaire, conformément à leurs engagements internationaux. Enfin, le texte réitère la nécessité pour Israël de se retirer des territoires palestiniens occupés depuis 1967, y compris El-Qods. Il rappelle les droits inaliénables du peuple palestinien, en particulier le droit à l'autodétermination, l'indépendance de l'État de Palestine sur les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale, et le droit au retour conformément à la résolution 194. La résolution encourage également l'accélération et le renforcement de l'aide économique, humanitaire et technique destinée au peuple palestinien et au gouvernement palestinien.

M. Seghilani

RÉCOMPENSÉE DU PRIX DES DROITS DE L'HOMME 2025

La femme sahraouie distinguée

Dans une cérémonie solennelle organisée à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme, le Conseil national des femmes sahraouies a été distingué par le Prix des Droits de l'Homme 2025, attribué par l'Agence Asturienne de Coopération pour le Développement. Cette récompense vient saluer le rôle pionnier de l'organisation dans la défense des droits des femmes sahraouies et son engagement sans faille pour le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Le jury a mis en avant l'importance du travail du Conseil, modèle de résistance pacifique face à l'occupation marocaine, ainsi que sa capacité à renforcer la solidarité internationale entre réseaux féminins. Selon les organisateurs, ses actions représentent une composante essentielle de la lutte sahraouie pour la liberté et la souveraineté, et

font de l'organisation un acteur incontournable des droits humains dans la région. La cérémonie a réuni plusieurs personnalités internationales de premier plan dans les domaines de la santé et des droits humains, parmi lesquelles Cruz Cuevas Canal de l'Union des associations "Médicos Mundi" - Espagne, Daniel López Acuña, épidémiologiste et ancien directeur des interventions sanitaires d'urgence à l'OMS, Isolina Riano, présidente du comité scientifique de l'Association internationale d'éthique biomédicale, et José Fernández, président de Médecins du Monde - Espagne. Cette édition du Prix des Droits de l'Homme s'inscrit dans le cadre du thème choisi par le gouvernement des Asturies pour cette année : le droit à la santé publique et universelle, rappelant que la défense des droits humains va de pair avec l'accès à des conditions de vie

dignes pour tous. Depuis sa création en 2021, le Prix a pour vocation de mettre en lumière les individus et organisations ayant fait preuve de courage et de détermination dans la défense des droits humains et de la liberté, notamment ceux ayant subi persécution, emprisonnement ou sanctions pour avoir défendu les valeurs civiques et humaines. Pour le Conseil National des Femmes Sahraouies, cette distinction est une reconnaissance internationale de son combat pour la dignité et les droits fondamentaux, mais aussi un message fort de soutien à la cause sahraouie sur la scène mondiale. L'organisation, par ses actions et sa persévérance, continue de démontrer que la résistance pacifique et la solidarité internationale peuvent changer le cours des combats pour la justice et l'égalité.

M. S.

CISJORDANIE OCCUPÉE

Escalade de violence contre les Palestiniens

Des colons sionistes ont incendié, hier matin, deux véhicules et tracé des slogans racistes lors d'une attaque contre le village de Taybeh, à l'est de Ramallah. Selon des sources locales, plusieurs colons ont pris d'assaut le sud-est du village, brûlant la carrosserie de deux véhicules appartenant à la famille palestinienne Basir, et inscrivant des messages racistes avant d'être repoussés par les habitants, les obligeant à se retirer, rapporte l'Agence palestinienne d'informations (WAFA). Il s'agit de la sixième attaque subie par ce village, souvent marquée par l'incendie de véhicules et la profanation par des slogans racistes. Cet incident survient alors que le village se préparait à célébrer Noël, avec l'inauguration hier

d'un marché de Noël en présence de diplomates et de résidents. Parallèlement, dans le nord de la vallée du Jourdain, des colons sionistes ont endommagé des conduites d'eau à Khirbet al-Deir, et ont relâché leur bétail sur des terres palestiniennes à Umm Safa, au nord-ouest de Ramallah, causant des dégâts aux arbres et aux cultures, tout en brandissant des drapeaux de l'entité sioniste. L'armée sioniste a également empêché les habitants de travailler leurs terres agricoles à Khirbet Ibziq, au nord-est de Tubas, interdisant aux propriétaires d'accéder à leurs champs pour les cultiver ou les labourer. Ces actions s'inscrivent dans un contexte d'agressions croissantes visant à contraindre les Palestiniens à abandonner leurs

foyers et leurs terres dans différentes zones de la vallée du Jourdain. L'activiste des droits humains, Aref Daraghme, a précisé que les colons ont saboté les conduites d'eau d'une source appartenant au citoyen Ammar Jihad Daraghme, dans le cadre d'une campagne continue visant à expulser les habitants palestiniens de la région. Dans le nord de la Cisjordanie, les forces sionistes ont arrêté ce vendredi matin un citoyen à Beïta, au sud de Naplouse. Selon les sources de sécurité, l'armée a perquisitionné plusieurs maisons et arrêté Mohannad Hamed Mohammed Hamayel. Enfin, lors de l'incurSION de l'armée sioniste dans le village d'Udleh, au sud de Naplouse, un jeune homme de 34 ans a été blessé par balle à la

tête. Les sources médicales du Croissant Rouge palestinien ont indiqué que la victime a été transférée à l'hôpital après avoir été touchée par des balles réelles lors des affrontements. L'incident s'est produit alors que l'armée sioniste tirait des balles réelles, des grenades lacrymogènes et sonores aux abords de la mosquée ancienne, coïncidant avec la sortie des fidèles. Ces événements illustrent la montée continue des violences sionistes contre les Palestiniens en Cisjordanie, marquées par les attaques directes contre les habitants, la destruction de biens, le contrôle des ressources et les restrictions imposées sur leurs terres et leur vie quotidienne.

M. S.

AUTORISATION D'ISRAËL DE PARTICIPER À L'EUROVISION 2026 L'Espagne, la Slovaquie, l'Irlande et les Pays-Bas boycottent

Plusieurs pays européens ont annoncé leur intention de boycotter le concours Eurovision 2026 après la décision de l'Union européenne de radio-télévision (UER) d'autoriser la participation d'Israël, suscitant une vive controverse sur le plan éthique et géopolitique. Les diffuseurs nationaux d'Irlande, d'Espagne et des Pays-Bas ont officiellement déclaré qu'ils ne participeraient pas au concours l'an prochain. Ces pays avaient été parmi les nombreux membres de l'UER à demander l'exclusion d'Israël, invoquant les lourdes pertes humaines à Gaza et des accusations de pratiques de vote injustes lors des éditions précédentes. Selon plusieurs journaux britanniques, l'Assemblée générale de l'UER a voté lors de sa réunion semi-annuelle sur un ensemble de nouvelles mesures visant à limiter l'influence des gouvernements sur les résultats du concours, sans procéder à un vote distinct sur la participation d'Israël. Malgré ces réformes, les trois pays ont maintenu leur décision de boycott, jugeant que la participation d'Israël ne correspond pas aux valeurs éthiques sur lesquelles repose la compétition. La chaîne publique turque TRT a vivement critiqué la décision de permettre à Israël de concourir lors de l'Eurovision 2026, lors d'une réunion de l'UER tenue jeudi à Genève. TRT a insisté sur le fait que la guerre menée par Israël à Gaza constitue une campagne d'extermination contre les civils palestiniens, rendant sa participation incompatible avec les valeurs de l'Eurovision. Dans un communiqué officiel, TRT a rappelé : « Nous avons été témoins de persécutions de longue date et d'une extermination qui se déroule sous les yeux du monde. Depuis le début du soi-disant cessez-le-feu, des dizaines d'enfants ont été tués et l'aide humanitaire n'atteint toujours pas Gaza en toute sécurité. Plus de 270 journalistes ont été tués par Israël. La participation de l'organisme de diffusion israélien n'est pas appropriée et doit être interdite ». Le ton ferme de TRT a provoqué des réactions similaires chez plusieurs diffuseurs européens, entraînant l'annonce de l'absence de participation de la Slovaquie, des Pays-Bas, de l'Espagne et de l'Irlande. Le représentant de TRT a même quitté la salle en signe de protestation contre la prise de parole de l'équipe israélienne.

UNE CONTROVERSE RELAYÉE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

La décision de l'UER a également suscité un vif émoi sur les réseaux sociaux. Certains internautes ont salué le boycott, tandis que d'autres ont exprimé leur colère face à l'autorisation de participation d'Israël malgré les accusations de crimes contre l'humanité. Un utilisateur a écrit : « Le boycott par l'Espagne, la Slovaquie, l'Irlande et les Pays-Bas est une réponse nécessaire à la participation d'Israël. La Grande-Bretagne devrait également boycotter l'Eurovision ». Un autre a ajouté : « La perte de l'Espagne et des Pays-Bas, deux poids lourds de l'Eurovision, va briser le concours pour toujours, tout ça pour maintenir la participation d'un État qui commet un génocide ». L'UER a tenté de répondre aux inquiétudes en modifiant ses règles de vote, afin de « détecter et prévenir toute activité de vote frauduleuse ou coordonnée ». Cette décision faisait suite à la polémique des éditions précédentes, où le public avait largement soutenu les candidates israéliennes, contrecarrant les décisions des jurys nationaux. Cependant, certains diffuseurs jugent ces mesures insuffisantes. La chaîne espagnole RTVE a réaffirmé son intention de boycotter le concours, estimant que l'Eurovision ne devrait pas être utilisée à des fins politiques. La chaîne slovène RTVSLO a indiqué qu'elle n'envoierait pas de représentant à moins qu'un vote de l'Assemblée générale n'exclue Israël. Le concours Eurovision est régulièrement marqué par des oppositions géopolitiques. La Russie avait été exclue après l'invasion de l'Ukraine en 2022, et le Bélarus un an plus tôt après la réélection contestée du président Loukachenko. L'édition 2026 pourrait ainsi devenir un nouveau terrain de confrontation, entre engagement éthique et enjeux diplomatiques. Alors que l'édition 2026 se tiendra à Vienne, la question de la participation d'Israël reste en suspens, et plusieurs pays semblent prêts à transformer un concours musical mondial en tribune pour leurs positions éthiques et politiques.

M. S.

MASCARA. PRÉVENTION DES RISQUES D'ASPHYXIE AU GAZ

Lancement d'une caravane de sensibilisation

Une caravane de sensibilisation et de prévention des risques d'asphyxie au monoxyde de carbone a été lancée, jeudi à Mascara, devant le siège de l'unité principale de la Protection civile de la wilaya sous le slogan : "Un hiver sans accidents pour une chaleur en toute sécurité".

Lors de sa première journée, la caravane organisée par la Direction de la Protection civile en coordination avec divers partenaires a donné lieu à une rencontre de proximité sur la Place du "vivre ensemble en paix" au centre-ville de Mascara, ainsi qu'à des sorties de sensibilisation ciblant les habitants des nouveaux logements récemment attribués dans les communes d'Aïn Fares et de Mamounia. Au cours de ces activités, les cadres de la Protection civile ont présenté des explications et des conseils techniques sur les moyens de vérifier la sécurité des appareils de chauffage. Le programme de la caravane, qui se poursuivra jusqu'à la fin du premier trimestre de l'année prochaine, comprend l'or-



Ph: DR

ganisation de rencontres de proximité visant à orienter les citoyens vers l'utilisation sécurisée des différents appareils fonctionnant au gaz, tels que les chauffages et les cuisinières, a indiqué le chargé de communication de la Direction de la Protection civile, le capitaine Tahar Mehenni.

L'initiative prévoit également de se rapprocher des bénéficiaires des nouveaux logements publics locatifs à travers les villes de la wilaya afin de renforcer leur vigilance

quant à l'usage des appareils de chauffage et de les inciter à contrôler les conduites d'alimentation en gaz dans les immeubles. Des expositions seront également organisées sur les lieux publics, présentant des affiches et dépliants contenant des conseils et des orientations pour éviter les risques d'asphyxie au monoxyde de carbone. Les activités comprendront également des cours et des conférences de sensibilisation à destination des élèves des établissements

scolaires et des stagiaires des centres de formation, afin de renforcer leur culture préventive concernant les fuites de gaz et leurs dangers. Parallèlement, les unités secondaires de la Protection civile dans les différents daïras de la wilaya animeront des exercices pratiques sur les premiers secours en cas d'asphyxie au gaz, à l'intention des citoyens dans les lieux publics, en plus d'émissions radiophoniques de sensibilisation en lien avec la caravane.

Des cours d'orientation seront également dispensés dans les mosquées de la wilaya par des cadres de la Protection civile, dans le cadre des efforts d'accompagnement de cette campagne de sensibilisation.

Selon le capitaine Mehenni, cette initiative vise à ancrer une culture de prévention auprès de toutes les catégories de la société et à réduire les pertes humaines et matérielles provoquées par les fuites de gaz durant la saison hivernale.

Il est à noter que cette caravane de sensibilisation est organisée en collaboration avec les directions de l'Energie et des Mines, de la Santé, de l'Education nationale, du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, ainsi qu'avec les entreprises Sonelgaz et Naftal, et le bureau de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA).

BLIDA. DURANT LE PREMIER SEMESTRE 2025

Création de près de 160 entreprises industrielles

Le tissu économique de la wilaya de Blida s'est renforcé, durant le premier semestre 2025, avec la création de 157 nouvelles entreprises industrielles, at-on avisé, jeudi, de la Direction locale de l'industrie. Selon la cheffe du service des petites et moyennes entreprises, Ouafa Mokrani, ces nouvelles unités s'ajoutent aux 4139 entreprises industrielles opérationnelles dans la wilaya et employant 34.727 travailleurs, tandis que les nouvelles structures ont permis la création de près de 321 emplois. Mme Mokrani a souligné que près de 30% de ces nouvelles entreprises sont spécialisées dans l'indus-

trie agroalimentaire, un secteur phare de la région, outre les industries de transformation et d'autres activités destinées à approvisionner le marché national en divers produits. Dans le cadre des efforts visant à promouvoir l'investissement et à créer de l'emploi, un nouveau pôle industriel a été créé dans la commune de Bouinan (Est), sur une superficie de 250 hectares, comprenant 121 lots destinés à l'implantation de nouveaux projets. A noter que la wilaya compte trois (3) zones industrielles à Blida et Ouled Yaich couvrant près de 187 hectares, ainsi que sept (7) zones d'activités d'une superficie globale

de près de 70 hectares, réparties sur les communes de Blida, Ouled Yaich, Bouinan, Meftah et Beni Merad.

SÛRETÉ DE WILAYA 17 interventions pour dégager les trottoirs des clôtures non autorisées

Les services de la sûreté de wilaya de Blida ont procédé, durant le mois de novembre, à 17 interventions ayant permis de dégager les trottoirs des clôtures non autorisées qui entravent la circulation et provoquent des embouteillages, a indiqué jeudi un communiqué de ce corps de sécurité. La même source a précisé que la brigade de l'urbanisme et de la protection de l'environnement a effectué 50 interventions au cours du mois de novembre, dont la 17 pour dégager les trottoirs des clôtures non autorisées et du commerce informel. Cette opération concerne différents quartiers et rues des communes de la wilaya, notamment celles classées comme points noirs. Ces interventions de terrain, organisées en coordination avec les services communaux et de wilaya, ont permis de réduire les encombrements routiers, de faciliter les déplacements des citoyens et de préserver l'environnement.

GUELMA. RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Raccordement de 9 centres de proximité de stockage de céréales

Neuf centres de proximité de stockage de céréales réalisés en 2025 dans plusieurs communes de la wilaya de Guelma ont été raccordés au réseau électrique, à-on avisé jeudi auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.

Dans une déclaration à l'APS, la chargée de communication à cette direction a précisé que les services de Sologaz ont accor-

dé un intérêt particulier au raccordement au réseau d'électricité à capacité de 100 kilovoltampères de ces structures de stockage de grains, mises à la disposition de la Coopérative de céréales et des légumes secs, pour leur permettre d'assumer dans les meilleures conditions leurs missions d'entreposage de céréales, de semences et d'oléagineux. L'opération de raccordement au réseau électrique a concer-

né l'ensemble des centres de proximité de stockage de céréales réalisés durant l'année en cours dans les communes d'Héliopolis, Nechmaya, Bordj Sbat, Ain Benbeidha, Ain Mekhlouf, Ras Okba, Bouchegouf, Oued Zenati et Oued Cheham, selon la même source. La capacité de stockage de chacun de ces centres de proximité atteint 50.000 quintaux, soit une capacité totale de 450.000 quintaux.

ORAN. INDUSTRIE

Exportation de plus de 5.000 tonnes de divers produits sidérurgiques

L'entreprise algérienne de laminage de l'acier de l'Ouest "LAMO", située à Bethioua (wilaya d'Oran), a exporté, durant l'année en cours, 5.300 tonnes de divers produits sidérurgiques vers l'Afrique, l'Europe et les USA, à-on informé, jeudi, auprès de cette entreprise. Le responsable commercial, Abou Aïssa Ihsane, a indiqué à l'APS que l'entreprise, issue d'un partenariat algéro-turc, a réalisé, depuis le début de l'année, neuf opérations d'exportation totalisant 5.300 tonnes de divers produits sidérurgiques, tels que le fer plat et le fer rond. Ces exportations ont été effectuées à partir des ports d'Oran, d'Arzew et de Mostaganem vers la Tunisie, le Royaume-Uni, le Portugal, la Grèce et les Etats-Unis, at-il précisé, ajoutant que la valeur globale de ces exportations a atteint 6 millions de dollars. Il a, d'autre part, signalé que des opérations sont programmées au cours du mois de décembre pour exporter environ 3.000 tonnes supplémentaires de ces produits vers certains pays africains et européens. Ces opérations d'exportation ont été rendues possibles grâce aux mesures incitatives mises en place par l'État en faveur des opérateurs économiques pour diversifier l'économie hors hydrocarbures, notamment les facilités douanières, ainsi que la série de mesures prises au niveau des établissements portuaires, ayant contribué de manière notable à la croissance des exportations. Pour rappel, la production annuelle de l'Entreprise algérienne de laminage de l'acier de l'Ouest "LAMO", entrée en exploitation en mars 2023, est estimée à 220.000 tonnes de divers dérivés du fer, et emploie 300 travailleurs, a fait savoir la même source.

SAÏDA. ÉDUCATION

Prochaine réception de huit nouveaux CEM

Le secteur de l'éducation de la wilaya de Saïda sera renforcé par huit nouveaux CEM, actuellement en cours de réalisation dans plusieurs communes de la région, à-on informé, jeudi, auprès de la Direction des équipements publics, chargée du suivi de ces projets. Selon la même source, l'avancement des travaux de ces établissements scolaires varie entre 35% et 70%, et leur mise en service est prévue pour la rentrée scolaire 2026-2027. Dans ce cadre, la commune de Saïda connaît la réalisation de cinq nouveaux CEM, chacun d'une capacité de 840 places pédagogiques, réparties dans les quartiers de Dhar Cheikh, Es-Salem, Es-Salem 2, Boukheres et 2829 Logements. Un établissement de réalisation similaire est également en cours de au profit de la commune de Doui Thabet. Les communes d'Ouled Khaled et de Sidi Boubekeur seront également renforcées par la réalisation de deux CEM d'une capacité de 1.000 places pédagogiques chacun. Chaque CEM comprendra 28 salles de classe, un laboratoire, une salle de sport, une salle de lecture, ainsi que d'autres infrastructures complémentaires. Pour rappel, la wilaya de Saïda a mis en service, durant l'année scolaire en cours, deux lycées, quatre CEM, trois écoles primaires, ainsi que quatre salles d'extension au niveau de l'école primaire Morsli Abdelkader dans la ville de Saïda. Une cantine scolaire (200 repas/jour) a également été livrée à l'école Becharaf Mâamar, dans la commune d'Aïn El Hadjar.

BISKRA. SALON DES DATTES

Les produits algériens répondent aux normes des marchés mondiaux

Les représentants des délégations diplomatiques dont des ambassadeurs et des attachés commerciaux et économiques de nombre d'ambassades et d'organismes économiques régionaux, rencontrés, jeudi au salon des dattes, des produits agricoles et industriels et de promotion du tourisme de Biskra, ont considéré que "les produits algériens répondent aux normes de qualité appréciées sur les marchés mondiaux".



agricole riche en ressources aux marchés mondiaux dont celui de la Mauritanie, affirmant aspirer au développement du partenariat entre les deux pays dans les divers domaines, notamment pour les produits demandés par le marché mauritanien et présentant une haute qualité à prix compétitifs.

De son côté, Ashraf Al-Far, secrétaire général de l'Union

arabe des dattes, a souligné que les expositions ont une grande importance pour placer le produit algérien, notamment les dattes sur les marchés internationaux, estimant que les dattes algériennes particulièrement la variété "Deglet Nour" possèdent les caractéristiques de qualité supérieure lui conférant une place mondiale remarquable. L'ambassadrice de la République de l'Inde en

Algérie, Dr Mme Swati Vijay Kulkarni, a assuré que sa visite au salon de Biskra lui a permis de constater la diversité du produit algérien et de rencontrer des opérateurs économiques qui exportent vers plusieurs pays dont l'Inde, exprimant sa satisfaction de cette coopération économique et affirmant assurer toutes les facilités pour l'exportation des produits algériens et la possibilité de conclure des partenariats dans ce domaine.

Les ambassadeurs et représentants des missions diplomatiques en Algérie dont la Hongrie, le Tchad, la Mauritanie, la Jordanie, l'Inde, l'Indonésie, l'Egypte et le Vietnam ont assisté à l'ouverture de cette manifestation économique et ont pu découvrir les produits nationaux, notamment de la wilaya de Biskra principalement ses dattes, légumes, fruits et produits industriels. Ouvert le 2 décembre dernier, le salon clôturé jeudi après-midi a connu la participation de plus de 100 exposants. Son organisation a été assurée par la chambre du commerce et de l'industrie CCI-Ziban en coordination avec la direction de wilaya du commerce.

EL-TARF. PRÉSERVATION DU DROIT DE L'ENFANT À LA PROTECTION

Le rôle du juge des mineurs souligné lors d'une rencontre

Les participants aux travaux d'une rencontre sur « La protection sociale et juridique de l'enfant dans la loi 15-12 », organisés jeudi à El Tarf par la Cour de justice de cette wilaya, ont affirmé l'importance du rôle du juge des mineurs dans la préservation du droit de l'enfant à la protection contre toute forme de sévices, négligence et violence. Dans son intervention lors de cette rencontre

tenue en présence des représentants des directions de l'action sociale et de la solidarité, de la santé et de l'éducation, d'associations de protection de l'enfance, des services de la gendarmerie et de la sûreté nationale, de magistrats et d'avocats, le président de la Cour de justice d'El Tarf, Riadh Saadi, a considéré que « l'investissement dans l'enseignement des enfants renforce la capacité socioéconomique de la société sur le long terme », outre que « la négligence des enfants réduit leurs aptitudes sociales et diffuser les comportements agressifs ».

Le procureur général près la même cour, Mohcène Chekhab, a indiqué que l'enfant jouit de la protection consacrée

par la législation nationale et les conventions internationales adoptées par l'Algérie dont la convention internationale des droits de l'enfant de 1989, affirmant que « le législateur algérien a confirmé ce principe par une loi 15-12 relative à la protection de l'enfant de 2015 ».

Les interventions durant la rencontre ont insisté sur le rôle axial du juge des mineurs dans les décisions relatives aux mesures de protection et de suivi et sur la coordination entre les institutions concernées pour garantir une protection efficace de l'enfant outre l'intensification des campagnes de sensibilisation pour la prévention contre les formes de violence contre l'enfant.

AÏN-TÉMOUCHENT. DÉVELOPPEMENT

Réception de plus de 180 projets pour l'exercice 2025

Un total de 188 projets de développement gérés par les communes de la wilaya d'Aïn Temouchent ont été reçus, durant l'année en cours, a indiqué, jeudi, la directrice de l'administration locale, Nacéra Sabaha. La responsable a souligné, lors des travaux du Conseil exécutif de la wilaya, que 141 projets inscrits dans le cadre du Programme de soutien au développement économique et social des collectivités locales pour l'exercice en cours ont été reçus, tandis que 44 autres projets sont en réalisation avec des taux d'avancement variables. Dans le

cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, 47 projets de développement ont été reçus, cette année, tous gérés par les communes, selon la même responsable. La wilaya a retenu d'enveloppes financières de 2,4 milliards DA au titre du Programme de soutien au développement économique et social des collectivités locales, ainsi que 1,52 milliard DA dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales. Ces fonds sont destinés à la réalisation de plusieurs projets au profit des 28 communes de la wilaya, a

ajouté la même source. Le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a insisté, lors de sa supervision des travaux du Conseil exécutif de la wilaya, sur la nécessité de redoubler d'efforts pour réceptionner les projets restants programmés dans le cadre de ces dispositifs de développement.

Il a également souligné l'importance de ces projets de proximité dans l'amélioration du cadre de vie à travers les communes de la wilaya et la prise en charge des besoins prioritaires en matière de développement.

MILA. ONSC

Journée de formation au profit des associations locales

L'Observatoire national de la société civile (ONSC) a organisé jeudi à Mila une journée de formation au profit des animateurs des associations locales. Dans son allocution à l'occasion, Ahmed Benkhelaf, membre de l'ONSC, a inscrit cette rencontre, tenu à la salle des conférences du siège de la wilaya, "dans le cadre de la promotion des capacités de la société civile pour favoriser sa contribution efficace au processus de développement durable", conformément, at-il ajouté, aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui considère "la société civile en tant que partenaire efficace du développement et de la gestion des affaires publiques dans le cadre de la démocratie participative". Encadrée par des spécialistes, cette rencontre vise à "consolider l'autonomisation institutionnelle des associations locales, améliorer leurs performances sur les plans de l'organisation et de la gestion, promouvoir la culture participative, la citoyenneté et le bénévolat organisé ainsi qu'à renforcer la conscience des acteurs associatifs sur leur rôle face à la désinformation médiatique". Dans son allocution d'ouverture, le wali de Mila, Fayçal Amrouche, a considéré que « les associations locales représentent une force de proposition qui bénéficie de l'accompagnement des autorités pour développer leurs performances et promouvoir l'action participative qui conduit vers la consolidation du front intérieur et la consécration des valeurs nationales ». Le président de l'association "Mila Verte", Azzedine Benslimane, a relevé, dans une déclaration à l'APS, "l'importance de la rencontre pour orienter les acteurs associatifs vers une action mieux organisée et à impact positif sur la société", estimant que les acteurs de la société civile doivent "être conscients de leur responsabilité et faire montre d'initiative, de citoyenneté et d'attachement aux valeurs nationales".

BOUMERDÈS. RÉSEAU DE GAZ

NATUREL

Raccordement de 1 153 logements dans six communes

La Société de distribution de l'électricité et du gaz de Boumerdes a procédé, dernièrement, au raccordement de 1153 logements au gaz naturel grâce à 16 opérations de développement réalisées dans six communes, à-on avisé, jeudi, auprès de l'entreprise. Ces opérations ont nécessité la réalisation de près de 80 km de réseau de transport et de distribution du gaz, a indiqué à l'APS, le directeur local de Sonelgaz, Hamza Sahli, en marge d'une visite d'inspection de la wali, Fouzia Naâma. Il a ajouté que ces raccordements, qui ont ciblé une vingtaine de quartiers et villages, avaient été réalisés en coordination avec les autorités locales afin d'améliorer les conditions de vie des citoyens et de leur assurer l'accès à cette énergie vitale. Il s'agit notamment, selon la même source, du raccordement de 399 foyers dans sept villages et agglomérations de la commune de Cap Djinet, de 75 dans trois villages de la commune des Issers, de 106 dans trois villages de Thénia, de 450 à Khemis El Khechna, de 70 à Zemmouri et de 53 foyers à Tidjelabine. Par ailleurs, quatre autres opérations de développement sont actuellement en cours pour raccorder 110 logements à Kherrouba, dont la livraison est prévue durant le mois en cours. Le taux de couverture en gaz naturel dans la wilaya de Boumerdes.

HABITAT

Lancement des travaux de réalisation de 63 logements publics locatifs

Les travaux de réalisation de 63 logements publics locatifs (LPL) ont été récemment lancés dans la commune de Tachta Zougagha, relevant de la daïra d'El Abadia, dans la wilaya d'Aïn Defla, à-on informé jeudi auprès des services de la daïra. La commune de Tachta Zougagha a retenu d'un quota de 63 LPL, dont la réalisation a été lancée dernièrement, a indiqué le chef de la daïra, Rachid Benabed. Ce nouveau programme permettra de couvrir une partie des demandes exprimées pour ce type de logements au bénéfice des habitants de cette commune "confrontée à un problème de manque de foncier ayant empêché l'inscription de nouveaux projets d'habitat", selon la même source. La mobilisation d'un foncier adéquat pour l'implantation de ce programme "n'a pas été aisée, en raison de l'absence d'assiettes foncières constructibles pertinentes du domaine privé de l'Etat sur le territoire de cette commune", a relevé M. Benabed.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Risque plus élevé de contracter le paludisme en Afrique

Le changement climatique pourrait modifier radicalement la distribution du paludisme en Afrique, selon une étude de l'Université de Copenhague publiée dans Global Change Biology. Les chercheurs avertissent que des millions de personnes pourraient être exposées à un risque beaucoup plus élevé de contracter la maladie en raison de l'expansion des habitats des moustiques vecteurs.



Actuellement, le paludisme provoque la mort d'environ 600 000 personnes chaque année, principalement en Afrique subsaharienne, en particulier parmi la population infantile. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) rappelle que le paludisme est une maladie potentiellement mor-

telle, causée par un parasite transmis par certains types de moustiques. Elle ne se transmet pas de personne à personne, mais reste l'une des principales menaces sanitaires dans les pays tropicaux. « La Région africaine de l'OMS supporte une proportion disproportionnellement élevée de la charge mondiale du paludisme », indique l'organisation. L'auteur principal de l'étude, Tiem van der Deure, a expliqué que le réchauffement climatique pourrait créer des conditions plus favorables pour les moustiques vecteurs : « Notre étude indique que le changement climatique profitera à ces moustiques. Cela pourrait mettre entre 200 millions et jusqu'à un milliard de personnes à risque supplémentaire, à moins que nous n'agissions ». L'estimation la plus basse correspond à un scénario conservateur sans changements démographiques, tandis que la plus élevée envisage une croissance démographique significative. Une étude avertit que l'expansion des moustiques vecteurs pourrait transformer la carte de la maladie. L'étude avertit que l'apparition du paludisme dans de nouvelles régions pourrait avoir des conséquences graves, car les populations de ces zones manquent d'expérience dans la gestion de la maladie et présentent une immunité très faible. Cette vulnérabilité pourrait aggraver l'impact sanitaire et social. L'équipe a analysé comment six espèces de moustiques du paludisme réagiraient aux changements climatiques prévus. Les résultats montrent que trois espèces étendront leurs habitats, tandis que les trois autres ne connaîtront pas de diminution significative.

Les modèles climatiques entraînés avec des milliers d'observations anticipent que les habitats des moustiques croîtront particulièrement en Afrique orientale et centrale, tandis qu'en Afrique occidentale les conditions resteront favorables à la transmission. Cela signifie que des millions de personnes supplémentaires pourraient être exposées à la maladie dans les prochaines décennies. Malgré la gravité du panorama, les auteurs soulignent qu'il existe des possibilités d'atténuation : Respecter les objectifs de l'Accord de Paris pourrait limiter une grande partie de l'expansion ; Préparer les autorités sanitaires à la propagation du paludisme dans de nouvelles régions ; Renforcer les systèmes de surveillance et de prévention dans les zones vulnérables. Le professeur David Nogués Bravo, co-auteur de l'étude, a averti : « Le non-respect des objectifs de l'Accord de Paris ne se traduit pas seulement par l'augmentation du niveau de la mer ou des phénomènes météorologiques extrêmes, mais aussi par une crise de santé publique imminente ».

Le rapport avertit également que le changement climatique pourrait altérer la distribution géographique des moustiques dans d'autres régions. En Europe septentrionale, Stensgaard a précisé que, bien que les températures augmentent, il n'existe pas de menace imminente de paludisme dans des pays comme le Danemark. Cependant, elle a rappelé que la mondialisation, le commerce international et les changements dans l'utilisation des sols influencent également les schémas des maladies.

GRÂCE AU PROTOCOLE DE MONTRÉAL

Les concentrations d'ozone sont plus élevées

Depuis les années 1980, le monde a pris conscience de l'amincissement spectaculaire de la couche d'ozone, particulièrement visible au-dessus du continent antarctique. Ce que l'on appelle communément le "trou" de la couche d'ozone est une conséquence directe de l'émission de gaz industriels stables, principalement les chlorofluorocarbures (CFC). Ces produits chimiques, massivement utilisés dans la réfrigération et les aérosols, atteignent la stratosphère où ils libèrent du chlore réactif, un puissant destructeur d'ozone. Le froid extrême, la formation de nuages stratosphériques polaires, et le retour du soleil au printemps austral créent des conditions uniques où l'ozone est presque totalement détruit entre 18 et 22 km d'altitude, diminuant de moitié sa quantité au-dessus du continent. Face à cette crise environnementale mondiale, qui augmente les risques de cancers de la peau et de lésions oculaires, la réaction internationale via le Protocole de Montréal a marqué un tournant. Aujourd'hui, les scientifiques se réjouissent des signaux qui confirment que la stratégie porte ses fruits. Le trou dans la couche d'ozone au-dessus de l'Antarctique s'est complètement fermé ce lundi 1er décembre, marquant la disparition la plus précoce depuis 2019. De plus, il a été le plus petit des cinq dernières années, selon Copernicus, le composant de surveillance climatique du programme spatial européen. Pour la deuxième année consécutive, le trou a présenté des dimensions réduites par rapport aux enregistrements de la période 2020-2023. Par conséquent, les concentrations d'ozone étaient plus élevées, ce qui renforce les espoirs d'une récupération progressive de cette bande protectrice de l'atmosphère. Cette année, le trou dans la couche d'ozone s'est développé à la mi-août.

Début septembre, il a atteint son extension maximale de 21,08 millions de kilomètres carrés, bien en dessous du record historique de 26,1 millions enregistré en 2023. La superficie est restée entre 15 et 20 millions de kilomètres carrés pendant septembre et octobre. Elle a ensuite commencé à diminuer rapidement durant la première moitié de novembre, jusqu'à sa disparition totale le 1er décembre.

Le rapport de Copernicus a indiqué que « le trou d'ozone au-dessus de l'Antarctique en 2025 était significativement plus petit et a duré moins longtemps que les cinq années précédentes ». Ce comportement représente une avancée concrète dans la protection atmosphérique. Les trous plus grands et plus durables entre 2020 et 2023 sont un rappel de ce qui aurait pu se produire sans la régulation internationale. Le rétablissement du trou dans la couche d'ozone n'a rien de naturel. Il est le résultat d'une coopération internationale majeure qui a permis de contrer les effets des actions humaines.

INFO

BIODIVERSITÉ

Des chevreuils sibériens sauvés du gel

Plus de 300 chevreuils sibériens ont été sauvés de lacs gelés dans la région de Novossibirsk, en Russie, selon le ministère local de la Nature récemment. Ces spécimens ont été piégés dans la glace car ils ne pouvaient pas marcher sur la surface glissante qui s'est produite pendant la route migratoire annuelle, qui a commencé au début de cette année. Les chevreuils sibériens commencent leur déplacement depuis les hautes terres de la région voisine de l'Altai en janvier, lorsque la neige devient très profonde. Dans des conditions climatiques et environnementales habituelles et normales, les artiodactyles traversent sans difficulté les lacs et rivières gelés de la zone de Novossibirsk. Cependant, cette fois-ci, la glace s'est avérée impossible à traverser pour ces animaux. Une migration précoce a laissé les animaux échoués sur la glace glissante, incapables de se déplacer. Les pêcheurs locaux et les équipes de secours ont participé à l'émouvant sauvetage. La semaine dernière, des pêcheurs du district de Karasuk ont localisé une trentaine de chevreuils piégés dans la glace du lac Chernoye. Les hommes ont transporté les animaux, pesant environ 40 kilogrammes, jusqu'à la rive la plus proche en utilisant des traîneaux et en les portant sur leurs épaules.

LE SAVIEZ-VOUS ?

La couche d'ozone est une bande de gaz dans la stratosphère qui protège la Terre des rayons ultraviolets. Sans elle, le risque de développer un cancer de la peau et divers problèmes environnementaux augmente.

INFO

ARGENTINE

Lutte contre la pollution par les mégots

Pour réduire la pollution par les mégots, à partir du 1er décembre, la ville balnéaire de Mar del Plata a commencé à infliger des amendes à ceux qui fument des cigarettes sur la plage, en dehors des zones autorisées. Ainsi, la ville balnéaire met fin à trois ans de mise en œuvre volontaire du « sans fumée » et durcit ses règles. En vue de la saison estivale, elle a commencé à appliquer des amendes pouvant atteindre 508 992 \$ pour les fumeurs. Ainsi, les fumeurs devront éteindre leurs cigarettes avant de marcher sur le sable. Les autorités n'ont pas encore spécifié comment les contrôles seront mis en œuvre ni comment les amendes aux touristes non-résidents seront appliquées. La mesure élargit et modifie une ordonnance de 2010 qui interdisait déjà de fumer dans les environnements commerciaux, les services publics, les places et les parcs de Mar del Plata. Cette réglementation répond à un grave problème environnemental, les cigarettes sont le principal polluant plastique des plages de Mar del Plata. Des études du Conicet ont détecté des milliers de mégots de cigarettes à Mar del Plata et Villa Gesell lors de relevés sur les plages de Buenos Aires. Le dernier Recensement Provincial des Déchets Marins Côtiers de 2021 a confirmé que les mégots représentent 19,6 % des polluants plastiques trouvés sur les plages de la province de Buenos Aires, c'est le déchet le plus abondant.

Repéré pour vous

Le 30 novembre 2025, le Botswana et Oman ont signé un accord stratégique pour développer des projets solaires, éoliens et de stockage par batteries. Ce partenariat vise à renforcer la transition énergétique, stimuler l'investissement bilatéral et favoriser l'innovation technologique dans les deux pays.

COUPE ARABE/ALGÉRIE A' — BAHREÏN (14H30) :

Les Verts déjà dos au mur

La sélection algérienne A' aborde son deuxième match de la phase de groupes de la Coupe arabe avec une pression grandissante. Le nul vierge et sans éclat concédé face au Soudan lors de la première journée a laissé un goût amer, autant auprès des supporters que des observateurs.

Cet après-midi, à partir de 14h30, les hommes de Madjid Bougherra n'ont plus le droit à l'erreur : seule une victoire face au Bahreïn leur permettrait de se relancer et d'éviter de sérieusement compromettre leurs chances de qualification.

UN PREMIER FAUX PAS LOURD DE CRITIQUES

La prestation des Verts lors du match inaugural a suscité de nombreuses critiques. Imprécision offensive, manque d'inspiration dans la construction et absence d'automatismes ont plombé la rencontre. Madjid Bougherra, lucide et conscient des lacunes affichées, a reconnu les difficultés traversées par son groupe face à un adversaire pourtant à leur portée.

Dans ce contexte, il devrait procéder à



Phs : DR

plusieurs ajustements. Des changements sont attendus tant au niveau de l'animation tactique que dans le choix des hommes, afin d'apporter plus de mordant, de créativité et d'efficacité dans les 30 derniers mètres.

L'objectif est clair : décrocher la première victoire du tournoi et aborder le duel face à l'Irak, lors de la troisième journée, dans un climat moins pesant.

BAHREÏN, UN ADVERSAIRE PRENABLE... MAIS DANGEREUX

Sur le papier, le Bahreïn semble à la portée des Algériens. Battue par l'Irak lors de son entrée en lice, la sélection bahreïnie apparaît comme l'équipe la moins armée du groupe.

Mais la situation du jour redistribue les cartes : dos au mur, elle jouera son va-tout pour rester en course. Les Bahreïnis savent qu'un second revers les éliminerait presque définitivement, ce qui en fait un adversaire déterminé, prêt à saisir la moindre faille.

L'Algérie devra donc éviter tout excès de confiance et surtout afficher un visage plus ambitieux et plus cohérent. La maîtrise technique, la gestion des temps faibles et la capacité à convertir les occasions seront les clés de cette rencontre.

UN TOURNANT DÉJÀ DÉCISIF

Dès la deuxième journée, l'Algérie joue une partie de son avenir dans cette compétition. Une victoire ouvrirait la voie à un match décisif contre l'Irak, potentiellement pour la première place. Un autre faux pas, en revanche, plongerait les Verts dans une situation extrêmement compliquée, où la qualification ne dépendrait plus entièrement d'eux.

Cet après-midi, plus qu'un simple match, c'est une réaction d'orgueil qui est attendue de la part des hommes de Bougherra. Les supporters, eux, espèrent voir une équipe retrouvée, conquérante et déterminée à rappeler son statut de champion arabe.

Hakim S.

AUTEUR DE SIX CONTRIBUTIONS DIRECTES AUX BUTS LORS DE SES 8 DERNIERS MATCHS

Maza, de la promesse au statut de pièce maîtresse à Leverkusen

À force de performances éclatantes, Ibrahim Maza fait disparaître progressivement les étiquettes de jeune talent ou nouvelle révélation qu'on collait encore à son nom il y a quelques mois.

Ce que montre l'international algérien à chaque apparition avec le Bayer Leverkusen le place clairement dans une autre dimension : celle des cadres techniques et émotionnels de l'équipe.

UN RÔLE CENTRAL DANS LA MÉCANIQUE DE LEVERKUSEN

Au sein du système mis en place par son entraîneur, Maza n'est plus un simple joueur en quête de temps de jeu. Il s'impose désormais comme un élément décisif dans plusieurs situations de match, un footballeur capable d'impacter le jeu par ses courses, sa vision, sa qualité technique mais aussi son intelligence tactique.

Sa contribution dépasse largement les statistiques : regarder Maza jouer, c'est percevoir une finesse, une justesse et un sens du rythme qui améliorent automatiquement les séquences de son équipe.

Et pourtant, les chiffres parlent aussi pour lui : six contributions directes aux buts lors de ses huit derniers matchs,



preuve que l'influence visuelle se double d'une efficacité concrète.

DÉCISIF DANS LES GRANDS RENDEZ-VOUS

L'ex-joueur du Hertha Berlin, qui vient de fêter ses 20 ans, répond présent quand l'exigence monte d'un cran.

Il vient encore de le démontrer : un but crucial face au Borussia Dortmund a envoyé le Bayer Leverkusen en demi-finale de la Coupe d'Allemagne.

Trois jours plus tôt, dans le même duel mais en championnat, il avait déjà délivré une passe décisive. Avant cela, un autre assist de grande classe contre Manchester City avait contribué à un succès prestigieux en Ligue des

champions.

Ces performances répétées témoignent d'un mental fort et d'une capacité rare à se hisser au niveau des grandes scènes européennes. Un joueur complet, offensivement inspiré et défensivement discipliné.

Ce qui séduit chez Maza, c'est la combinaison de qualités souvent difficiles à réunir chez un même joueur : créativité offensive, toucher de balle élégant, engagement défensif sans relâche, discipline tactique irréprochable.

Son énergie et sa rigueur lui permettent d'occuper plusieurs postes sans jamais trahir l'équilibre collectif. Il se bat, récupère, organise, crée... un profil d'une rare polyvalence.

LES ÉLOGES DE KASPER HJULMAND

Match après match, même sans un mot, Maza envoie un message limpide : il est prêt pour un rôle majeur en sélection. Son niveau actuel, son adaptation au haut niveau européen et sa capacité à briller sous pression en font un candidat évident pour devenir un élément central du projet des Verts. Son entraîneur, Kasper Hjulmand, ne cache plus son admiration : « Maza apprend vite, il possède une personnalité exceptionnelle. Il progresse de match en match. C'est formidable de travailler avec lui et c'est une chance pour Leverkusen d'avoir un joueur comme Ibrahim Maza. »

Des mots forts, qui en disent long sur l'importance de l'Algérien dans le collectif allemand.

Désormais, Maza n'est plus simplement une belle promesse, il est devenu l'une des révélations majeures de la saison en Bundesliga.

Entre influence technique, impact émotionnel et performances décisives, tout indique que sa trajectoire est ascendante... et que son rôle en équipe nationale doit désormais être à la hauteur de ce qu'il démontre chaque semaine en Allemagne.

H. S.

A MOINS DE 3 SEMAINES DE LA CAN-2025 :

Les coachs des sélections africaines remontés contre la FIFA

À moins de trois semaines du coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des Nations 2025, prévue du 21 décembre au 18 janvier au Maroc, les sélections du continent se trouvent plongées dans une situation délicate.

En cause : une décision surprise de la FIFA, qui a profondément perturbé les programmes de préparation soigneusement établis depuis des mois.

En effet, la FIFA vient d'annoncer que les clubs ne seraient obligés de libérer leurs joueurs qu'à partir du 15 décembre, soit une semaine plus tard que la période de mise à disposition habituelle.

Cette modification signifie que les sélectionneurs, qui comptaient initialement accueillir leurs joueurs autour du 8 décembre, devront désormais composer avec un temps de préparation extrêmement réduit.

Selon l'instance mondiale, la décision a été prise en concertation avec la Confédération africaine de football (CAF) et d'autres acteurs concernés, afin de "réduire l'impact sur les différentes parties". Une explication qui n'a pas suffi à désamorcer les critiques.

DES STAGES CHAMBOULÉS DANS TOUTE L'AFRIQUE

Les répercussions ont été immédiates : Le Sénégal a annulé son stage prévu en Tunisie. L'Angola, la RD Congo, le Mozambique et la Côte d'Ivoire, tenante du titre, doivent revoir leurs plans en Espagne et au Portugal. De nombreuses rencontres amicales programmées avant la compétition risquent tout simplement d'être annulées.

Le sélectionneur de l'Angola, Patrice Beaumelle, n'a pas caché sa frustration : « Depuis la dernière trêve internationale, nous peaufinons notre préparation. Nous voulions lancer le stage le 8 décembre dans l'Algarve (sud du Portugal), j'y suis allé il y a un mois et demi pour tout organiser. Aujourd'hui, tout est remis en question. » Il rappelle également que son équipe doit être au Maroc dès le 18 décembre pour préparer son entrée en lice le 22, ce qui réduit drastiquement la marge de manœuvre. Même son de cloche du côté du Gabon. Son sélectionneur, Thierry Mouyouma, explique : « Nous voulions disputer deux matchs amicaux les 14 et 18 décembre, mais nous ne pouvons désormais en jouer qu'un seul, face à un adversaire encore inconnu. »

LES JOUEURS AFRICAINS ENCORE PÉNALISÉS ?

Cette décision rappelle le dispositif mis en place avant la Coupe du monde 2022 au Qatar, où la période de libération avait également été compressée. Mais pour plusieurs techniciens africains, cela s'apparente à un manque de considération. Le sélectionneur du Mali, Tom Saintfiet, s'est montré particulièrement critique : « Cela démontre un manque de respect pour le football africain. Les clubs européens semblent toujours être la priorité pour la FIFA. » Les entraîneurs regrettent également le timing tardif de l'annonce, alors que les dates de la CAN avaient été fixées depuis juin 2024, laissant théoriquement à la FIFA une large fenêtre pour anticiper.

UNE PRÉPARATION RÉDUITE À UNE PEAU DE CHAGRIN

Avec un temps d'entraînement minimal, des matchs amicaux compromis et des déplacements à réorganiser, les sélectionneurs devront improviser et optimiser chaque heure passée au contact de leurs joueurs. Une équation complexe, surtout pour les équipes dont l'ossature est composée de nombreux expatriés évoluant en Europe, comme c'est le cas, du reste, pour la sélection algérienne. Mais au-delà du désordre logistique, cette situation relance un débat plus profond et récurrent : la place du football africain dans les priorités du calendrier international.

Hakim S.

UNE BOUFFÉE D'OXYGÈNE POUR LES VERTS

Aïssa Mandi finalement apte

À trois semaines du début de la CAN 2025, l'inquiétude avait gagné les rangs du LOSC comme ceux de l'équipe nationale après la sortie prématurée d'Aïssa Mandi face au Havre. Le vétéran algérien, pilier défensif depuis plus d'une décennie, semblait rattrapé par une douleur à l'adducteur. Mais les derniers examens et les paroles rassurantes de son entraîneur offrent un tout autre horizon : le défenseur sera bel et bien présent pour le choc face à l'Olympique de Marseille.

Touché dimanche dernier contre Le Havre et remplacé à la 39^e minute, Aïssa Mandi avait laissé craindre une blessure musculaire sérieuse. La scène, survenue alors que le LOSC peine déjà avec une profondeur de banc réduite, avait immédiatement alarmé les supporters lillois et les observateurs de la sélection algérienne. Toutefois, les premiers tests effectués en début de semaine ont rapidement éteint les craintes : aucune lésion n'a été détectée et le joueur a repris progressivement l'entraînement collectif. Ses analyses complémentaires, réalisées jeudi, ont conforté ce diagnostic favorable. Le défenseur international, prudent mais déterminé, a montré qu'il pouvait enchaîner les efforts sans ressentir la douleur initiale. Il rejoindra bien le groupe retenu pour affronter l'Olympique de Marseille lors de la 15^e journée de Ligue 1.

Interrogé en conférence de presse, Bruno Genesio s'est voulu très clair quant à l'état physique de son défenseur central. « Aïssa a bien récupéré. Sa sortie au Havre était avant tout une mesure de précaution. Aujourd'hui, il est disponible et prêt à aider l'équipe », a assuré le coach lillois, soucieux de couper court aux inquié-



APR. DOR

tudes. Le technicien a toutefois précisé que Mandi évolue avec une douleur chronique connue du staff médical, mais qui ne présente aucun risque de rechute grave. « Il n'y a pas de risques d'arrêt longue durée », a-t-il insisté, soulignant la capacité du joueur à gérer son corps et à anticiper les signaux d'alerte.

SOULAGEMENT POUR L'ALGÉRIE

Si la nouvelle est bonne pour Lille, elle l'est encore davantage pour l'équipe nationale algérienne. À l'approche de la CAN, le secteur défensif des Verts traverse une période délicate marquée par plusieurs blessures. Avec ses 111 sélections, Aïssa Mandi incarne la stabilité et l'expérience d'une arrière-garde en reconstruction. Son leadership, autant que sa disponibilité, représente un atout crucial pour le sélectionneur qui s'apprête à finaliser sa liste. L'annonce de sa récupération a ainsi été accueillie comme un véritable soulagement au sein du staff algérien. Dans un contexte où chaque absence potentielle peut bouleverser l'équilibre de l'équipe, la

confirmation du retour en forme du Lillois constitue un signal positif.

Le LOSC retrouve un cadre avant un choc décisif

Le match face à l'Olympique de Marseille apparaît comme un tournant dans la saison lilloise. Privé de plusieurs titulaires et confronté à une série de matches exigeants, le club nordiste avait impérativement besoin du retour de l'un de ses hommes les plus expérimentés. La présence de Mandi, ancien joueur du Real Betis, devrait renforcer une défense qui devra contenir une attaque marseillaise en quête de rachat. Bruno Genesio compte d'ailleurs s'appuyer sur la rigueur et la lecture du jeu du joueur algérien pour stabiliser son bloc défensif face à un adversaire imprévisible. Dans un championnat resserré en haut de tableau, chaque détail compte, et un cadre retrouvé peut faire toute la différence.

Rassurant pour Lille, vital pour l'Algérie : le retour de Mandi tombe à point nommé.

M. A. T.

À L'AUBE DE LA CAN 2025

Ilan Kebbal fixe l'objectif

Paris FC ne cache pas son excitation à l'idée de disputer sa première grande compétition internationale. « Oui, beaucoup d'excitation et j'espère y participer. C'est une grande compétition qui nous attend et on espère aller le plus loin possible », affirme-t-il. Pour Kebbal, la dimension historique de l'Algérie impose une exigence particulière : chaque tournoi doit être abordé avec l'objectif de la victoire. Les deux éliminations au premier tour lors des éditions précédentes ne modifient pas sa détermination. « Ça pèse bien sûr mais il faut faire abstraction du passé. On fait partie de ceux qui peuvent aller au bout », insiste-t-il. L'international s'est ensuite exprimé sur le choix du Maroc comme pays hôte. Il relativise l'enjeu géopolitique ou l'ambiance que pourrait créer le pays voisin. « N'importe où, l'objectif est le même. Là, c'est au Maroc, donc les installations, les terrains... nous serons bien. Tout est au top »,

UNE CAN EXIGEANTE ET DES ADVERSAIRES REDOUTABLES

Kebbal a ensuite analysé les adversaires de la poule E, qui inclut le Burkina Faso, la Guinée équatoriale et le Soudan. Il insiste sur le fait que la position de favori de l'Algérie n'élimine pas la difficulté des matches. « De l'extérieur, on sera les favoris. Mais sur le terrain, il n'y a plus de favoris. Tout le monde se bat », précise-t-il. Concernant le premier match face au Soudan, il anticipe un challenge corsé : « Ce sera très difficile. Quand tu joues pour ton pays, tu l'araches et donc ce seront 11, 15 Soudanais à fond. » Le joueur a également évoqué son environnement au Paris FC, un cadre qui lui permet de

progresser et de se préparer à la compétition. Il n'a pas hésité à mettre en avant Samir Chergui, qu'il considère comme « le meilleur défenseur de Ligue 1 hors PSG » et dont l'impact sur le terrain est impressionnant. Kebbal loue aussi Riyad Mahrez, véritable référence pour lui, qu'il qualifie de « légende » et dont la carrière inspire les jeunes joueurs.

Enfin, Kebbal a abordé ses ambitions au-delà de la CAN. Même si la compétition africaine reste sa priorité immédiate, il garde la Coupe du monde 2026 en tête : « Il y a la CAN, mais bien sûr c'est un objectif... ce serait mentir de dire le contraire. » Il souligne qu'il se concentre sur sa performance en club et sur sa préparation pour la sélection, conscient que chaque match compte dans un calendrier exigeant. Entre ambition et lucidité, Ilan Kebbal trace la voie pour l'Algérie : aller loin, quoi qu'il arrive.

M. A. T.

LIGUE DES CHAMPIONS/AVANT

LA RÉCEPTION DE L'AS FAR

PAR LES CANARIS :

Que mijote Lekjaâ contre la JS Kabylie ?

À l'approche de la troisième journée de la phase des poules de la Ligue des Champions africaine, la rencontre devant opposer la JS Kabylie à l'AS FAR de Rabat suscite un vif débat au sein de la communauté sportive algérienne. Le match est prévu au stade Hocine Aït Ahmed de Tizi Ouzou, mais des voix s'élèvent pour dénoncer de possibles décisions disciplinaires qui pourraient entraîner la tenue du match à huis clos.

Selon certaines sources, des pressions seraient exercées au sein de la Confédération africaine de football (CAF) pouvant mener à des sanctions jugées injustifiées contre la JS Kabylie, ce qui aurait pour conséquence directe de priver le club de son public lors de ce rendez-vous crucial.

Ces inquiétudes sont notamment liées, selon eux, au rôle influent joué par certains responsables au sein de l'institution continentale. On pense en particulier au président de la fédération royale marocaine, Faouzi Lekjaâ, dont le poids au sein de la structure continentale n'est pas à démontrer. Plusieurs voix affirment que certaines décisions pourraient être orientées en faveur du club marocain, en obligeant la JSK à l'accueillir à huis clos, ce qui alimente un climat de suspicion.

Dans ce contexte tendu, de nombreux supporters algériens appellent Walid Sadi, membre du Comité exécutif de la CAF, à intervenir. Ils estiment qu'en raison de son statut au sein de l'organisation, Sadi devrait défendre les intérêts du football algérien, veiller au respect des règles de neutralité, empêcher toute sanction perçue comme arbitraire, garantir que le match se déroule dans des conditions normales. Sportivement, cette rencontre revêt une importance capitale pour les deux équipes, engagées dans un groupe serré.

Pour la JS Kabylie, qui compte 1 point, comme pour l'AS FAR, un résultat positif lors de cette troisième journée pourrait peser lourd dans la course à la qualification.

Le risque d'un match sans supporters inquiète les fans kabyles, qui rappellent le rôle fondamental du public dans l'ambiance du stade de Tizi Ouzou, réputé pour son soutien indéfectible. Un huis clos serait perçu non seulement comme une sanction sportive, mais aussi comme un coup porté au moral des supporters.

En attendant une communication officielle de la CAF, la tension demeure palpable autour de la tenue de ce match.

Les supporters demandent avant tout transparence, équité sportive et respect des règles, afin que la confrontation entre la JSK et l'AS FAR se déroule dans un cadre juste et conforme aux valeurs du football africain.

H. S.

Le tour sans vagues... sauf Akbou

La Coupe d'Algérie rappelle souvent que son prestige se nourrit autant de confirmations que de désillusions. Dans une compétition où l'histoire a plusieurs fois déjoué la logique sportive, ce jeudi a encore offert une soirée contrastée : des cadors solides, un tenant du titre bousculé, et surtout un co-dauphin de Ligue 1 renvoyé prématurément à la maison. Le charme de la « Dame Coupe » n'a visiblement rien perdu de son éclat.

L'élimination inattendue de l'Olympique Akbou, battu 2-0 sur la pelouse de l'AS Khroub, a constitué la principale surprise des 1/32es de finale de la Coupe d'Algérie 2025-2026. Pour leur première apparition dans l'épreuve, les Akbouciens, solides en championnat, n'ont jamais trouvé le rythme face à une équipe khroubienne appliquée et déterminée. Benbaâyoued (35e) puis Hamdaoui (83e) ont scellé la qualification d'un club de Ligue 2 qui poursuit son aventure avec ambition. De leur côté, les favoris ont globalement rempli leur mission. Le tenant du trophée, l'USM Alger, a souffert plus que prévu sur la pelouse du NC Magra.

Les Rouge et Noir ont dû attendre la séance des tirs au but pour préserver leurs chances (0-0, 5-4 aux TAB). Si l'essentiel est assuré, la prestation usmiste, brouillonne et irrégulière, rappelle qu'aucun statut n'impose la facilité dans cette compétition à élimination directe. Les Algérois accueilleront en 1/16es le vainqueur de MO Constantine – CRB Kâis.

LA JSK DÉROULE, LE MCA GÈRE

La soirée a donné lieu à un festival offensif du côté de Tizi-Ouzou, où la JS Kabylie a livré l'une de ses prestations les plus abouties de ces derniers mois. Le succès écrasant 7-0 face au MB Hassi Messaoud n'est pas seulement une qualification, mais un

1/32ES DE FINALE DE LA COUPE D'ALGÉRIE



message envoyé au reste du plateau. Les Canaris ont marqué très tôt, imposant un rythme que leur adversaire, largement dépassé techniquement et physiquement, n'a jamais pu suivre. Au-delà de l'aspect offensif, la JSK a également montré une organisation collective rassurante, avec un pressing cohérent, des transitions rapides et une efficacité rare dans les derniers mètres. La première période, conclue sur un 5-0 sans appel, témoigne d'une équipe qui a retrouvé une fraîcheur mentale et sportive. L'autre fait marquant de la rencontre reste le retour du gardien Gaya Merbah, absent depuis plus d'un an en raison d'une lourde blessure au tibia. Sa présence sur le terrain, même peu sollicitée, a été saluée comme un symbole : celui d'un groupe qui récupère l'un de ses cadres au meilleur moment de la saison. La perspective d'un derby potentiel contre le MO Béjaïa, si ce dernier se qualifie, ajoute une dimension émotionnelle et sportive supplémentaire à la suite du parcours kabyle.

LA LOGIQUE RESPECTÉE

Le Paradou AC a confirmé son regain de forme en signant un cinquième succès consécutif toutes compétitions confondues. La victoire nette (3-0) face au CRB Adrar reflète la maîtrise collective retrouvée par les hommes de Sofiane Hidoussi. Le PAC affrontera au prochain tour l'US Fautbourg, qualifiée après un match spectaculaire en prolongation (4-2). La deuxième qualification à l'extérieur du jour est revenue au RC Arbaâ, solide vainqueur 1-0 chez le MC Sidi Ali Boussidi. Les

Arbéens, habitués aux joutes piégeuses de la Coupe, ont su imposer leur expérience contre une formation accrocheuse de Régionale 1. L'essentiel est là : une qualification sans frayer et la perspective de mieux figurer dans un tableau qui commence à s'ouvrir. Dans les autres rencontres, la logique sportive a prévalu : le MC Saïda a dominé le NRB Tefleghma (3-0), l'ESF Bir El-Ater s'est imposée 2-0 contre le DRB Kadiriya, tandis que le WA Boufarik n'a laissé aucune chance à l'US Naâma (3-0). Ces résultats reflètent une tendance récurrente de ce jeudi : les clubs hôtes, bien soutenus et mieux adaptés à leurs terrains, ont su faire respecter leur statut.

Cette première save de rencontres rappelle que la Coupe d'Algérie reste une épreuve singulière, souvent imprévisible. Si les mastodontes que sont l'USMA, la JSK ou le MCA ont répondu présents, l'élimination d'Akbou redonne vie au vieux mythe des « petits » capables d'abattre plus grands qu'eux. Un scénario que les amoureux de l'épreuve populaire connaissent bien et qui nourrit chaque saison le romantisme de cette compétition.

Le premier enseignement est clair : dans cette Coupe où rien n'est jamais acquis, les favoris ont intérêt à rester vigilants, car les surprises ne font peut-être que commencer.

Mohamed Amine Tourniat

USM ALGER

L'entraîneur-adjoint Remmane quitte le staff

La direction de l'USM Alger, a annoncé ce mercredi soir le départ de l'entraîneur adjoint, Arezki Remmane, suite à sa nomination par la Fédération internationale (FIFA), en tant que responsable technique dans le cadre du programme de développement du football de la FIFA au sein de la Fédération mauritanienne (FFRIM), a annoncé le club algérois dans un communiqué. "Ce choix constitue une reconnaissance internationale de la compétence technique dont jouit Remmane, ainsi qu'une consécration de son parcours et de son expérience dans le domaine de l'entraînement et de l'encadrement", précise la même source. La direction de l'USM Alger "adresse ses sincères remerciements et sa profonde gratitude à Remmane pour son professionnalisme et son engagement durant la période qu'il a passée au sein du staff technique, lui souhaitant plein succès dans sa nouvelle mission internationale et qu'il soit un digne représentant et ambassadeur des compétences algériennes à l'étranger". De son côté, Arezki Remmane (52 ans) a exprimé sa gratitude envers la direction de l'USMA pour son soutien et sa compréhension. "Il a également remercié l'ensemble des membres du staff technique et les joueurs pour la période exceptionnelle passée à leurs côtés", conclut le communiqué. L'ancien sélectionneur de l'équipe nationale des moins de 17 ans (U17), avait rejoint la barre technique de l'USMA durant l'intersaison, sur demande de l'entraîneur Abdelhak Benchikha.

M. A. T.

L'USAGE DU KHÔL DANS LES YEUX DU BÉBÉ :

Une tradition qui coûte la vie à plusieurs nourrissons

Le service de toxicologie du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Mohamed Lamine Debaghine, ex-« Maillot », à Alger, tire la sonnette d'alarme après une hausse préoccupante des cas d'intoxication aiguë au plomb liés à l'utilisation du khôl, administré par voie orale à des fins médicales et traditionnelles, a indiqué un communiqué diffusé sur les réseaux officiels du CHU de Bab El-Oued.

Selon cette source, «le service fait état de plusieurs intoxications sévères. Parmi les cas recensés, un nourrisson âgé de 19 mois a été hos-



pitalisé durant une longue période, avec un taux de plomb dans le sang atteignant 52,5 microgrammes par litre. Un autre bébé de 12 mois a présenté une intoxication particulièrement grave : sa plombémie a été mesurée à 722,4 microgrammes par litre, un niveau extrêmement élevé entraînant de lourdes complica-

tions. Un troisième cas concerne un nourrisson de 10 mois, pour lequel un saturnisme aigu est fortement suspecté, bien qu'aucune plombémie n'ait pu être réalisée. Le tableau est d'autant plus inquiétant que le service de toxicologie a confirmé le décès d'un enfant de 14 mois, victime d'une intoxication fatale au

plomb. Sa plombémie était de 102 microgrammes par litre, soit plus du double du seuil d'alerte fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), établi à 50 microgrammes par litre chez l'enfant». Le CHU Mohamed Lamine Debaghine a souligné que «le khôl utilisé dans ces cas contient des concentrations très élevées de plomb, rendant son ingestion particulièrement dangereuse. Dans ce cadre, le service a appelé à «une vigilance accrue et à l'abandon de cette pratique traditionnelle», rappelant que «l'intoxication au plomb peut entraîner des séquelles neurologiques irréversibles, voire la mort». A noter qu'«une campagne de sensibilisation est en préparation afin d'informer les parents sur les risques liés à l'usage du khôl, notamment lorsqu'il est administré par voie orale aux nourrissons», a conclu le communiqué.

L.ZEGGANE

MAIGRIR SANS FAIRE DE SPORT : 7 astuces qui pourraient vous étonner



Maigrir sans effort ? Il n'y a pas de miracle... Toutefois, certaines activités peu fatigantes, voire réellement reposantes permettent de brûler des calories sans s'en apercevoir. Prendre un bain permettrait de brûler autant de calories qu'une marche rapide, soit l'équivalent de 126 calories. Lorsque la motivation est au plus bas pour aller à la salle de sport ou faire un footing, vous pouvez donc prendre un bain en guise d'alternative...

Faire un sauna :

Même si le sauna ne fait pas maigrir en tant que tel, il permet une perte de calories qui constitue un bon début vers la perte de poids. 20 à 30 minutes de sauna peut vous permettre de perdre jusqu'à 300 voir 500 calories, ce qui n'est pas négligeable.

Boire du thé vert :

Boire du thé vert favorise le drainage de l'organisme et élimine les toxines. Plusieurs études ont ainsi montré que boire du thé vert pourrait nous faire brûler plus de calories au repos : entre 3 et 4% de plus !

Réfléchir :

Lorsque nous réfléchissons, notre cerveau et plus largement, toutes les ressources de notre organisme sont sollicitées. Lire un livre, résoudre un problème arithmétique donné par le professeur de maths de notre petit dernier, jouer à un jeu de société,... etc.

Mâcher un chewing-gum :

Mâcher un chewing-gum permet brûler des calories, à raison d'environ 100 calories toutes les deux heures. Rappelons que mâcher du chewing-gum à longueur de journée n'est toutefois pas très bon pour la santé. Préférez les chewing-gums sans sucre pour vous prémunir des caries.

Rire :

Rire est un moyen agréable de brûler des calories. Différentes études ont montré qu'un adulte moyen pouvait perdre près de 2 calories par minute en riant. Le rire doit être franc et prononcé, un simple sourire ne brûle aucune calorie.

Cuisiner

Cuisiner permet de brûler des calories, à condition de ne pas préparer des recettes trop riches en sucres et en graisses sauf si vous ne les consommez pas. Laver, éplucher, couper faire cuire, etc. sont des tâches qui sollicitent le corps surtout si on les fait debout.

A. N.

GRIPPE SAISONNIÈRE

Symptômes, traitements et vaccins

La grippe saisonnière est une infection respiratoire virale, à distinguer des autres virus qui provoquent des «états grippaux». Elle peut se compliquer et provoquer le décès de personnes fragiles. Il n'existe pas de traitement pour se débarrasser des virus responsables de la grippe, mais la vaccination, recommandée chez les sujets âgés et fragiles, permet de limiter le risque de développer des formes sévères de cette infection.

Quels sont les différents types de grippes ?

Les virus influenza sont des virus enveloppés à ARN négatif. Trois types de virus influenza infectent l'humain : A, B et C. Les virus de type B et C sont presque exclusivement humains. Les virus de type B provoquent des épidémies localisées, notamment dans de petites communautés de personnes âgées (comme les maisons de retraite). Les virus de type C, quant à eux, sont peu virulents et entraînent des symptômes s'apparentant à ceux d'un rhume. Les virus de type A ou grippe aviaire touchent principalement les oiseaux, mais certains, minoritaires, peuvent également infecter les mammifères, y compris les humains. Ce sont les plus dangereux car ils mutent très rapidement, rendant les stratégies de lutte plus complexes à mettre en place.

Quels sont les symptômes de la grippe ?

Le virus touche essentiellement les voies respiratoires supérieures (nez, gorge, bronches), plus rarement les poumons. Les symptômes apparaissent généralement entre 1 et 4 jours après la contamination, et l'infection dure environ une semaine. Les symptômes de la grippe sont caractérisés par l'apparition soudaine : d'une fièvre élevée (39-40°C) de douleurs musculaires et articulaires, de maux de tête, d'une sensation de profond malaise, de symptômes respiratoires tels qu'une toux sèche, une gorge irritée ou une rhinite. La plupart des personnes infectées se rétablissent en une semaine avec un traitement symptomatique (antipyrétiques, hydratation, antitussifs, repos). Les personnes fragiles, comme les personnes âgées de plus de 65 ans, les femmes enceintes, les personnes atteintes d'obésité morbide, les diabétiques, les immunodéprimées, celles souffrant de maladies chroniques ainsi que les nourrissons, présentent un risque accru de développer des formes



graves de grippe nécessitant une hospitalisation en réanimation avec assistance ventilatoire.

Comment éviter d'avoir la grippe ?

Le moyen le plus efficace pour se protéger de la grippe et de ses complications est la vaccination. Les vaccins sont sûrs, efficaces et ne contiennent pas d'adjuvants. Chez les adultes en bonne santé, le vaccin permet une protection de plus de 80% en moyenne. Chez les personnes âgées, l'efficacité est réduite (environ 60 %), mais la vaccination reste essentielle pour limiter la gravité de la maladie et réduire le risque de complications. La vaccination est particulièrement importante pour les personnes à risque, qui sont plus susceptibles de développer de graves complications. Le vaccin doit être

renouvelé chaque année en raison des mutations constantes des virus grippaux. Ces modifications génétiques obligent à ajuster sa composition pour inclure les souches les plus récentes en circulation. L'efficacité du vaccin dépend en partie du degré de correspondance entre les souches vaccinales et les virus circulants. Des gestes simples permettent de limiter la transmission du virus de la grippe : Se laver régulièrement les mains avec du savon pendant au moins 30 secondes, Jeter les mouchoirs usagés directement dans une poubelle, Porter un masque lorsque l'on est contagieux, Tousser et éternuer dans son coude pour éviter de projeter des gouttelettes infectées, Aérer régulièrement son logement pour renouveler l'air, Eviter le contact avec les personnes fragiles si vous êtes malade.

Ania N

BON À SAVOIR

MYCOSE DES ONGLES :

4 traitements efficaces et définitifs

La mycose des ongles est aussi appelée onychomycose fait partie des infections les plus fréquentes, un certain nombre de traitements naturels sont efficaces pour se débarrasser d'une mycose d'ongle. En effet, si l'ongle touché ne se détache pas encore, il est possible de traiter l'infection soi-même.

Citron : On retrouve de l'acide citrique dans cet agrume. Celui-ci a des propriétés antifongiques. Pour traiter l'infection, il est conseillé d'effectuer quotidiennement un bain de pied dans une bassine d'eau chaude dans laquelle on a ajouté quelques gouttes de citron.

Ail : On peut également utiliser cette plante pour venir à bout de l'infection. En effet, ses composés antifongiques aident efficacement à traiter les champignons responsables de l'onychomycose. Il faut en écraser une gousse et la mélanger avec du vinaigre blanc. Ce mélange doit ensuite être appliqué sur la partie infectée.

Bicarbonate de soude : Un bain d'eau chaude au bicarbonate de

soude fonctionne également. Il faut juste y diluer deux cuillères à soupe de ce produit et tremper les pieds pendant un quart d'heure, chaque jour. Celui-ci assèche l'excès d'humidité sur les orteils et évite la prolifération du germe. Après chaque bain de pied, il est important de sécher délicatement les ongles.

Vinaigre de cidre : La méthode consiste à broyer des comprimés d'aspirine et de les mélanger avec de l'eau et du jus de citron, pour ensuite appliquer le tout sur le cor pendant quinze minutes. Elle permet de rendre la peau moins épaisse et dure. Soulignons qu'ajouter une huile adoucissante à cette recette ne fera qu'améliorer l'efficacité de cette dernière. Possédant également des propriétés antifongiques intéressantes, ce vinaigre rééquilibre le pH de la peau grâce à son acidité et élimine aussi bien les champignons que les bactéries. Il s'agit également d'un antiseptique efficace.

L. Z.

L'ALGÉRIE ENTRE OFFICIELLEMENT DANS L'ÈRE DE LA 5G

Un lancement national qui ouvre une nouvelle étape du développement numérique

L'Algérie a franchi un cap décisif dans sa transformation numérique avec le lancement officiel de la technologie 5G, annoncé par le ministère de la Poste et des Télécommunications.

Cette avancée majeure, attendue depuis plusieurs années, marque un tournant dans la modernisation du secteur des communications et ouvre la voie à une nouvelle génération de services numériques à haut débit.

La cérémonie officielle s'est tenue en présence de hauts responsables de l'État, parmi lesquels Kamel Sidi Saïd, conseiller du Président de la République chargé de la Direction générale de la communication, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, le ministre des Finances Abdelkrim Boualzeg, ainsi que le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki. Les trois opérateurs mobiles — Mobilis, Djezzy et Ooredoo — ont également participé à l'événement, présentant leurs premières offres et démonstrations techniques. Le ministre Sid Ali Zerrouki a rappelé, lors de son intervention, que le déploiement de la 5G en Algérie s'inscrit dans une démarche stratégique visant à moderniser les infrastructures et à démocratiser l'accès aux nouvelles technologies. Il a souligné que cette technologie ne serait pas réservée à une élite : « La 5G sera accessible à tous, du nord au sud, de l'est à l'ouest, à travers un déploiement progressif couvrant l'ensemble du territoire. » Selon les orientations du gouvernement, la couverture nationale se fera sur une période de six ans, en commençant par les wilayas prioritaires, dont Alger, Oran, Constantine et Sétif. L'objectif est de garantir une généralisation équitable et maîtrisée de la technologie. Cette montée en puissance numérique permettra des progrès considérables dans plusieurs secteurs clés. Les avantages techniques de la 5G — des débits nettement supérieurs, une latence extrêmement faible et une capacité de connexion simultanée accrue — offriront de nouveaux horizons pour l'agriculture intelligente, les villes connectées, les services de santé numériques, les systèmes industriels automatisés ou encore les transports intelligents. Le ministre a insisté sur le rôle de la 5G dans la consolidation de l'intelligence artificielle en Algérie : une priorité nationale. L'impact économique attendu n'est pas des moindres. Les projections gouvernementales évaluent la contribution de la 5G au produit intérieur brut à près de 9 milliards de dollars d'ici 2025, et jusqu'à 13 milliards de dollars à l'horizon 2030. Une dynamique qui, selon le ministre, n'au-



Ph: DR

rait pu voir le jour sans la vision stratégique du Président de la République.

OOODOO FÊTE SES 20 ANS EN MODE 5G, DJEZZY MISE SUR DE NOUVEAUX SERVICES INTELLIGENTS

Parallèlement à l'annonce gouvernementale, Ooredoo Algérie a confirmé jeudi 4 décembre l'entrée officielle de son réseau dans l'ère du très haut débit mobile, après avoir obtenu l'autorisation réglementaire de l'Autorité de régulation le 26 novembre. L'entreprise assure avoir mené avec succès toutes les phases de tests techniques — stabilité, vitesse, capacité — garantissant une qualité confor-

me aux standards internationaux. Ooredoo a dévoilé un plan de déploiement progressif : quatre grandes wilayas seront couvertes dès la première phase — Alger, Oran, Constantine et Sétif — avant une extension à huit wilayas au cours de la première année. L'opérateur a aussi introduit sa nouvelle campagne de communication « Born for 5G – Wujidna min ajl al-jil al-khamis », marquant ses vingt ans d'évolution technologique. La transition vers la 5G sera transparente pour les clients de l'opérateur. Tous les abonnements actuels sont compatibles avec la nouvelle technologie, sans frais supplémentaires. Les cartes USIM 4G restent entièrement fonctionnelles sur la 5G, et les

abonnés recevront automatiquement une notification lorsque leur wilaya sera couverte. Pour Djezzy, l'heure est également à l'opérationnalisation. L'opérateur a publié sur son site une procédure simple en cinq étapes pour activer l'accès au nouveau réseau : vérifier la couverture 5G, disposer d'un smartphone compatible, souscrire un contrat 5G en boutique, bénéficier d'un bonus de bienvenue, puis choisir l'offre 5G souhaitée. La société rappelle que la 5G ouvre la porte au cloud gaming, à la réalité augmentée et virtuelle, à la santé connectée et à un large éventail de services intelligents.

NAISSANCE D'UN ÉCOSYSTÈME 5G

Le lancement simultané des trois opérateurs confirme la volonté nationale d'entrer pleinement dans l'économie numérique de nouvelle génération. Ooredoo, Mobilis et Djezzy ont investi massivement dans la modernisation de leurs infrastructures pour répondre aux exigences techniques du réseau 5G, qui nécessitent densification des antennes, nouvelles bandes de fréquences et architecture réseau avancée. Pour les experts du secteur, cette avancée constitue un véritable tournant. La 5G n'est pas seulement une révolution technologique ; elle représente un socle essentiel pour la compétitivité future du pays. En rendant possible le développement des objets connectés, de l'automatisation industrielle, des services urbains intelligents ou encore des solutions médicales en temps réel, la nouvelle génération de réseau ouvre des perspectives inédites pour les entreprises et les institutions publiques. Le lancement de la 5G survient également dans un contexte où le gouvernement mul-

tiplie les initiatives en faveur de la transformation numérique : modernisation des services publics, promotion de l'e-gouvernement, encouragement de l'innovation locale et soutien aux startups technologiques. La connectivité haut débit constitue le pilier de cette stratégie globale. Avec ce déploiement, l'Algérie entre ainsi dans une nouvelle phase de son développement technologique, portée par une vision stratégique, des investissements conséquents et une mobilisation coordonnée des acteurs publics et privés. Le pays se prépare désormais à exploiter pleinement les immenses potentialités de la 5G, considérée comme l'un des leviers majeurs de l'économie du futur. Ce lancement pourrait bien inaugurer une décennie de transformation profonde, où les réseaux intelligents, l'IA, l'industrie connectée et les services numériques de nouvelle génération s'installeront durablement dans le paysage national.

POUR RENFORCER LA PROTECTION DE L'IDENTITÉ NUMÉRIQUE Lancement du service «Arqamii DZ»

L'Autorité de Régulation de la Poste et des Communications Électroniques vient de franchir une nouvelle étape dans la sécurisation des usages numériques en Algérie. Elle a officiellement lancé « Arqamii DZ », un service inédit permettant à chaque abonné de téléphonie mobile de connaître, en quelques secondes, le nombre de cartes SIM enregistrées en son nom chez les différents opérateurs. Une avancée présentée comme un levier essentiel pour lutter contre l'usurpation d'identité et les usages abusifs des données personnelles.

Le principe est simple : l'utilisateur compose le code unifié *#254# depuis sa ligne mobile, saisit sa date de naissance pour confirmer son identité, puis reçoit immédiatement un message indiquant le nombre total de cartes SIM associées à son nom. Une procédure rapide qui s'inscrit dans un contexte où la sécurité numérique devient un enjeu national. Selon l'Autorité de régulation, cette mesure vise avant tout à prévenir l'enregistrement frauduleux de cartes SIM — une pratique pouvant faciliter des activités illicites et constituer une menace directe pour l'ordre et la sécurité publics. Le service se veut ainsi un outil préventif, accessible à tous, et dont l'utilisation régulière est encouragée pour garantir un meilleur contrôle des données personnelles.

CONFIER SES SECRETS À L'IA

Des enquêtes alertent sur les risques croissants pour la vie privée

Partager ses émotions ou ses difficultés personnelles avec un robot conversationnel peut sembler inoffensif. Beaucoup imaginent que ChatGPT ou d'autres outils d'intelligence artificielle sont des espaces intimes, presque confidentiels, où l'on peut déposer ses peurs et ses frustrations en toute sécurité.

Pourtant, les signaux d'alerte se multiplient : les données que l'on croit enfouies dans un échange privé pourraient être conservées, analysées, voire exposées à des tiers.

C'est ce que rappelle

le spécialiste de l'IA Mike Wooldridge, interrogé par le journal Daily Mail. Selon lui, parler à ChatGPT de problèmes personnels, de tensions au travail ou même de préférences politiques pourrait avoir des conséquences imprévues. Il avertit : « Ce n'est pas un espace sûr pour partager ses informations privées. » Les données révélées dans les échanges peuvent en effet contribuer au développement de futures versions du modèle, ce qui signifie qu'elles ne sont jamais totalement maîtrisées. Wooldridge souligne également une autre limite : l'utilisateur ne

doit pas s'attendre à obtenir un avis réellement équilibré. Cette technologie tend, selon lui, à répondre de manière à satisfaire son interlocuteur, davantage qu'à lui fournir un éclairage rigoureux. Un comportement relevé également par le site Interesting Engineering, qui rapporte ces mises en garde.

DES CONVERSATIONS PRIVÉES RETROUVÉES VIA GOOGLE

Une enquête de Fast Company a confirmé l'étendue des risques. En testant des fragments de liens de partages de conversations dans la barre de recherche Google, le média a pu

accéder à près de 4 500 échanges, parfois bourrés d'informations personnelles. Aucune identité complète n'apparaissait directement dans les résultats, mais beaucoup de conversations contenaient les noms, localisations ou détails privés de leurs auteurs.

Certains dialogues révélaient des confidences particulièrement intimes : problèmes de santé mentale, addictions, situations de maltraitance ou autres aspects sensibles de la vie privée. Le site TechSpot souligne que ces données auraient très probablement dû rester à l'abri du regard public.

SOUDAN

L'ONU appelle à un arrêt "immédiat" des combats

Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a appelé jeudi les belligérants à cesser "immédiatement" les combats dans le sud du Soudan, affirmant craindre une nouvelle vague d'atrocités après les massacres d'El-Fasher.

"Nous ne pouvons rester silencieux face à cette nouvelle catastrophe", a déclaré Türk dans un communiqué, soulignant que "ces combats doivent cesser immédiatement et l'aide humanitaire vitale doit parvenir aux personnes menacées de famine". Les combats se sont intensifiés cette semaine dans la région du Kordofan, dans le sud du Soudan, l'armée cherchant à repousser les Forces de soutien rapide (FSR) loin de l'axe routier vital reliant la capitale Khartoum au Darfour. Depuis le 25 octobre, date à laquelle les FSR ont pris le contrôle de la ville de Bara, dans le Kordofan-Nord, le Haut-Commissariat a recensé "au moins 269 morts parmi les civils, victimes de frappes aériennes, de tirs d'artillerie et d'exécutions sommaires". Il affirme avoir notamment relevé "des cas de représailles, de détentions arbitraires, d'enlèvements, de violences sexuelles et de recrutements forcés, y compris d'en-



fants". "Il est véritablement choquant de voir l'histoire se répéter au Kordofan si peu de temps après les événements terrifiants d'El-Fasher", a déclaré le Haut-Commissaire, en référence aux exactions commises par les FSR après la prise fin octobre de la dernière grande ville du Darfour (ouest) qui échappait à leur contrôle. "Nous ne devons pas permettre que le Kordofan devienne un autre El-Fasher", a insisté M. Türk. Dans son communiqué, le Haut-Commissariat rapporte que le 3 novembre dernier, un drone des FSR avait frappé une tente où des personnes en deuil étaient rassemblées à El Obeid, dans le Kordofan du Nord, tuant 45 personnes, principalement des femmes. Il indique aussi que le 29 novembre, une frappe aérienne des Forces armées soudanaises

(SAF) à Kauda, dans le Kordofan du Sud, aurait fait au moins 48 morts, pour la plupart des civils. Selon l'organisation, "de violents combats se poursuivent depuis dans les trois Etats du Kordofan". "La situation humanitaire est catastrophique : la famine est confirmée à Kadugli et un risque de famine persiste à Dilling", ajoute le Haut-Commissariat. "Nous ne pouvons (...) laisser d'autres Soudanais devenir victimes de terribles violations des droits de l'homme. Nous devons agir", a insisté M. Türk. Depuis avril 2023, les combats ont fait des dizaines de milliers de morts, forcé le déplacement de 12 millions de personnes et plongé le pays dans la plus grande crise humanitaire au monde, selon l'ONU.

R. I.

TCHAD

Symposium sur les médecines traditionnelles chinoise et tchadienne à N'Djaména

Le Centre de formation Tchad-Chine en médecine traditionnelle chinoise a organisé mercredi un symposium sur les médecines traditionnelles chinoise et tchadienne, dans le Centre hospitalier universitaire de l'Amitié Tchad-Chine à N'Djaména, capitale du Tchad. Ayant pour thème "La médecine, un pont entre la Chine et le Tchad", ce symposium d'une journée a réuni 32 tradipraticiens venus de l'ensemble des provinces du Tchad. Cet événement permet non seulement de promouvoir les connaissances liées aux médecines traditionnelles chinoise et tchadienne, mais aussi de créer une plateforme pour la mutualisation, a déclaré Liang Haiyang, chef de la 20e équipe médicale chinoise au Tchad, soulignant que ce symposium créera un lien de formation et de développement entre les deux médecines. Le centre de formation, inauguré en septembre de l'année, a été créé avant tout pour intégrer la prise en charge des patients, la formation et la pratique clinique, afin de mieux servir la population tchadienne, a rappelé M. Liang. De son côté, Seid Abakar Béchir, du ministère de la Santé publique et de la Prévention du pays, a salué les bonnes relations entre le Tchad et la Chine qui ont permis la création de ce centre entièrement dédié à la médecine traditionnelle. Pour lui, il sera un lieu idéal de démonstration des connaissances au profit des Tchadiens. "Nous voulons faire de cette rencontre une occasion statutaire des activités de 2026, d'organiser de séries de formation aussi d'identifier de perspectives d'avenir, afin de faire du développement de la médecine traditionnelle tchadienne à travers les expériences de la médecine traditionnelle Chinoise", a-t-il ajouté.

R. I.

COTE D'IVOIRE

La couverture sociale des producteurs agricoles et des travailleurs informels renforcée

Les producteurs agricoles et les travailleurs du secteur informel vont intégrer pleinement les dispositifs du système de protection sociale en Côte d'Ivoire grâce à un programme élaboré par le gouvernement avec l'appui technique et financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le lancement officiel de ce programme a eu lieu mardi à Abidjan en présence du Premier ministre Robert Beugré Mambé. "Ce moment marque non seulement une avancée concrète et tangible dans notre agenda social, mais aussi l'expression vivante d'une vision partagée pour une

Côte d'Ivoire inclusive, résiliente et profondément ancrée dans les valeurs de solidarité qui nous unissent", a-t-il dit. Selon M. Mambé, ce programme devrait permettre à des millions d'acteurs agricoles et informels d'intégrer pleinement les dispositifs de la Couverture maladie universelle (CMU) et du Régime social des travailleurs indépendants (RSTI), marquant une avancée sans précédent dans le développement du système de protection sociale ivoirien. Déployé dans les grandes régions agricoles du pays, il ambitionne de mobiliser officiellement 7.000 coopératives agricoles et artisanales comme véritable moteur de la for-

malisation sociale. Il devrait également contribuer à la création de centaines de milliers d'emplois, à l'autonomisation de dizaines de milliers de femmes, à l'augmentation des recettes publiques et à la réduction des vulnérabilités dans les zones rurales, à en croire le ministre de la Protection sociale, Adama Kamara. "Le programme est la preuve que notre pays refuse de laisser dans l'ombre des millions d'acteurs essentiels à notre développement. Il traduit une volonté politique forte, à savoir faire de la protection sociale un droit effectif pour les acteurs des secteurs agricole et informel", a-t-il dit.

R. I.

NIGER

27 terroristes ont été neutralisés

L'armée nigérienne a annoncé mercredi avoir "neutralisé" 27 terroristes et appréhendé 18 individus impliqués dans des activités terroristes et criminelles sur l'ensemble du territoire, du 24 au 30 novembre, grâce à "une combinaison d'opérations aéroterrestres audacieuses". Selon le bulletin hebdomadaire d'information diffusé par la chaîne publique Télé-Sahel, deux hommes se sont par ailleurs rendus dans la région de Diffa (extrême est). L'armée a ajouté que des véhicules, plusieurs armes à feu, des centaines de cartouches, ainsi que des motos servant aux déplacements et au soutien logistique de l'ennemi, plusieurs tenues et des chaussures à usage militaire, ainsi des cartons de comprimés et gélules avaient été saisis.

R. I.

BENIN

Un laboratoire d'analyse ADN en projet

Le gouvernement béninois a décidé de créer un laboratoire national autonome d'analyse ADN répondant aux standards internationaux, indique un communiqué publié mercredi à Cotonou. Selon le texte, l'absence d'un tel dispositif constitue une faiblesse majeure pour la chaîne judiciaire dans la sous-région, ralentissant les procédures, compliquant la résolution d'affaires criminelles et limitant la souveraineté de l'État sur les données sensibles. Le gouvernement prévoit ainsi la mise en œuvre de la plateforme de recherche, d'investigation et d'analyse médico-légale (PRIAM). Le projet comprend l'installation d'un laboratoire modulaire robotisé de 220 m² entièrement équipé, la formation certifiante du personnel technique et des acteurs judiciaires, ainsi qu'un accompagnement opérationnel de deux ans assuré par un laboratoire européen afin de faciliter le transfert de compétences et l'obtention de l'accréditation ISO 17025. Cette démarche devrait permettre une pleine opérationnalité du laboratoire au bout d'un an et son accréditation internationale à l'issue de la deuxième année. À ce jour, un seul laboratoire de ce type est accrédité en Afrique subsaharienne. La mise en place de cette infrastructure fera du Bénin un pôle régional de référence en analyse ADN, avec notamment une meilleure maîtrise des données génétiques nationales et une accélération des procédures criminelles.

R. I.

SÉNÉGAL

Le gouvernement promet la construction de 28 plateformes agropoles et de 30 zones industrielles à travers le pays

Le gouvernement sénégalais projette de démarrer, en 2026, les travaux de construction de 28 plateformes agropoles et de 30 zones industrielles à travers le pays pour un budget de 109 milliards de FCFA (environ 193,8 millions de dollars), a annoncé mercredi à Dakar le ministre sénégalais du Commerce et de l'Industrie, Serigne Guèye Diop. "Avec tel budget, nous allons pouvoir faire 28 plateformes industrielles agropoles dans les régions du centre (Fatick, Kaffrine, Diourbel et Kaolack) et dans les régions du sud, c'est-à-dire Sédhiou, Kolda et Ziguinchor", a-t-il indiqué, lors d'une séance plénière de l'Assemblée nationale consacrée à l'examen du budget du ministère du Commerce et de l'Industrie. "Nous allons commencer la construction d'une trentaine de zones industrielles à Touba et dans les régions de Ziguinchor et de Matam", a-t-il ajouté, soulignant que les agropoles de l'est et du nord du pays vont être entamées en 2027. Les meilleures entreprises de BTP seront mises à contribution pour les différents chantiers dont les marchés seront lancés en début d'année, a indiqué M. Diop. "Toutes les agropoles et zones industrielles auront des incubateurs pour les jeunes, les femmes et pour les GIE", en vue de "leur permettre non seulement de grandir sur le plan technique mais aussi sur le plan commercial", a-t-il conclu.

R. I.

SELON LA CNUCED

La croissance mondiale ralentira à 2,6% en 2025

La croissance mondiale ralentira à 2,6% en 2025, contre 2,9% en 2024, en raison de la pression croissante exercée sur le commerce et les investissements internationaux par la volatilité financière et l'incertitude géopolitique, a indiqué la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) dans un rapport publié mardi.

Le Rapport sur le commerce et le développement 2025 montre que les fluctuations des marchés financiers influencent le commerce mondial presque aussi fortement que l'activité économique réelle, affectant ainsi les perspectives de développement dans le monde entier. Malgré les gains potentiels liés aux nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle, la croissance mondiale devrait rester atone en 2026, à 2,6%, précise le rapport. Selon la secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan, ces conclusions montrent que comment les conditions financières déterminent de plus en plus la direction du commerce mondial. "Le commerce n'est pas seulement une chaîne de fournisseurs. C'est aussi une chaîne de lignes de crédit, des systèmes de paiement, des marchés des devises et des flux de capitaux", a-t-elle ajouté. Le rapport signale par ailleurs que



les économies en développement devraient croître de 4,3% en 2025, nettement plus rapidement que les économies avancées. Pourtant, des facteurs tels que la hausse des coûts de financement, une plus grande exposition aux variations soudaines des flux de capitaux et la montée des risques financiers liés au climat limitent l'espace budgétaire et d'investissement dont les économies en développement ont besoin pour maintenir leur croissance. De nombreuses économies en développement, disposant de marchés financiers nationaux restreints, dépendent d'emprunts extérieurs à des taux plus élevés, compris entre 7% et 11%, contre 1% à 4% pour les grandes économies avancées, note le rapport. De plus, la vulnérabilité

climatique s'ajoute aux pressions financières, les pays exposés de manière répétée aux phénomènes météorologiques extrêmes devant payer chaque année environ 20 milliards de dollars supplémentaires en intérêts. La CNUCED a appelé à une série de réformes visant à réduire la vulnérabilité financière, à améliorer la prévisibilité et à renforcer l'alignement entre le commerce, la finance et le développement. Elle préconise notamment de mettre à jour les règles commerciales, de combler les lacunes en matière de données sur les statistiques du commerce et de l'investissement, de réformer le système monétaire international et de renforcer les marchés de capitaux régionaux et nationaux.

R. I.

LUTTE CONTRE LE CRIME ORGANISÉ ET LE COMMERCE

Trump s'entretient au téléphone avec Lula

Le président américain Donald Trump s'est entretenu mardi par téléphone avec son homologue brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, les deux parties se concentrant sur la lutte contre le crime organisé, le commerce et les sanctions. "Nous avons eu une excellente conversation. Nous avons parlé de commerce. Nous avons parlé de sanctions, car, comme vous le savez, je les ai sanctionnées à cause de certaines choses qui se sont produites. Mais nous avons eu une très bonne conversation", a dit M. Trump aux journalistes à la Maison Blanche. Plus tard dans la journée, M. Trump a écrit sur Truth Social que cet appel avait été "très productif" et qu'ils avaient également discuté de "la manière dont nos pays pourraient travailler ensemble pour mettre fin au crime organisé". "J'ai hâte de le voir et de lui parler bientôt. Ce nouveau partenariat récemment établi sera très fructueux", a ajouté M. Trump. Au cours de cette conversation téléphonique qui a duré environ 40 minutes, M. Lula a dit que le Brésil souhaite avancer rapidement dans les négociations tarifaires relatives à d'autres produits après que Washington a supprimé le mois dernier les droits de douane supplémentaires sur plusieurs produits alimentaires brésiliens, selon les médias. En août, les Etats-Unis ont imposé un droit de douane de 40% sur certaines importations en provenance du Brésil, en plus d'un droit de base de 10%, ce qui porte le total à 50% pour de nombreux produits.

R. I.

PALUDISME

L'OMS alerte sur l'augmentation du nombre de décès et de cas dans le monde

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a alerté jeudi sur la hausse des décès liés au paludisme l'an dernier dans le monde, ainsi que du nombre de cas, alors que la résistance aux médicaments antipaludiques augmente elle aussi. "L'augmentation du nombre de cas et de décès, la menace croissante de la résistance aux médicaments et l'impact des coupes opérées dans les financements risquent de compromettre les progrès réalisés au cours des deux dernières décennies", a prévenu le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, cité dans un communiqué. Le paludisme reste un grave problème de santé mondiale, avec environ 282 millions de cas et 610.000 décès dans le monde enregistrés l'an dernier, soit une légère augmentation par rapport à 2023, indique l'OMS dans son rapport annuel sur cette maladie transmise par les moustiques. Mais pour le directeur général de l'OMS, "aucun de ces défis n'est insurmontable". "Grâce au leadership des pays les plus touchés et à des investissements ciblés, la vision d'un monde sans paludisme reste réalisable", a-t-il affirmé. L'Afrique reste de loin la région la plus touchée, représentant 94% des cas et 95% des décès recensés dans le monde. La grande majorité (75%) des décès dans cette région concerne des enfants de moins de 5 ans. Et cinq pays - la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Mozambique, le Nigeria et l'Ouganda - ont représenté plus de la moitié des cas dans le monde, détaille le rapport.

R. I.

PAKISTAN

Des livraisons d'aide humanitaire vers l'Afghanistan autorisées

Islamabad va autoriser temporairement l'entrée de l'aide humanitaire des Nations unies en Afghanistan, ont déclaré des responsables jeudi, pour ce qui sera la première ouverture partielle de la frontière depuis des affrontements meurtriers entre les deux pays en octobre. "En réponse aux demandes formelles des agences de l'ONU (...) le gouvernement pakistanais a approuvé une exception humanitaire limitée et spécifique pour permettre le transport de conteneurs vers l'Afghanistan", a déclaré un responsable gouvernemental pakistanais. Les deux pays voisins s'affrontent sporadiquement depuis que les autorités talibanes ont repris le contrôle de Kaboul en 2021. Islamabad accuse son voisin d'abriter des hommes armés qui lancent des attaques sur son territoire, ce que le gouvernement afghan dément. Les livraisons, qui doivent être faites en trois phases, comprennent des denrées alimentaires, des médicaments et du matériel médical, ainsi que "d'autres fournitures essentielles liées à la santé et à l'éducation", a précisé le responsable. Un responsable de l'ONU a également confirmé que l'aide serait bientôt autorisée à entrer en Afghanistan. La frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan est close depuis des affrontements entre les deux pays en octobre, sauf pour les Afghans expulsés du Pakistan. Selon le responsable pakistanais, la frontière restera fermée au commerce et la réouverture partielle pour l'aide reste "soumise à conditions".

R. I.

MEXIQUE

Vers l'augmentation du salaire minimum et la diminution du temps de travail

Le Mexique va augmenter de 13% le salaire minimum et réduire progressivement la durée hebdomadaire de temps travail de 48H à 40H d'ici 2030, a annoncé mercredi la présidente. Claudia Sheinbaum a également assuré que l'inflation resterait dans l'objectif de 3% fixé par la Banque centrale du Mexique (Banxico). Le ministre du Travail, Marath Bolaos, a indiqué que la réduction de la durée hebdomadaire du temps de travail apportera des bénéfices à l'économie mexicaine, la deuxième plus grande d'Amérique latine. Avec cette augmentation de 13%, le salaire minimum sera en 2026 de 315 pesos par jour (14,7 euros), soit 9.582,47 pesos par mois (450 euros). La durée hebdomadaire de travail sera réduite de deux heures chaque année à partir de 2027, dès que le Parlement à majorité présidentielle aura approuvé la réforme. Ces deux accords ont été obtenus "par consensus" entre les représentants des

salariés et le patronat, a souligné Mme Sheinbaum. Ces nouvelles dispositions s'ajoutent au doublement récent de la durée minimale légale des congés payés, passant de six à douze jours. Le Mexique est l'un des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) où l'on travaille le plus d'heures par an et par employé, avec 2.207 heures, selon les données les plus récentes datant de 2023.

R. I.

ARGENTINE

Des négociations pour un prêt bancaire allant jusqu'à 7 milliards de dollars

L'Argentine négocie avec des banques en vue d'un prêt qui pourrait atteindre 7 milliards de dollars, et "évalue" quel montant elle prendra, pour ménager ses réserves de change en vue d'échéances de remboursement de dette en janvier, a annoncé mercredi le ministre de l'Economie Luis Caputo. "Les banques nous ont proposé 6, 7 milliards de dollars, et on évalue combien on en prendra, si c'est zéro, un (milliard), deux, trois, quatre, on verra combien", a déclaré M. Caputo, sans préciser le nom des banques en question, lors d'une rencontre de dirigeants écono-

miques à Buenos Aires. Le ministre a par ailleurs démenti que l'Argentine ait été à un moment donné en négociations avec des banques pour un prêt de 20 milliards de dollars, qui aurait par la suite été rabaissé à 5 milliards. En octobre, le Trésor américain, allié de Milei, avait annoncé un autre soutien financier massif à l'Argentine : un accord d'échange de devises jusqu'à 20 milliards de dollars. Et avait annoncé être intervenu directement sur le marché des changes pour acheter du peso et ainsi soutenir la devise argentine.

R. I.

NEGOCIATIONS AMERICANO-RUSSES POUR UNE PAIX EN UKRAINE

Poutine parle de questions qui restent en suspens

Le président russe Vladimir Poutine a déclaré qu'il restait des questions en suspens concernant le plan de paix pour l'Ukraine après sa rencontre avec les envoyés américains au Kremlin.



PH : DR

Il y avait des questions (avec des désaccords), et nous en avons discuté, mais c'est un travail difficile", a déclaré Poutine dans une interview accordée jeudi à India Today, selon l'agence TASS. Le président Poutine a indiqué que les discussions étaient nécessaires et concrètes, ajoutant que les Etats-Unis avaient proposé 27 points, répartis en quatre volets à discuter. Selon Poutine, chaque point du plan de paix a été examiné au cours de leur réunion qui a duré environ cinq heures. L'administration Trump s'est lancée dans "une tâche et une mission" difficiles pour parvenir à un accord unanime sur le conflit ukrainien, a déclaré M. Poutine. Le chef du Kremlin et l'envoyé spécial du président américain Steve Wit-

koff ont tenu une réunion qui s'est terminée mercredi après minuit. Le conseiller présidentiel russe Youri Ouchakov a jugé que cette réunion était "extrêmement utile, constructive et très informative", déclarant que les deux parties avaient examiné les documents précédemment transmis par les Etats-Unis et avaient convenu de ne pas divulguer la teneur des discussions.

Jeudi, les représentants américains ont choisi le jour, le lieu et la liste des hôtes, ne laissant, à dessein, aucune place à l'Europe. L'envoyé spécial du président américain, Steve Witkoff, et son gendre Jared Kushner ont rencontré le négociateur en chef ukrainien, Rustem Umerov, et le chef

d'état-major des armées ukrainiennes, Andri Hnatov, à Miami dans l'Etat de la Floride), non loin de la résidence de Donald Trump, à Mar-a-Lago, pour leur faire part des détails de leurs négociations à Moscou. Il faut savoir qu'aucun « compromis sérieux » n'a été trouvé avec le président russe, qui maintient ses « revendications maximalistes » pour faire capituler Kiev. A noter que le sujet de préoccupation ce l'Ukraine et de leurs alliés européens n'est pas, désormais, seulement russe. Les préoccupations concernent aussi le plan de Trump.

L'UKRAINE TIENDRA DES RÉUNIONS SÉPARÉES

Pour sa part, la délégation ukrainienne aux négociations

de paix a annoncé avoir prévu de tenir des réunions séparées avec les représentants européens et américains après les récents pourparlers entre les Etats-Unis et la Russie à Moscou, a selon le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Dans une publication sur X, M. Zelensky a annoncé que les négociateurs ukrainiens rencontreraient mercredi les conseillers à la sécurité nationale des dirigeants européens. Roustem Oumerov, secrétaire du Conseil national ukrainien de sécurité et de défense, et Andriy Hnatov, chef d'état-major des forces armées ukrainiennes, représenteront l'Ukraine à ces réunions. "Les représentants ukrainiens informeront leurs collègues en Europe de ce que nous savons après les contacts tenus hier par la partie américaine à Moscou, et ils discuteront aussi de la composante européenne de l'architecture sécuritaire nécessaire", a expliqué M. Zelensky. Après leur rencontre avec les responsables européens, MM. Oumerov et Hnatov se prépareront à une réunion avec les envoyés du président américain Donald Trump, a-t-il ajouté. "L'Ukraine travaillera de façon constructive en vue d'obtenir une paix réelle", a insisté le président ukrainien.

R. I.

INDONESIE ET SRI LANKA

Inquiétude face à de nouvelles pluies

De nouvelles pluies attendues jeudi font craindre de nouveaux dégâts en Indonésie et au Sri Lanka, déjà durement touchés par les inondations qui ont fait plus de 1.500 morts dans quatre pays. En Indonésie, l'agence météorologique a averti que les trois provinces de Sumatra les plus touchées connaîtraient des pluies "modérées à fortes" entre jeudi et vendredi. L'agence indonésienne de gestion des catastrophes (BNPB) a révisé son bilan à la baisse mercredi soir : le nombre de morts annoncé au-delà de la barre des 800 a été ramené à 776 pour plus de 500 disparus. Au Sri Lanka, le bilan s'établit à au moins 479 morts et plus d'1,5 million de sinistrés, soit la plus grave catastrophe naturelle subie par l'île d'Asie du Sud depuis le tsunami de 2004. Sur la

grande île de Sumatra, à l'ouest de l'archipel indonésien, la pluie est de nouveau tombée dans la nuit de mercredi à jeudi, mais jusqu'à présent à une intensité bien inférieure à celle qui a provoqué des crues soudaines et des glissements de terrain la semaine dernière. Une grande partie de l'Asie est actuellement en pleine saison de la mousson, qui provoque souvent des inondations. Mais deux systèmes météorologiques distincts ont déversé des pluies diluviennes sur l'ensemble du Sri Lanka, sur Sumatra, le nord de la Malaisie voisine et le sud de la Thaïlande la semaine dernière. En Indonésie, plus de 560 personnes sont toujours portées disparues, alors que les communications sont coupées dans de nombreuses régions de Sumatra et l'électricité irrégulière, des

centaines de milliers d'habitants sont encore hébergés dans des abris temporaires. Au Sri Lanka, l'agence météorologique a annoncé que des pluies de mousson devraient arriver à partir de jeudi après-midi sur le nord-est du pays. Des centaines de personnes sont toujours portées disparues. Les alertes aux glissements de terrain ont été renouvelées pour certaines des régions montagneuses centrales les plus touchées, et les habitants ont été priés de ne pas rentrer chez eux car les pentes saturées pourraient s'effondrer sous l'effet de nouvelles pluies. La route principale reliant Colombo à Kandy, sur 115 kilomètres, a été rouverte 15 heures par jour, tandis que les ouvriers dégagent les monticules de terre et les rochers.

R. I.

AU PROFIT DE L'UKRAINE

La Norvège s'engage à fournir une aide militaire supplémentaire

La Norvège va fournir une aide militaire de cinq milliards de couronnes norvégiennes (495 millions de dollars) à l'Ukraine, a annoncé mercredi le gouvernement norvégien. Cette nouvelle aide militaire, qui s'inscrit dans le cadre de l'initiative intitulée "Liste des besoins prioritaires de l'Ukraine", couvrira des équipements essentiels, notamment des obus d'artillerie de 155 mm à longue portée, des missiles pour les systèmes HIMARS et des bombes guidées, selon un communiqué de presse du gouvernement. La Norvège

collaborera avec l'Allemagne, la Pologne et les Pays-Bas pour fournir cette aide. Cette initiative est un programme par lequel les alliés de l'OTAN financent l'aide militaire à l'Ukraine directement à partir des stocks d'armes américains. Le gouvernement norvégien s'est également engagé à maintenir un niveau élevé de soutien à l'Ukraine en 2026.

L'ALLEMAGNE AUSSI ...

Le ministre allemand des Affaires étrangères Johann Wadephul a annoncé mercredi un nouveau plan d'aide à l'Ukraine avant de partir pour

Bruxelles, où il participera à une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Selon un communiqué publié par le ministère fédéral des Affaires étrangères, l'Allemagne achètera 200 millions de dollars d'équipements de défense pour l'Ukraine. Ces équipements devraient être livrés en deux parties en vertu du mécanisme de la Liste des besoins prioritaires de l'Ukraine (PURL), un cadre de l'OTAN qui permet aux pays alliés de financer des armements américains pour

l'Ukraine. En plus du matériel militaire, l'Allemagne s'est engagée à reverser une somme supplémentaire de 25 millions d'euros (29,1 millions de dollars) à l'Ensemble complet de mesures d'assistance de l'OTAN en faveur de l'Ukraine (CAP) en vue de fournir aux militaires ukrainiens des équipements d'hiver et un soutien médical. Selon M. Wadephul, ces nouveaux engagements s'inscrivent dans la lignée de l'intention des alliés de l'OTAN d'augmenter la pression sur la Russie.

R. I.

UTILISATION DES AVOIRS RUSSES GELES

La Belgique dit « non » à l'UE

La Belgique a rejeté mercredi un projet de l'Union européenne (UE) visant à utiliser les bénéfices provenant des avoirs russes gelés pour garantir un prêt important à l'Ukraine, estimant que cette proposition ne tenait pas compte des risques financiers et juridiques auxquels elle était confrontée. "Nous avons le sentiment frustrant de ne pas avoir été entendus ; nos préoccupations sont minimisées", a déclaré le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Maxime Prevot aux journalistes en amont d'une réunion des chefs de la diplomatie de l'OTAN à Bruxelles. La Commission européenne, organe exécutif de l'UE, devrait rendre publics mercredi les détails de sa proposition visant à utiliser l'argent russe comme garantie pour aider à répondre aux besoins considérables de l'Ukraine par le biais d'un "prêt de réparation". "Le texte que la Commission présentera aujourd'hui ne répond pas de manière satisfaisante à nos préoccupations", a déclaré M. Prevot, soulignant que la Belgique avait averti "à plusieurs reprises" que l'option du prêt de réparation était "la pire de toutes". "Il n'est pas acceptable d'utiliser cet argent et de nous laisser seuls face aux risques", a déclaré M. Prevot, exigeant que les risques auxquels la Belgique est confrontée dans le cadre de ce programme soient "entièrement couverts". Ce débat intervient alors que l'UE discute d'un mécanisme visant à mobiliser les avoirs gelés de la banque centrale russe, dont environ 90% sont détenus par le dépositaire de titres Euroclear, basé à Bruxelles, afin de lever quelque 140 milliards d'euros (163 milliards de dollars) pour l'Ukraine. La semaine dernière, le Premier ministre belge Bart De Wever a pour sa part émis de vives objections dans une lettre adressée à la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, qualifiant le plan proposé de "fondamentalement erroné" et avançant qu'il violerait le droit international.

R. I.

EN RAISON DU RETARD DANS LE VERSEMENT DES AIDES DE L'UE

En Grèce, les agriculteurs bloquent les routes

Le gouvernement grec a mis en garde mercredi les agriculteurs contre toute escalade de leur mouvement de blocage routier visant à protester contre le retard du versement de subventions européennes, ralenti par une enquête sur une vaste fraude. "Des actions extrêmes, des fermetures prolongées de routes nationales, de bureaux de douane et d'aéroports - ce sont des actions qui ne servent pas leur cause (celle des agriculteurs). Elles causent des problèmes à d'autres groupes sociaux", a déclaré le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis dans des propos retransmis à la télévision en conseil des ministres. Des milliers d'agriculteurs bloquent avec leurs tracteurs depuis dimanche l'autoroute Athènes-Thessalonique, dans le nord de la Grèce. Ils ont menacé mercredi de fermer la frontière avec la Bulgarie. Le gouvernement a tenté de maintenir l'autoroute ouverte avec la police anti-émeute, mais mercredi, les manifestants sont arrivés jusqu'à 10 km de la frontière avant d'être bloqués par les forces de l'ordre. De longues files de voitures et de camions se sont déjà formées à la frontière. Les agriculteurs grecs sont confrontés à une forte baisse de revenus, à cause d'une épidémie de variole du mouton qui a entraîné la perte de 400.000 bêtes. Une enquête des autorités européennes sur une vaste fraude aux subventions agricoles ralentit par ailleurs leur versement.

R. I.

L'AIFF DU 4 AU 12 DÉCEMBRE

À Alger, le cinéma raconte le monde et défend l'humanité

Alger a renoué, jeudi soir, avec une tradition artistique qui dépasse la simple célébration du cinéma. L'ouverture de la 12e édition du Festival international du film d'Alger (AIFF) au Théâtre national Mahieddine Bachtarzi a pris des airs de manifeste culturel, où l'art s'impose comme un espace de résistance, de transmission et de construction collective.

La présence de la République de Cuba comme invité d'honneur a ajouté à cette édition une dimension politique assumée, rappelant l'histoire profonde des solidarités, des luttes partagées et des dialogues entre peuples. La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a donné le coup d'envoi de cette édition en présence de plusieurs personnalités, dont le conseiller du président de la République chargé de la communication, Kamel Sidi Saïd, le président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel, Amar Bendjedda, le directeur général de la télévision algérienne Mohamed Baghali, ainsi que l'ambassadeur de Cuba en Algérie, Victor Igarza Carrera. Un public mêlant diplomates, artistes, techniciens et cinéphiles avait rempli le théâtre, soulignant une attente collective : retrouver un cinéma vivant, exigeant, capable de raconter le monde et de défendre la profondeur humaine face aux crises. Dans son allocution, la ministre Bendouda a affirmé une vision sans ambiguïté : le cinéma n'est pas un simple divertissement, mais une force active dans la construction de la société. Selon elle, l'acte de création devient un espace où la pluralité des voix peut s'exprimer, où la pensée critique trouve refuge, où les imaginaires se rencontrent pour ouvrir les horizons. « Le festival s'inscrit dans une vision qui fait de l'acte créatif une force du vivre-ensemble, un moteur pour la pensée critique », a-t-elle déclaré, rappelant que lorsque la culture embrasse la diversité, elle devient un instrument d'ouverture, de justice et de respect mutuel. Cette lecture, profondément engagée, inscrit l'événement dans un contexte culturel où les arts sont appelés à jouer un rôle actif, à devenir une arme pacifique face aux crispations sociales, aux menaces de repli identitaire et à l'appauvrissement de la pensée. La ministre a insisté sur l'importance de la circulation des œuvres. Sous le toit du festival, des films venus d'horizons lointains se rencontrent, apportant avec eux les mémoires des peuples, leurs blessures, leurs questionnements et leurs rêves. Elle a souligné que chaque projection est une invitation à redécouvrir la capacité du spectateur à l'empathie, à la compréhension, à l'approfondissement de sa lecture du monde. Dans une époque marquée par les crises, les guerres, les nouvelles formes de manipulation médiatique et les défis technologiques, ce message prend une portée politique. Soutenir les arts, a-t-elle rappelé, c'est soutenir un projet culturel humaniste, un projet où les images et les sons deviennent les vecteurs d'un dialogue mondial.

L'ART FACE AUX DÉFIS DU PRÉSENT

Le commissaire du festival, Mehdi Benaïssa, a lui aussi livré une lecture qui dépasse le strict cadre artistique. « Le cinéma a traversé les guerres, les ruptures technologiques, les bouleversements culturels. Il continue d'avancer. Les films



d'aujourd'hui seront la mémoire de demain », a-t-il déclaré. Dans un monde saturé d'images instantanées, souvent éphémères, faire revenir le cinéma comme mémoire bâtisseuse apparaît comme un acte de résistance. Son propos souligne un enjeu majeur : la sauvegarde d'un récit collectif, un récit capable de transmettre l'expérience humaine aux générations futures dans un format durable, réfléchi, loin des contenus jetables et des flux numériques qui s'épuisent en quelques heures. Le rôle du cinéma comme témoin du présent, parfois même comme contre-pouvoir, prend ici une dimension essentielle.

CUBA, INVITÉ D'HONNEUR

La désignation de Cuba comme invité d'honneur n'est pas un hasard. Elle porte une charge historique, politique et culturelle forte. L'ambassadeur Victor Igarza Carrera l'a rappelé : les relations entre Alger et La Havane sont profondes, anciennes, fondées sur la solidarité, les combats anticoloniaux et l'amitié entre deux peuples qui n'ont jamais dissocié culture et émancipation. Selon lui, la présence cubaine à cette édition ouvre la voie à une coopération renforcée dans les domaines de la formation, de la coproduction et de l'échange technique. Il a décrit la cinématographie comme un « pont entre les sociétés et les générations », un pont d'autant plus nécessaire à une époque où les récits dominants menacent d'effacer les mémoires alternatives. La culture cubaine, connue pour sa capacité à conjuguer engagement, poésie, résistance et identité, trouve ainsi un écho naturel dans le paysage culturel algérien. Cette rencontre a donné au festival une dimension internationaliste assumée.

Mémoire restaurée : « Le Plongeur du désert », un retour à l'histoire algérienne

L'ouverture a été marquée par la projection d'une version restaurée du film algérien « Le Plongeur du désert » (1952) du regretté Tahar Hennache. Ce choix n'est pas anodin : restaurer un film antérieur à l'indépendance, le ressortir à l'occasion du 70e anniversaire du déclenchement de la Révolution, c'est rappeler que le cinéma algérien était déjà un espace de résistance avant même l'indépendance. La restauration, acte technique, devient un acte de sauvegarde de la mémoire collective, un geste qui protège les traces d'une époque où les artistes participaient, déjà, à la construction du récit national. Ce film, longtemps oublié pour le grand public, revient ainsi comme un témoignage précieux d'un moment charnière.

HOMMAGES AUX FIGURES DU 7E ART : ÉMOTION ET RECONNAISSANCE

L'ouverture a aussi été l'occasion de

saluer la mémoire et le parcours de plusieurs grandes figures du cinéma algérien. Hommage a été rendu au géant Mohammed Lakhdar Hamina, à la talentueuse et inoubliable Biyouna (Baya Bouzar), au cinéaste et réalisateur Allal Yahiaoui, au comédien Fouzi Saïchi, mais aussi à des artistes encore présents sur la scène culturelle, tels que l'acteur Salah Aougrout et la réalisatrice cubaine Lizette Vila. C'est le moment dédié à Salah Aougrout qui a particulièrement marqué le public. L'acteur, absent de la scène artistique depuis plusieurs années en raison d'une maladie éprouvante, a reçu un hommage vibrant. Sa présence, empreinte d'émotion, a suscité un profond respect dans la salle. L'acteur, qui a incarné des personnages aimés de millions d'Algériens, notamment le célèbre sultan Achour El Acher, a pu retrouver son public, sourire aux lèvres, malgré la difficulté physique apparente. La salle a vécu un moment rare : un artiste, longtemps éloigné de son art, revenant à la lumière, reconnu par l'État et par ses pairs.

Aougrout a remercié son public avec une sincérité désarmante, évoquant la fidélité de ceux qui ont continué de suivre son parcours malgré le silence imposé par sa maladie. Cet instant a pris l'allure d'un message collectif : la nation n'oublie pas ses artistes, surtout ceux qui ont offert à des générations entières humour, émotion et mémoire.

UN PROGRAMME RICHE ET OUVERT SUR LE MONDE

Plus de 100 films, provenant de 28 pays, seront projetés durant cette édition. Cinquante œuvres concourront en compétition officielle, tandis que d'autres seront présentées hors compétition dans des sections thématiques fortes : « Cinéma cubain », « Portes ouvertes sur la Palestine », « Panorama du cinéma algérien », et « Panorama du Sud global ». Ces choix témoignent d'une volonté claire : faire du festival un espace de convergence des résistances culturelles du monde, un lieu où les récits marginalisés trouvent un écran, une voix, une audience. La section « Portes ouvertes sur la Palestine » résonne particulièrement dans le contexte international actuel, et inscrit Alger dans la tradition des capitales culturelles engagées pour la justice et la dignité des peuples. Parallèlement, le « Market Place » du festival et le laboratoire « Cini Lab » offrent un espace concret d'échanges professionnels, de formation et d'opportunités pour les jeunes talents. Cela confirme une volonté institutionnelle de construire une industrie cinématographique durable, moderne et capable de soutenir une nouvelle génération de créateurs.

UN FESTIVAL COMME SYMBOLE DU RENOUVEAU CULTUREL

Cette ouverture du Festival international du film d'Alger n'est pas seulement un événement artistique : elle porte une portée politique, culturelle et symbolique. Elle montre un pays qui cherche à redonner souffle à son paysage cinématographique, qui réhabilite ses légendes, qui restaure sa mémoire filmique et qui ouvre ses scènes à des voix du monde entier. L'édition 2025 se présente ainsi comme une célébration de l'art, mais aussi comme un acte de résistance culturelle face à un monde traversé de crises. Elle rappelle que le cinéma, par sa capacité à raconter, à dénoncer, à émouvoir et à unir, reste l'un des rares espaces où l'humain, avec toute sa complexité, peut encore se dire librement. Dans une Algérie en quête de renouveau artistique et institutionnel, le festival apparaît comme un signal fort : la culture n'est pas un luxe, mais une nécessité, un espace où se forge la conscience collective et où se prépare l'avenir. Le cinéma à Alger ne se contente pas de projeter des films. Il ouvre des fenêtres, confronte les mémoires, répare l'oubli et tisse des ponts. Une manière, pour la capitale, d'affirmer que l'image et la voix sont aussi des formes de liberté.

M. Seghilani

GRANDE FIGURE DE LA MUSIQUE ANDALOUSE

Mohamed Khaznadji tire sa révérence

L'artiste Mohamed Khaznadji, une des plus grandes figures de la musique arabo-andalouse, est décédé mercredi à Alger, à l'âge de 97 ans, à-t-on informé auprès de son entourage. Né en 1929 à la Casbah d'Alger, le défunt comptait parmi les plus éminents artistes créatifs dans le genre andalou, notamment de l'école "Sanâa" d'Alger, où il a marqué cet art en Algérie et à l'étranger pendant plus de 70 ans. Mohamed Khaznadji a grandi dans une famille passionnée de musique et fut bercé dès son jeune âge par les mélodies andalouses. Il a débuté son parcours artistique dans le chant religieux, porté par une voix douce et harmonieuse, avant d'affiner ce talent en apprenant la musique et les fondements de la nouba auprès de grands maîtres à l'instar d'Abderrahmane Ben El-Hocine, Mourad Bestandji et Mohamed Benchaouch. Le défunt s'est initié à l'art andalou en 1946 après avoir rejoint l'association musicale "El Hayat", où son maître Abderrahmane Ben El-Hocine lui enseigna les secrets de l'école "Sanâa".

Il intègre ensuite l'orchestre dirigé par Mohamed Fakhardji avant de se consacrer au chant en solo. Mohamed Khaznadji a également enseigné la musique andalouse à Alger jusqu'en 1975, notamment au sein de plusieurs associations, dont "El Fenn Ouel Adeb", puis à l'Institut de musique de la capitale. Le regretté était réputé pour sa voix mélodieuse et sa profonde maîtrise de la musique andalouse, notamment du style "Sanâa". Il a participé à de nombreux festivals internationaux, notamment en Tunisie, aux États-Unis et en Italie, et laisse derrière lui plusieurs albums.

En 2012, Mohamed Khaznadji avait été honoré à Alger par le ministère de la Culture et des Arts, en reconnaissance de sa contribution majeure à l'enrichissement, à la promotion et à la préservation du répertoire musical algérien.

**Recette
du jour****Tomates farcies à
l'italienne****Ingrédients :**

- 12 grosses tomates
- 500 g de ricotta
- 300 g de jambon blanc
- 300 g d'épaule de veau
- 2 œufs
- 20 g de beurre
- 1 bouquet de persil plat
- 1 bouquet de ciboulette
- 3 branches d'estragon
- sel et poivre

**LA PRÉPARATION DE LA
RECETTE**

1. Préchauffez le four à th 6 (180°). Hachez le veau et le jambon, réunissez-les dans un

saladier.

2. Rincez, épongez et ciselez le persil, la ciboulette et l'estragon. Mettez-les dans le saladier avec la ricotta, les œufs entiers, du sel et du poivre. Mélangez longuement pour obtenir une farce bien homogène.

3. Coupez un chapeau à 1/3 de la hauteur des tomates. Évidez-les avec une petite cuillère pour éliminer les pépins, mais en laissant de la chair. Remplissez-les avec la

farce et reposez les chapeaux sur les tomates.

4. Beurrez un plat à four et disposez-y les tomates, bien serrées les unes contre les autres. Versez 1 cm d'eau dans le plat et enfournez-le pour 1 h.

5. De temps en temps, rajoutez un peu d'eau dans le plat si nécessaire et arrosez les tomates avec le jus de cuisson. Servez chaud ou tiède.

Note du chef

Pour réaliser cette recette, vous pouvez opter pour des tomates Marmande ou des Cœurs de bœuf.

**Gâteau du Jour****Paris-Brest
traditionnel****INGRÉDIENTS**

Pour la pâte :

- 4 gros œufs et 1 jaune
- 65 g de beurre
- 150 g de farine
- 50 g d'amandes effilées
- 1 cuil. à soupe de sucre
- Sel

Pour la crème :

- 1 œuf et 1 jaune
- 25 cl de lait
- 80 g de beurre
- 100 g de sucre en poudre
- 30 g de Maïzena
- 90 g de pâte de praliné
- 25 g de sucre glace

**LA PRÉPARATION DE LA
RECETTE**

Préchauffez le four à 180 °C. Préparez la pâte : faites bouillir 25 cl d'eau avec le beurre coupé en morceaux, le sucre et 1 pincée de sel. Dès que le mélange bout, jetez d'un coup la farine et remuez bien. Desséchez la pâte à feu doux pendant environ 2 min. Incorporez les œufs entiers



un à un en mélangeant bien entre chaque addition. Déposez la pâte sur une plaque tapissée de papier cuisson en lui donnant la forme d'une roue.

Battez le jaune d'œuf dans un bol et badigeonnez la pâte au pinceau. Parsemez d'amandes effilées et enfournez pour 30 min environ. Laissez refroidir sur une grille. Préparez la crème : portez le lait à frémissement. Battez les œufs avec le sucre et la Maïzena jusqu'à ce que le mélange mousse. Versez le lait en filet sans cesser de fouetter.

Remettez à feu doux en mélangeant doucement pendant environ 5 min, jusqu'à ce que le mélange épaississe. Incorporez le beurre coupé en petits morceaux puis la pâte de praliné. Mélangez bien et laissez refroidir.



Découpez la roue de pâte à choux à l'horizontale. Garnissez la partie inférieure de crème pralinée à l'aide d'une poche à douille cannelée. Saupoudrez de sucre glace et servez.

Note du chef

Vous pouvez remplacer la crème du paris-brest par une crème pâtissière au café.

Conseil du jour

**Cessez de penser
que vous avez
quelque chose à
prouver aux
autres.**

**Le
saviez-
vous ?**

Un mégot de cigarette pollue 500L d'eau

Quelques infos sur la cigarette...

- Première responsable de la pollution des océans
- 66% des cigarettes produites finissent dans la nature
- Met en moyenne 12 ans à se dégrader totalement, à cause du filtre
- Le filtre (qui pollue) n'a pourtant aucun avantage sur la santé
- Une cigarette dans la rue ou le caniveau = une cigarette dans l'eau
- Pollution pas ou peu filtrée par les stations d'épuration

**Bon à savoir !
MASSAGE QUOTIDIEN VISAGE**

Poser les paumes de mains sur ses joues, presser quelques secondes et relâcher. De même, une main sur le front, une main sur le menton, presser les paumes sur le visage quelques secondes et relâcher. Le drainage lymphatique du visage permet de stimuler les fonctions d'épurations du corps.

Astuce du jour:

Pour les cheveux gras

Versez 10 gouttes de l'huile essentielle de citron dans le pot de yaourt ; Mélangez et appliquez sur l'ensemble de la chevelure ; Laissez poser 10 minutes ; Puis rincez et procédez à votre shampoing habituel.

**CITATION
DU JOUR**

« Le meilleur chemin est toujours celui qui est le plus direct. »

Le Courrier

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger

R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER

A : l'Entreprise Nationale de communication,
d'Édition et de Publicité »

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42

Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

- Centre : SIA - Est : SIE

- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux**Tizi Ouzou :**

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgerie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

Les courses en direct



HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE - ALGER
SAMEDI 6 DÉCEMBRE 2025 - PRIX : MANAD- PS.AR.NEE
DISTANCE : 1100 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 16H00
QUARTÉ-QUINTÉ

L'efficace entraîneur S. Hamiane en force

Le champs de course de Caroubier servira de théâtre ce samedi à une réunion hippique dans le prix Manad sur la distance sélective de 1100m, douze coursiers de 3 ans et plus pur sang arabe, tenteront de tirer leur épingle du jeu. La condition de la course du jour limite les gains à 101.000 DA cumulés en gains et places depuis le 1er juillet 2025 avec une surcharge fixée à 1kg par tranche, 20.000 DA cumulés sur la même période dans ce lot de chevaux. La lutte pour les premières places s'annonce indécise tant les arguments de certains concurrents peuvent séduire. Toutefois, trois coursiers retiennent particulièrement l'attention Horr D'hem, Hala et Hibr D'hem, tous les trois possèdent, à leur actif de bons résultats et ils se sont tous classés à plusieurs fois dans des courses comparables avec le lot de chevaux plus robustes à ceux du jour et leur régularité plaide en leur faveur, de surcroît ils bénéficieront de l'expérience et du savoir faire de jockeys confirmés, un atout non négligeable sur une distance où le moindre faux pas se paie cash. Pour autant, il serait hasardeux que l'affaire est déjà entendue car les chevaux de ce peloton peuvent réserver des surprises car certains en progrès constant sont capables de basculer la hiérarchie établie. La course s'annonce ouverte et stimulante offrant aux parieurs une palette de choix étendue pour composer la combinaison gagnante. Reste maintenant à savoir si la logique sera respectée avec une confirmation attendue de Horr D'hem, Hala et Hibr D'hem ou si un ou plusieurs chevaux viendront brouiller les cartes et faire vibrer les tribunes du Caroubier. Nous savons tous que les parcours de vitesse nous ont toujours surpris par des arrivées explosives, donc le verdict pour la piste où les chevaux les plus rapides et compétitifs trancheront les débats.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. **LAMBIO**. Ce mâle gris de 5 ans, depuis qu'il est stationné au Caroubier entre les mains d'un chevronné entraîneur A. Rouibah a démontré ses vrais valeurs. Méfiance.
2. **MEKHAIAR EL MESK**. Ce n'est pas un modèle de régularité comme le montre ses dernières sorties, cependant pour qu'il consente à s'engager, il peut venir

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
M. CHAMEKH	1	LAMBIO	K. BAGHDAD	57	6	A. ROUIBAH
AH. FEGHOULI	2	MEKHAIAR EL MESK	ML; GUEHIOUCHE	56	7	A. MIMI
S. DAHDOUH	3	MAHAB	JJ.Y. MOUSSI	56	5	PROPRIÉTAIRE
A. HAMIANE	4	GHATTAS (0)	S. BENYETTOU	55	11	S. HAMIANE
A. HAMIANE	5	JASSAR	C. BOUSSAA	55	3	S. HAMIANE
R. BOUSSAA	6	ASSIL CINQ (0)	A. BOUSSAA	55	1	A. BOUSSAA
MZ. METIDJI	7	GAMRA D'HEM	CH. CHAABANE	55	4	A. CHELLAL
H. METIDJI	8	IGORE (0)	MS. AIDA	55	10	PROPRIÉTAIRE
A. TOUIDJINE	9	ZAMARI	H. BOUGHELLA	55	2	PROPRIÉTAIRE
A. HAMIANE	10	HALA	A. YAHIAOUI	53	9	S. HAMIANE
S. DLIH	11	HORR D'HEM	AB. AIDA	53	12	PROPRIÉTAIRE
MZ. METIDJI	12	HIBR D'HEM	AP:Y. CHELLAL	49,5	8	A. CHELLAL

prendre une dans ce lot de chevaux.

3. **MAHAB**. Son unique tentative s'est soldée par un échec. À revoir.
4. **GHATTAS**. Confié au jockey de qualité et de coefficient de réussite élevée, ce magnifique coursier de 5 ans aura de grandes chances d'être sur le podium.
5. **JASSAR**. Pas grandes chances à son actif, ce poulain de 3 ans se contentera de participer afin d'avoir plus d'expérience.
6. **ASSIL CINQ**. Malgré son dernier écho, il serait imprudent de négliger ses chances car ce poulain de 3 ans a été déjà classé 3e sur la même distance de ce jour.
7. **GAMRA D'HEM**. Si l'on se réfère à ses quelques bons essais réalisés lors du meeting précédent, cette protégée de l'efficace entraîneur A. Chellal peut venir négocier un accessit à belle côte.
8. **IGORE**. Après avoir réalisé de bons

- résultats durant les quelques mois passés, il n'a pas connu la même réussite par la suite sauf cette fois, il est bien monté et relève d'une écurie redoutable.
9. **ZAMARI**. Barré en théorie.
10. **HALA**. Bien placée que beaucoup d'autres concurrents en présence, cette coursière de 5 ans qui a affronté un lot largement à sa portée, fera partie des
- ### DANS LE CREUX DE L'OREILLE
- #### MON PRONOSTIC
10. HALA - 12.HIBR D'HEM. 11. HORR D'HEM - 4. GHATTAS- 6. ASSIL CINQ
- #### LES CHANCES
7. GAMRA D'HEM - 8. IGOR

chevaux favoris dans cette épreuve.

11. **HORR D'HEM**. Excellent tout au long de cette saison, ce qui le recommande en bon rang à l'arrivée.
12. **Hibr d'hem**. Embusquée dans le bas du tableau, bénéficiant d'une belle décharge de poids s'élancera sans complexe pour créer les plus hautes marches du podium.

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										

- HORIZONTALEMENT**
1 - Emphatique - 2 - Coûteuse - 3 - Semblable - Voisin du phoque - 4 - Bouleversé - Dévoilées - 5 - Note - Esclave - 6 - Pays musulman - Demeure - 7- Déchets en poussière - Révolution - 8 - De moins - Peine - Romains - 9 - Division - 10 - Ville d'Espagne - Victoire de Napoléon - 11 - Conjonction - Dressas - 12 - À la baguette.
- VERTICALEMENT**
1- Intoxication alimentaire - Difficulté - 2 - Un étranger - Courbes - Échauffait la bile - 3 - Fleuve africain - Édenté - Strontium - 4 - Consonne double - Petit - 5 - Capitale asiatique - Anéantir - 6 - Hors de combat - Bouts de bois - Dans le vent - 7- Épuisantes - Ancien nom de la Thaïlande - 8 - Passionnées - Signe musical - 9 - Fin de participe - Croûton d'un pain - 10 - Se dit d'un vent qui souffle du nord - Arrive en criant.

Mots fléchés

Rouées	Caché	Flèches	Étain	Abîmé
Légumes	Parapets	Terme musical	Solitaire	Forme d'être
Poivrées			Pronom	
Mélange		Poisson	Petit loir	Oiseau rapace
Grugé		Voisin de la morue	Nuit	
Attribuer	Atome chargé	Néon		Garçon d'écurie
Éteint	Geôle		Cri dans l'arène	
	Collège		Nazi	
		Étoile		
Calcium		Pays	Romains	
Errait	Ville du Maroc		Pacage	Possédé
			Court cours	
Laize	Exposée			
Mesuré		Homme de main		

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Qui a les cheveux roux (13 lettres))

E	E	L	T	A	T	E	R	T	R	P	A	N	O	I	S	E	L
S	G	I	N	E	P	E	P	A	O	F	E	E	O	E	O	P	E
S	A	B	A	I	I	R	V	U	F	M	N	N	D	I	E	A	T
U	R	E	V	N	E	E	L	R	O	I	B	O	U	N	T	R	T
O	R	R	A	S	N	E	I	N	E	R	O	E	I	B	A	A	O
R	U	T	S	E	R	O	U	R	I	S	G	T	A	R	I	R	R
B	O	E	L	U	L	M	E	N	U	A	E	R	S	T	E	R	G
N	F	L	T	A	E	I	T	R	N	R	C	O	A	R	P	N	T
O	E	A	N	N	L	R	I	G	R	H	U	U	E	E	O	B	L
I	N	T	T	E	E	N	A	A	A	D	Q	F	R	I	A	E	E
T	E	A	T	P	I	E	R	I	A	I	R	M	T	R	E	S	D
A	L	O	I	L	L	M	Q	I	L	A	I	U	R	H	T	I	A
R	H	D	A	I	E	U	N	E	I	S	A	E	E	A	N	A	R
R	E	M	V	E	E	E	R	N	E	C	A	M	N	U	I	R	O
E	P	A	S	S	I	V	E	D	E	U	C	A	N	T	O	B	D
B	E	T	N	E	D	I	V	E	T	N	E	D	I	S	S	I	D
A	R	I	O	L	R	A	P	A	R	E	U	L	E	F	R	A	F
O	E	N	I	T	N	A	C	T	T	E	R	E	I	N	A	M	E

- N.B : Une même lettre peut servir plusieurs fois**
- ABERRATION - AFFRIOLANTE - ANIER - ARCHAÏQUE - ARMEE - ARRET - BARREAU - BRAISE - BROUSSE - CANTINE - CAUTION - DAME - DISSIDENT - DORADE - EPAR - ETAT - EVIDENTE - FAR-FELUE - FOURRAGE - GANGA - GRANDE - GROTTES - GROUPE - HAUT - HOTELIERE - INNE - INTREPIDE - LESION - LIBERTE - MALIN - MANIERE - MONUMENTAL - NATUREL - NEPE - NOIRE - OINTE - OREE - PARLOIR - PASSIVE - PERMISE - PRESSE - RAFIOT - RATION - RAVENELLE - REFRAIN - RELIQUAT - SAVANT - SOUDAINE - SURIN - TOMBE - TRIBUNE - VILE.**

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

1. Redevances - 2. Émélite - Né - 3. Tés - Lérots - 4. Rusée - Vues - 5. Item - LIV - 6. Bérets - Ego - 7. Tua - Cran - 8. Tee - Parti - 9. Ic - Béta - Ne - 10. Orner - Co - 11. Nuit - Ahuri - 12. Sédentaire.

VERTICALEMENT :

1. Rétributions - 2. Émeute - Écrue - 3. Desserte - Nid - 4. Er - Émeu - Bête - 5. Vile - Taper - 6. Ate - Ls - At - At - 7. Nervi - Cracha - 8. Ouvert - Oui - 9. Ente - Gain - RR - 10. Session - Épie.

MOTS FLÉCHES HORIZONTALEMENT :

- Impudentes - Eat - Ri - To - Furie - Aval - Telle - Ale - Ré - Autel - Encenser - Parti - Aéré - Tiède - Son - Reg - Ère - Do - Leur - Pieu - Sert - Bière.

VERTICALEMENT :

- Émeute - Atèle - Paré - Ériger - Rutilante - Ut - Éluclider - Fer - Été - Er - Nia - E.N.A - Épi - At - Valses - le - Étal - Éroder - Isolé - Renoue.

MOTS MASQUÉS POURFENDRE

Scandale de paris: la justice turque ordonne l'arrestation de 29 joueurs

La justice turque a ordonné vendredi l'arrestation de 46 personnes, dont 29 footballeurs de première et deuxième divisions, dans le cadre d'une vaste enquête sur des paris portant sur des matches de football, a annoncé le parquet d'Istanbul. Vingt-sept de ces joueurs sont soupçonnés par la justice d'avoir parié sur des matches de leur propre équipe, a précisé le parquet dans un communiqué. Parmi eux figure Metehan Baltaci, joueur de Galatasaray, équipe triple championne de Turquie en titre, a indiqué le parquet, qui n'a pas révélé à ce stade l'identité des 26 autres joueurs incriminés. Mert Hakan Yandas, un joueur de Fenerbahçe, autre grand club d'Istanbul, est lui soupçonné d'avoir parié sur diverses rencontres via une tierce personne. La justice, selon laquelle 35 des 46 personnes recherchées ont été interpellées à ce stade, a également ordonné l'arrestation des présidents de deux clubs soupçonnés d'avoir "tenté d'influencer le résultat" d'un match les opposant en troisième division lors de la saison 2023-2024. Cette rencontre avait attiré l'attention de la justice et déclenché l'enquête en cours, selon plusieurs médias turcs, aucun tir n'ayant été effectué par les deux équipes au cours des 90 minutes de jeu. Six autres personnes, dont un joueur, sont également soupçonnées d'avoir conclu un accord visant à influencer le résultat d'une rencontre de deuxième division entre Mraniyspor et Giresunspor en décembre 2023. Un arbitre de première division, un ancien président du club d'Adana Demirspor (2e division) ainsi qu'un célèbre commentateur sportif et son épouse doivent en outre être entendus en garde à vue pour s'expliquer de "transactions financières suspectes". L'enquête du parquet d'Istanbul, qui secoue le football turc, a déjà conduit à l'incarcération début novembre de six arbitres et du président d'Eyüpspor, un club de première division. La Fédération turque de football (TFF), qui dit vouloir "nettoyer" le football turc, avait suspendu quelques jours plus tôt près de 150 arbitres reconnus coupables d'avoir parié sur des rencontres. Tous ont été révoqués depuis.

Démantèlement à Alger d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de comprimés et substances psychotropes

Les services de la Gendarmerie nationale de Cheraga (Alger) sont parvenus à démanteler un réseau criminel international organisé, spécialisé dans le trafic de comprimés et de substances psychotropes, avec l'arrestation de 10 de ses membres et la saisie d'une quantité importante de ces poisons, a indiqué, jeudi, un communiqué de ce corps de sécurité. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, la Section de recherches et d'investigations de la Gendarmerie nationale de Cheraga est parvenue à démanteler un réseau criminel international organisé, spécialisé dans la contrebande et l'importation illégale de drogues et de substances psychotropes de divers types, présentant un haut degré de dangerosité et constituant une menace pour la sécurité nationale et la santé publique. Ce réseau était également impliqué dans la détention, le transport et le stockage de stupéfiants et de psychotropes en vue de leur trafic dans le cadre d'une organisation criminelle, ainsi que dans des délits de blanchiment d'argent et de falsification des numéros de châssis de véhicules et de leurs documents", précise le communiqué. Cette affaire a été traitée "sur la base d'informations reçues par la Section de recherches et d'investigations de la Gendarmerie nationale à Cheraga. Après exploitation des renseignements, l'intensification des investigations et le recours à des techniques d'enquête spécifiques, l'identité



des membres du réseau et leurs lieux de présence dans différentes wilayas du pays ont pu être établis, et ce en coordination avec les juridictions compétentes". Ainsi, il a été procédé à "l'arrestation de dix individus, dont une femme, la plupart des représailles de justice faisant l'objet de mandats d'arrêt, ainsi qu'à la saisie d'une quantité importante de psychotropes de 16921 capsules de type prégabaline 300 mg, 14 comprimés psychotropes de type Kietyl, 19 véhicules touristiques et deux camions, une somme d'argent issue des activités criminelles de 340.000 DA, ainsi que des téléphones portables", ajoute la même source. Après accomplissement des procédures légales, les mises en cause seront présentées devant les juridictions territorialement compétentes, selon la même source.

Paludisme : l'OMS alerte sur l'augmentation du nombre de décès et de cas dans le monde



L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a alerté jeudi sur la hausse des décès liés au paludisme l'an dernier dans le monde, ainsi que du nombre de cas, alors que la résistance aux médicaments antipaludiques augmente elle aussi. "L'augmentation du nombre de cas et de décès, la menace croissante de la résistance aux médicaments et l'impact des coupes exploitées dans les financements risquent de compromettre les progrès réalisés au cours des deux dernières décennies", a prévenu le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, cité dans un communiqué. Le paludisme reste un grave problème de santé mondiale, avec environ 282 millions de rapcas et 610.000 décès dans le monde enregistrés l'an dernier, soit une légère augmentation par rapport à 2023, a indiqué l'OMS dans son rapport annuel sur cette maladie transmise par les moustiques. Mais pour le directeur général de l'OMS, "aucun de ces défis n'est insurmontable". "Grâce à des investissements ciblés, la vision d'un monde sans paludisme reste réalisable", a-t-il affirmé. L'Afrique reste de loin la région la plus touchée, représentant 94% des cas et 95% des décès recensés dans le monde. La grande majorité (75%) des décès dans cette région concernent les enfants de moins de 5 ans.

Oran : le Village méditerranéen adopte un nouveau système numérique pour la gestion hôtelière

La direction du Village méditerranéen à Oran a signé, jeudi, un nouvel accord avec une entreprise spécialisée dans les solutions technologiques, dans le cadre de ses efforts visant à moderniser la gestion et à actualiser les méthodes administratives à travers la poursuite de son projet de transformation numérique, à-on informé de cet établissement touristique. La même source a précisé que cette initiative vise à améliorer les services offerts aux clients et à élever le niveau de performance interne. Le projet prévoit l'adoption

d'un système numérique moderne pour la gestion hôtelière, qui facilitera les opérations de réservation et simplifiera les procédures administratives, tout en renforçant la précision des échanges d'informations entre les différents services. Conformément à cet accord, le nouveau système sera acquis, installé, le personnel formé à son utilisation et mis en service au niveau du serveur et des postes de travail au sein du Village méditerranéen, dans le but d'assurer une communication plus efficace avec les clients et de garantir un plus grand niveau de transparence ainsi qu'une meilleure qualité de service, selon la même source. Cette initiative reflète l'engagement du Village méditerranéen, dont la d'accueil est valorisant à plus de 4.000 lits, à suivre les transformations numériques et à adopter des solutions technologiques avancées contribuant à améliorer l'expérience des visiteurs et à renforcer la performance globale de l'établissement, at-on encore souligné.

Forte hausse de la production mondiale de céréales

La production céréalière mondiale pour 2025 devrait pour la première fois dépasser 3 milliards de tonnes, en hausse de 4,9% par rapport à la récolte 2024, a indiqué vendredi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Cette hausse globale de production est notamment liée aux belles récoltes de blé attendues notamment en Australie et surtout en Argentine, où "des semis plus importants que prévu et des rendements probablement records (...) devraient conduire à une récolte historique". Les productions de blé augmentent aussi en Europe et aux Etats-Unis, de même que celles de céréales secondaires comme l'orge. Et les récoltes de riz s'annoncent en hausse (+1,6%). Le prix global des denrées alimentaires dans le monde a aussi reflué en novembre, pour le troisième mois consécutif, en raison d'une production abondante, a précisé la FAO. L'indice des prix alimentaires, qui suit l'évolution des prix internationaux d'un ensemble de denrées, a globalement reculé de 1,2% sur un mois. Il se situe "2,1% en dessous de son niveau de novembre 2024" et près de 22% sous son pic de mars 2022. Seules les céréales voient leur prix légèrement rebondir (+1,3% sur un mois), portées par la hausse du blé (+2,5%).

EXPRESS- HISTORIQUE

La quatrième porte (32)

Le marchand, las d'avoir poursuivi en vain l'ombre de son ancienne opulence, finit par se résigner. À ses pieds gisaient de nouveaux ses pauvres marchandises, frères témoins de sa condition retrouvée. Il reprit la route, avançant d'un pas silencieux, comme si l'époque de faste n'avait été qu'une douce illusion, un songe doré évaporé à l'aube...



Dans les vieux contes où chaque serment pesait comme une pierre sacrée, l'homme qui reniait sa parole n'était plus qu'une ombre parmi les vivants. On murmurait alors que celui qui piétine son honneur tranche le fil qui le retenait encore à la lumière, et que ce fil, tôt ou tard, se resserre autour de son destin comme un nœud implacable qu'il a lui-même serré.



AUX POINGS

« La situation des Sahraouis est alarmante et ne cesse de se détériorer. L'accès aux observateurs internationaux reste strictement interdit par Rabat, qui maintient un véritable « blocus informatif autour du territoire. »

La militante sahraouie Aminatou Haidar



MÉTÉO D'ALGER

Samedi 6 décembre 2025

19°C / 10°C

Dans la journée : Nuageux

Vent : 24 km/h

Humidité : 73 %

Dans la nuit : Averses

Vent : 12 km/h

Humidité : 93 %

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

d'Algérie

HORAIRES DES PRIÈRES

Samedi 15 joumad el thani 1447	
Dohr : 12h39	Dimanche 16 jou-
Assar : 15h14	mad el thani 1447
Maghreb : 17h35	Sobh : 06h15
Îcha : 18h59	Chourouk : 07h48

INTEMPÉRIES

Les citoyens appelés à la vigilance

Suite aux intempéries ayant touché certaines wilayas du pays durant les dernières 24 heures, les unités de la Protection civile ont enregistré plusieurs interventions sur le terrain, notamment des opérations de pompage des eaux pluviales sur les routes et dans les bâtiments, ainsi que des opérations de sauvetage de personnes bloquées dans leurs véhicules, a-t-on appris auprès des mêmes services.

S'exprimant à l'APS, le capitaine Naït Braham Arezki, du bureau de l'information et de la sensibilisation auprès de la Direction générale de la Protection civile, a indiqué que « les services de la Protection civile avaient effectué plusieurs interventions durant les dernières 24 heures dans les wilayas d'Alger, Aïn Defla, Tiaret, Tizi Ouzou, Oran et Mostaganem, suite aux fortes chutes de pluie et de neige ». Le responsable a fait savoir que « les agents de la Protection civile avaient réussi à secourir, assister et apporter de l'aide à quatre familles encerclées par la montée des eaux de l'oued Chetouane dans la commune de Boukhanefis, wilaya de Sidi Bel-Abbès, tandis qu'à Oran, une intervention a été menée pour pomper l'eau de pluie dans une usine située dans la commune de Tafraoui ». Aussi à Tizi-Ouzou, dans la commune d'Iferhounène, d'importantes accumulations de neige ont été enregistrées sur la route nationale RN 15, où une intervention a permis de dégager un véhicule transportant deux personnes, bloqué au niveau du col de Tirourda, a-t-il déclaré, ajoutant que « des unités de la Protection civile sont également intervenues dans les wilayas d'Aïn Defla et de Tiaret pour pomper les eaux pluviales dans plusieurs axes routiers et bâtiments ».

Ph : DR

ALGER SOUS LES EAUX

Concernant les interventions enregistrées au niveau d'Alger, le capitaine Naït Braham a précisé que « les équipes de la Protection civile sont intervenues dans plusieurs communes de la capitale suite aux fortes pluies. À Birkhadem, les mêmes services ont procédé au pompage d'eau devant une polyclinique au quartier des frères Djillali. Les eaux pluviales ont été pompées devant l'entrée de la gare ferroviaire de la commune de Gué de Constantine, où les éléments de la Protection civile ont également dégagé deux véhicules piégés par les eaux de pluie, et à bord desquels se trouvaient respectivement trois et quatre personnes », a-t-il poursuivi. Le même responsable a fait état de plusieurs interventions enregistrées dans les communes

d'El Biar, de Hydra et d'Oued Koriche, pour procéder au pompage des eaux pluviales. Dans ce sillage, il a rappelé « la nécessité pour les citoyens de suivre les consignes émises par les services de la Protection civile durant les intempéries, notamment de réduire la vitesse au volant, d'utiliser les feux de croisement même en plein jour, de respecter la distance de sécurité, d'éviter les manœuvres et dépassements dangereux, de s'éloigner des oueds et des abords des cours d'eau, et de surveiller les enfants et les sensibiliser à la nécessité de se tenir à l'écart de ces zones en cas de fortes pluies ». Le capitaine a, aussi, exhorté les citoyens à « ne pas s'aventurer à traverser les oueds, et à éviter de conduire sur les routes inondées par les eaux de pluie ». En cas de danger, ce dernier a appelé les citoyens à contacter les services de la Protection civile sur le numéro vert « 1021 » ou le numéro d'urgence « 14 », tout en précisant la nature du danger et l'adresse exacte, a-t-il conclu.

L. Zeggane

TIRAGE AU SORT

L'Algérie dans le groupe J avec l'Argentine

L'Algérie évoluera dans le groupe J aux côtés de l'Argentine (tenant du titre), l'Autriche, et la Jordanie, en phase finale de la Coupe du Monde de football 2026 aux Etats-Unis, Canada, et Mexique (11 juin-19 juillet), à l'issue du tirage au sort effectué hier vendredi au John F. Kennedy Center for the Performing Arts à Washington DC. Les Verts entameront le tournoi face au tenant du titre argentin. Le programme complet de la Coupe du monde sera dévoilé aujourd'hui par la FIFA.

COMPOSITION DES GROUPES :

- **Groupe J :** Argentine - Algérie - Autriche - Jordanie
- **Groupe A :** Mexique - Afrique du Sud - République de Corée - Barragiste Europe voie D (Danemark, Macédoine du Nord, Tchéquie ou République d'Irlande)
- **Groupe B :** Canada - Barragiste Europe voie A (Italie, Irlande du Nord, Pays de Galles ou Bosnie-et-Herzégovine) - Qatar - Suisse
- **Groupe C :** Brésil - Maroc - Haïti - Écosse
- **Groupe D :** États-Unis - Paraguay - Australie - Barragiste Europe voie C (Turquie, Roumanie, Slovaquie ou Kosovo)
- **Groupe E :** Allemagne - Curaçao - Côte d'Ivoire - Équateur
- **Groupe F :** Pays-Bas - Japon - Barragiste Europe voie B (Ukraine, Suède, Pologne ou Albanie) - Tunisie
- **Groupe G :** Belgique - Égypte - Iran - Nouvelle-Zélande
- **Groupe H :** Espagne - Cap-Vert - Arabie saoudite- Uruguay
- **Groupe I :** France - Sénégal - Vainqueur du Tournoi de barrage de la FIFA 2 (Bolivie, Suriname ou l'Iraq) - Norvège
- **Groupe K :** Portugal - Vainqueur du Tournoi de barrage de la FIFA 1 (Nouvelle-Calédonie, Jamaïque ou République démocratique du Congo)
- Ouzbékistan - Colombie
- **Groupe L :** Angleterre - Croatie - Ghana - Panamá

R. S.

OUED SEBAOU À TIZI-OUZOU Trois personnes secourues par la Protection civile

Trois personnes qui étaient bloquées dans l'oued Sebaou, au niveau du lieu-dit Timizar Laghbar, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, ont été secourues, hier, par les éléments de la Protection civile. Selon un communiqué de la Direction générale de la Protection civile, une équipe de recherche et d'intervention en milieux périlleux (GRIMP), appuyée par un soutien aérien, composé d'un hélicoptère du Groupement aérien de la Protection civile, ont été mobilisés pour secourir les victimes, coincée au milieu des crues en raison de la montée des eaux de l'oued. Les victimes ont été secourues et évacuées par les éléments du GRIMP. Une des trois personnes en détresse a été secourue lors de la première phase d'intervention, tandis que les deux autres ont été secourues durant la deuxième phase de l'opération.

R. S.

TRIBUNAL DE BIR MOURAD RAÏS Saâd Bouakba condamné à trois ans de prison avec sursis

Le tribunal de Bir Mourad Raïs à Alger a condamné, jeudi soir, le dénommé Saâd Bouakba à une peine de trois ans de prison avec sursis, assortie d'une amende d'un million de dinars, pour une affaire d'outrage et de diffamation à l'encontre de symboles de la Révolution de libération nationale. Le gérant de la chaîne électronique +Vision TV+, Abderrahim Haraoui, également impliqué dans cette affaire a, quant à lui, écopé d'un an de prison avec sursis et d'une amende de 500 000 dinars, avec fermeture définitive de la chaîne et saisie du matériel de diffusion.

APS

SOUS-RIRE

Chili

Le Parlement approuve une loi interdisant les smartphones à l'école

Belkacem